

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

INFLUENCE DE LA PRESSE ÉCRITE  
SUR L'ÉMANCIPATION DE LA COMMUNAUTÉ GAIE MONTRÉALAISE  
AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR  
JEAN-FRANÇOIS ROBERGE

JANVIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Un immense merci à Margot Ricard, professeure à l'École de Médias de l'Université du Québec à Montréal, pour avoir accepté de poursuivre la direction de ce mémoire de maîtrise et aidé à son parachèvement par ses conseils et ses encouragements bienveillants. Pareils remerciements à Jean-Pierre Desaulniers pour avoir initié le désir de faire une telle recherche en affichant sans retenue son enthousiasme et son plaisir d'apprendre et d'enseigner. À ma famille, mes amis et Ian St-Jean : merci d'avoir cru en moi et de m'avoir poussé à me dépasser en tout temps.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>vi</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I</b>	
<b>LES MARGINAUX ET LES AUTRES .....</b>	<b>4</b>
1.1 HOWARD S. BECKER – L’OUTSIDER.....	4
1.2 ERVING GOFFMAN – LE STIGMATE .....	9
<b>CHAPITRE II</b>	
<b>LE CRIME D’ÊTRE HOMOSEXUEL .....</b>	<b>19</b>
2.1 CONTEXTE.....	19
2.1.1 L’homosexualité occultée.....	19
2.1.2 La loi.....	20
2.1.3 La religion .....	21
2.1.4 La médecine .....	21
2.1.5 Briser l’isolement .....	22
2.1.6 Avant 1900 .....	22
2.1.7 Les années 1920 .....	23
2.1.8 Les années 1930-1940 .....	23
2.1.9 Les années 1950-1960 .....	25
2.1.10 La naissance d’un sentiment d’appartenance .....	26
2.2 LA PRESSE ÉCRITE .....	28
2.2.1 Lieu de tous les préjugés .....	28
2.2.2 Une mine d’informations utiles.....	29
2.3 SYNTHÈSE .....	30

### CHAPITRE III

#### LA TOLÉRANCE ET LA CHAMBRE À COUCHER..... 35

3.1 LE CONTEXTE .....	35
3.1.1 L'Occident en pleine révolution de mœurs .....	35
3.1.2 Au Québec .....	37
3.1.3 La loi.....	38
3.1.4 La naissance d'organismes gais.....	40
3.1.5 Les débuts du militantisme gai .....	41
3.1.6 La lutte s'intensifie .....	45
3.2 LA PRESSE ÉCRITE .....	48
3.2.1 La presse généraliste.....	48
3.2.2 La naissance de la presse gaie .....	51
3.3 SYNTHÈSE .....	54

### CHAPITRE IV

#### L'ACCEPTATION MALGRÉ L'ADVERSITÉ ..... 60

4.1 LE CONTEXTE.....	60
4.1.1 La création du Village gai .....	60
4.1.2 Un ennemi saugrenu .....	63
4.1.3 L'économie.....	67
4.1.4 Les droits des gais .....	68
4.2 LA PRESSE ÉCRITE .....	68
4.2.1 La presse généraliste.....	68
4.2.2 La presse gaie .....	71
4.3 SYNTHÈSE .....	73

### CHAPITRE V

#### ENTRE L'OMBRE ET LA LUMIÈRE ..... 76

5.1 CONTEXTE .....	76
5.1.1 Une pandémie endémique .....	76
5.1.2 La politique et les droits des gais .....	77

5.1.3 La culture gaie .....	78
5.1.4 L'argent rose.....	84
5.2 LA PRESSE ÉCRITE .....	87
5.2.1 La presse généraliste.....	87
5.2.2 La presse gaie .....	91
5.3 SYNTHÈSE .....	95
<b>CONCLUSION</b>	
<b>LE RETOUR DU BALANCIER ?.....</b>	<b>99</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>105</b>

## RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise en communications se penche sur l'influence de la presse écrite dans le parcours émancipatoire de la communauté gaie montréalaise. L'identification et la mise en relation des différentes représentations des homosexuels trouvées dans les presses généraliste et gaie montréalaise du XX<sup>e</sup> siècle ont permis d'évaluer leur importance dans la création, le développement et la consolidation de ce groupe minoritaire. Ces représentations ont été identifiées par le biais d'archives et des quelques rares travaux et articles portant sur le sujet. Parce qu'ils ont décrit la dynamique entre les groupes minoritaires et la société, les travaux des sociologues américains Howard S. Becker et Erving Goffman ont permis de conférer un sens à la documentation amassée et de préciser la nature de cette interaction entre les gais et la presse écrite. Les jalons posés par l'histoire du mouvement de libération des gais au Québec ont permis de subdiviser le mémoire en quatre parties : lorsque l'homosexualité était considérée comme un crime, puis tolérée, puis acceptée et enfin banalisée.

MOTS CLÉS : COMMUNAUTÉ GAIE, COMMUNICATION(S), HISTOIRE, HOMOSEXUALITÉ, IDENTITÉ, MÉDIA(S), MONTRÉAL, MOUVEMENT(S) DE LIBÉRATION, PRESSE ÉCRITE, QUÉBEC, SOCIÉTÉ, SOCIOLOGIE.

## INTRODUCTION

Ce mémoire de maîtrise en communications porte sur l'influence que peut exercer un média sur l'histoire d'un groupe minoritaire. Plus précisément, l'influence que la presse écrite a pu avoir sur le parcours émancipatoire de la communauté gaie montréalaise depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours.

La presse écrite a fourni au cours du siècle dernier diverses représentations des gais. Nous posons comme hypothèse que ces représentations, intimement liées à l'histoire de la société québécoise, ont influencé la perception de la population envers l'homosexualité, mais aussi celle des gais envers eux-mêmes jusqu'à permettre leur plein épanouissement. Dans quelle mesure cette interaction a-t-elle permis la création de la communauté gaie montréalaise, son développement et son institutionnalisation ? La presse écrite a-t-elle retardé, voire bloqué son déploiement ? Au contraire, l'a-t-elle facilité ? Nous tenterons de répondre à ces questions dans ce travail.

Le développement dans le temps de cette communauté formée d'individus qui divergent de la norme par leur orientation sexuelle peut être retracée par l'étude de la presse écrite montréalaise, tant généraliste que spécialisée. Dans un premier temps, la presse écrite généraliste fournit des indications sur la formation de la communauté gaie montréalaise dont l'histoire dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a été peu documentée et étudiée. Durant tout ce siècle, elle témoigne de la vision de l'homosexualité de la société québécoise, une vision qui changera au fur et à mesure qu'évolueront les mentalités. La presse proprement gaie naît de ces changements sociaux et offre dans un second temps des indications sur le développement de ce groupe minoritaire, de la vision qu'il a de lui-même et sur ses aspirations. C'est à partir de ces faits, regroupés et mis en contexte, puis étayés à l'aide d'études et d'articles portant sur la question que l'envergure et les limites de l'influence de la presse écrite seront mieux connues.



Les travaux des sociologues américains Howard S. Becker et Erving Goffman constituent le cadre théorique de ce mémoire. Tous deux rattachés à l'École de Chicago, ils se sont penchés sur les interactions entre les individus marginalisés – les « outsiders » pour Becker et les « stigmates » pour Goffman – et la société. Ces marginaux, étiquetés comme tels par les « normaux », empruntent un parcours similaire afin de composer avec leur différence et se faire une place dans la société. Ce parcours relaté par ces deux sociologues permettra de mieux comprendre les liens qui se sont tissés entre la presse écrite et ce groupe minoritaire et d'évaluer l'influence de l'une sur la quête émancipatoire de l'autre.

Quatre étapes basées sur des événements clés de l'histoire des gais montréalais au XX<sup>e</sup> siècle ont été identifiées et permettent de subdiviser le mémoire en autant de parties. Elles font écho aux avancées des droits des gais et des lesbiennes au pays. Elles nous renseignent également sur la perception générale de la presse écrite envers l'homosexualité et elles ont été cernées lors des recherches précédant l'écriture du présent travail. Ainsi, la première étape couvre une longue période, celle durant laquelle l'homosexualité est un crime. Elle prend fin avec l'adoption du *bill omnibus* de Pierre Elliott Trudeau en 1969. La seconde couvre une décennie marquée par le militantisme gai. La société québécoise fait alors preuve d'une plus grande tolérance à l'égard de cette réalité. Elle prend fin au début des années 1980, après que le Québec ait été la première province canadienne à inclure dans sa charte des droits une clause interdisant la discrimination vis-à-vis l'orientation sexuelle (1977). La troisième étape est teintée par l'apparition de l'épidémie du VIH/sida et couvre les années 1980 et plus de la moitié des années 1990. Malgré l'épidémie qui, au départ, crée une certaine commotion, l'homosexualité est de plus en plus perçue comme une réalité à part entière en raison des victoires juridiques : c'est l'acceptation du fait homosexuel. C'est aussi durant ce temps que se développe la presse gaie. Cette étape prend fin en 1996 lorsque la Loi canadienne sur les droits de la personne est amendée pour inclure l'orientation sexuelle. L'homosexualité est alors un état de fait comme les autres, on assiste à sa banalisation.

Ce mémoire portera uniquement sur les homosexuels<sup>1</sup>, les lesbiennes ayant suivi un parcours émancipatoire bien différent selon des études effectuées sur le sujet. L'emploi du terme « gai » sera favorisé, sans pour autant exclure le terme « homosexuel » ayant souffert avec le temps d'une connotation péjorative. Provenant de l'anglais « *gay* », le mot « gai » s'avère être admis de plus en plus dans la francophonie. L'étude se limitera également à notre métropole qui semble avoir constitué depuis toujours le lieu de convergence des gais québécois. L'anonymat d'une grande ville comme Montréal a certainement attiré plusieurs homosexuels qui voulaient s'éloigner de milieux sociaux moins ouverts à leur différence. C'est d'ailleurs à Montréal qu'au fil du temps s'est créé un quartier gai, lieu de socialisation par excellence de la communauté gaie.

---

<sup>1</sup> Précisions : « Bien que l'adjectif *homosexuel* désigne des comportements sexuels qui peuvent aussi bien être accidentels qu'habituels, le substantif *homosexuel* s'emploie généralement pour désigner des hommes dont la préférence pour des partenaires de leur propre sexe est assez stable et constante depuis leur adolescence et durant leur vie adulte. En anglais, le terme *gay*, d'abord utilisé comme adjectif et autrefois considéré comme argotique, est aujourd'hui largement employé comme synonyme de *homosexual*. En français, le terme *gay* a d'abord été emprunté tel quel à l'anglais, mais la forme graphique francisée *gai* se répand de plus en plus. La forme courte *homo* relève du langage familier », peut-on lire dans le *Grand dictionnaire terminologique* de l'Office québécois de la langue française (2003).

## CHAPITRE I

### LES MARGINAUX ET LES AUTRES

Le travail des sociologues américains, Howard S. Becker et Erving Goffman, apporte des précisions essentielles sur les interactions entre la population et ces « outsiders » (Becker) ou ces « stigmates » (Goffman), bref les marginaux que sont les homosexuels.

#### 1.1 HOWARD S. BECKER – L'OUTSIDER

Pour Becker, sociologue américain né en 1928, qui publie en 1963 le livre *Outsiders : Étude de sociologie de la déviance*, tous les groupes sociaux établissent des normes sociales et tentent, à certains moments et dans certaines circonstances, de les faire appliquer. L'« outsider » est cet individu considéré comme « étranger » parce qu'il a transgressé une ou plusieurs de ces normes. De son côté, le transgresseur perçoit aussi ses juges comme étrangers à son monde car il n'accepte pas cette étiquette qui lui est apposée, d'où le double sens du terme « outsider ». Becker s'est donc efforcé à éclaircir les situations (où la norme est transgressée et où on la fait appliquer) et les processus (conduisant certains à transgresser les normes et d'autres à les faire respecter) auxquels ce terme à double usage s'applique. Il souligne que les normes peuvent se présenter sous des formes variées : si elles ne sont pas édictées formellement par la loi et, par exemple, appliquées par des forces policières, elles le sont par des accords informels et sont l'affaire de tous et chacun.

En s'attardant rapidement aux diverses définitions ou conceptions de la déviance relevées par Becker, le « déviant » pourrait donc être celui dont le comportement s'écarte de celui de la moyenne. Cette définition statique de la déviance n'est pas satisfaisante pour le sociologue car elle est trop éloignée de l'idée de transgression à l'origine des études scientifiques sur la déviance; définition qui ferait, par exemple, des roux et des gauchers des

déviant... Une autre conception reposant sur une analogie médicale la définit comme quelque chose d'essentiellement pathologique, ce qui suggère la présence d'un « mal » à l'intérieur de l'individu. Cette définition évacue toutefois le jugement comme une composante décisive du phénomène. C'est ainsi que pour certains, l'homosexualité peut être perçue telle une maladie mentale... D'autres sociologues ont aussi utilisé un modèle de la déviance reposant sur des notions empruntées à la médecine. En faisant une distinction entre les aspects d'une société qui favorisent la stabilité (aspects « fonctionnels ») et d'autres qui la rompent (aspects « dysfonctionnels »), cette conception dite fonctionnelle néglige l'aspect politique du phénomène. De plus, la sociologie a aussi longtemps défini la déviance comme étant un défaut d'obéissance aux normes du groupe (conception plus relativiste). Encore là, cette manière d'aborder la déviance limite la compréhension du phénomène car, selon Becker, une société comporte plusieurs groupes, chacun possédant son propre système de normes. De plus, les individus qui composent cette société appartiennent simultanément à plusieurs groupes à la fois. Voici donc sa propre définition :

Qu'y a-t-il donc de commun à tous ceux qui sont rangés sous l'étiquette de déviant ? Ils partagent au moins cette qualification, ainsi que l'expérience d'être étiquetés comme étrangers au groupe. Cette identité fondamentale sera le point de départ de mon analyse : je considérerai la déviance comme le produit d'une transaction effectuée entre un groupe social et un individu qui, aux yeux du groupe, a transgressé une norme. Je m'intéresserai moins aux caractéristiques personnelles et sociales des déviants qu'au processus au terme duquel ils sont considérés comme étrangers au groupe, ainsi qu'à leurs réactions à ce jugement.<sup>2</sup>

Ainsi selon Becker, le caractère déviant ou non d'un acte dépend de la réaction des autres. Cette réponse des autres peut varier selon différents facteurs : selon le temps (plus ou moins d'indulgence à un moment donné), selon les catégories respectives du transgresseur ou de celui s'estimant lésé (classe sociale, couleur de la peau ou orientation sexuelle) et selon les conséquences de l'acte. Par exemple, l'homosexuel ne sera pas perçu de la même manière dans la presse généraliste du milieu du XX<sup>e</sup> siècle et dans celle du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Pourtant, l'homosexuel qui, en 1950, socialise dans un établissement avec ses semblables est poussé par le même désir de rompre sa solitude et de créer des liens que celui de 2000, mais

---

<sup>2</sup> Howard S. Becker, *Outsiders : Étude de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions A.-M. Métailié, 1985, p. 33.

c'est le regard des autres face à son comportement qui n'est plus le même. Ce qui fait dire à Becker que « [...] la déviance est une propriété non du comportement lui-même, mais de l'interaction entre la personne qui commet l'acte et celles qui réagissent à cet acte<sup>3</sup> ». Selon Becker, les normes sont imposées par ceux qui possèdent la capacité de les établir et de les faire appliquer. Ces groupes jouissent d'une position sociale qui leur donne des armes et du pouvoir :

Les différences d'âge, de sexe, de classe et d'origine ethnique sont toutes liées à des différences de pouvoir. C'est cette relation qui explique les différences de degré dans la capacité des groupes ainsi distingués à établir des normes pour les autres. [...] Mais nous devons aussi garder présent à l'esprit que les normes créées et conservées par cette désignation [des comportements comme déviants], loin d'être unanimement acceptées, font l'objet de désaccords et de conflits parce qu'elles relèvent de processus de type politique à l'intérieur de la société.<sup>4</sup>

Tant et aussi longtemps que les gais, minoritaires, ne posséderont pas des outils de pouvoir (l'appui de la médecine et/ou du système juridique par exemple) leur permettant de contrer la voix de la majorité hétérosexuelle qui les considère comme déviants, ils ne pourront pas agir pour modifier cette perception et ce, malgré leur désaccord.

Selon Becker, il existe quatre types de comportements déviants qui constituent un « modèle séquentiel » : l'individu qui obéit à la norme et qui n'est pas perçu comme déviant (conforme), l'individu qui obéit à la norme et qui est perçu malgré cela comme déviant (accusé à tort), l'individu qui transgresse la norme et qui n'est pas perçu comme déviant (secrètement déviant) et finalement l'individu qui transgresse la norme et qui est perçu comme déviant (pleinement déviant). L'homosexuel se retrouve dans ces deux derniers cas de figure. « Ceux qui étudient l'homosexualité ont observé de même que nombre d'homosexuels sont capables de dissimuler leur déviance aux non-déviants qu'ils fréquentent<sup>5</sup> », note Becker en parlant du comportement secrètement déviant.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 44.

Joint au modèle séquentiel, un « modèle synchronique », tenant compte des changements dans le temps, permet une analyse plus poussée de la formation des comportements d'un individu. Cette alliance permet de prendre en considération la succession de phases, de changements du comportement et des perspectives de l'individu nécessaires à cette formation. Chaque phase analysée est un élément de l'explication du comportement final qui résulte du passage ordonné d'une phase à l'autre. Le concept de « carrière », élaboré dans les études de profession et ici transposé pour l'étude des « carrières déviantes », s'avère d'une grande utilité pour saisir ce qui mène un individu à une déviance de plus en plus affirmée allant jusqu'à l'adoption d'une identité et d'un genre de vie radicalement déviants, mais aussi d'un genre de vie plus conventionnel dans d'autres cas. Tout dépend du cheminement effectué.

Pour débiter une carrière déviante, il faut donc commettre une transgression motivée généralement par une force quelconque. Cette transgression, qui peut être intentionnelle ou non, dépend aussi du degré d'engagement d'un individu vis-à-vis les conventions établies, mais aussi de sa capacité à être confronté aux conséquences malheureuses qui peuvent suivre. Une norme peut être transgressée avec plus de facilité si des techniques de neutralisation (des justifications) sont employées. L'acte déviant peut être exceptionnel, mais aussi se maintenir dans le temps. Il est alors un objet d'étude plus riche pour le sociologue :

Mais ce n'est pas tant l'auteur d'un acte déviant exceptionnel qui nous intéresse, que celui qui maintient sur une longue période une forme déterminée de déviance, qui fait de la déviance un genre de vie, et qui organise son identité sur la base d'un mode de comportement déviant.<sup>6</sup>

L'individu qui se livre durant toute sa vie adulte à une forme d'activité homosexuelle est cité en exemple par Becker. En côtoyant d'autres déviants plus expérimentés, il développe ses motifs et ses intérêts. S'il considère ses nouvelles expériences comme agréables, il peut y acquérir un vocabulaire spécifique : « Bref, les individus *apprennent* à participer à une sous-

---

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 53.

culture organisée autour d'une activité déviante particulière<sup>7</sup> », note-t-il. Les motivations déviantes ont un caractère social que divers moyens de communication peuvent entretenir. La presse écrite d'hier et d'aujourd'hui, en relatant des faits concernant les gais et leurs comportements, aurait donc certainement joué un rôle dans ce sens. L'individu, qu'il vive son homosexualité secrètement ou non, en privé ou non, peut dans ces conditions accéder tout de même à la culture déviante selon l'auteur.

L'une des phases les plus importantes de ce processus de formation d'un comportement déviant stable est d'être publiquement désigné comme déviant par les autres, que l'individu le veuille ou non, que cela soit conscient ou non. Sa participation ultérieure à la vie sociale tout comme l'évolution de son image de soi en seront profondément marquées car aux yeux des autres, son identité n'est plus la même. Il se peut que l'individu ainsi étiqueté soit discrédité dans différentes sphères de la vie sociale :

De nombreuses formes de déviance engendrent des difficultés parce qu'elles ne peuvent pas s'accorder avec les attentes concernant d'autres domaines de l'existence. L'homosexualité en est un bon exemple. Les homosexuels rencontrent des difficultés dans toutes les formes d'activités collectives où les intérêts sexuels normaux et des penchants pour le mariage sont supposés aller de soi.<sup>8</sup>

Même si les conséquences d'un tel étiquetage tendent à s'amoindrir de nos jours, force est de constater qu'à des degrés divers et selon la nature des situations cette observation est aujourd'hui toujours aussi pertinente. Par exemple, une simple visite dans une cour de récréation ou dans un vestiaire sportif permettrait d'observer qu'il est encore difficile pour un adolescent d'affirmer son homosexualité sans provoquer son exclusion. Becker nuance : l'individu déviant peut rebrousser chemin s'il perçoit que les conséquences sont pour lui trop brutales.

L'étape ultime d'une carrière déviante consiste à entrer dans un groupe déviant organisé qui lui procure le sentiment de partager un destin commun. Appartenir à un tel

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 53-54.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 58.

groupe cristallise son identité déviante et amène plusieurs conséquences. Premièrement, ces groupes, plus que les individus, sont portés à rationaliser leur position, à élaborer une série de justifications historiques, juridiques et psychologiques de leur activité déviante. La presse gaie est un des lieux où se retrouve cette rationalisation de l'homosexualité. La « communauté des homosexuels » est d'ailleurs un exemple favorisé par Becker :

Les revues et les livres rédigés par et pour ceux-ci contiennent des articles historiques sur les homosexuels célèbres, des articles biologiques et physiologiques sur la sexualité, visant à montrer que l'homosexualité constitue un comportement sexuel « normal », et des articles juridiques qui revendiquent des droits civils pour les homosexuels. Considéré dans son ensemble, ce matériel fournit à certains homosexuels une philosophie pratique qui leur montre que d'autres gens ont été comme eux, qui leur explique pourquoi ils sont comme ils sont et pourquoi il n'y a aucun mal à être comme cela.<sup>9</sup>

Deuxièmement, l'entrée dans un groupe déviant permet à l'individu d'apprendre comment poursuivre ses activités déviantes sans avoir trop d'ennuis. Ces problèmes potentiels déjà vécus par d'autres, mais aussi déjà résolus, deviennent moins insurmontables, ce qui permet à l'individu de poursuivre son cheminement en s'éloignant des conventions.

## 1.2 ERVING GOFFMAN – LE STIGMATE

Erving Goffman a également participé à l'édification d'une sociologie qui tente de retracer pourquoi et comment l'être humain ne peut s'empêcher de marquer la différence et d'assigner une place à tous et à chacun pour vivre en société. Il reprend dans son livre *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*, publié initialement en 1963, le sujet du « stigmate » étudié dans la décennie précédente en psychologie sociale afin d'éclaircir la relation entre celui-ci et le problème de la déviance. Pour Goffman, le stigmate est l'individu « [...] que quelque chose disqualifie et empêche d'être pleinement accepté par la société.<sup>10</sup> » En fait, ce mot provient du grec « stigma » qui désigne « [...] des marques corporelles

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>10</sup> Erving Goffman, *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1975, p. 7.



destinées à exposer ce qu'avait d'inhabituel et de détestable le statut moral de la personne ainsi signalée.<sup>11</sup> »

Dans son livre, l'auteur a tiré un certain nombre de concepts à partir d'observations portées sur l'« information sociale », c'est-à-dire l'information que l'individu transmet directement à propos de lui-même. Chaque jour, nous rencontrons des individus que nous répartissons en « catégories ». Ces catégories sont anticipées et elles relèvent initialement de l'« identité sociale virtuelle », cette identité sociale apparente qui devient l'« identité sociale réelle » lorsque prouvée. Goffman précise son propos ainsi :

Le mot stigmatisme servira donc à désigner un attribut qui jette un discrédit profond, mais il faut bien voir qu'en réalité c'est en termes de relations et non d'attributs qu'il convient de parler. L'attribut qui stigmatise tel possesseur peut confirmer la banalité de tel autre et, par conséquent, ne porte par lui-même ni crédit ni discrédit.<sup>12</sup>

Si le stigmatisme n'existe pas en soi, il surgit de la mise en relation des « attributs » de l'individu et des « stéréotypes » véhiculés dans la société.

Il existe trois types de stigmates selon l'auteur. Ils sont caractérisés par des monstruosité ou des difformités du corps, par des tares du caractère et, finalement, par des caractéristiques tribales (la race, la nationalité et la religion). En ce qui concerne les tares du caractère, elles revêtent divers aspects – manque de détermination, penchants incontrôlables, pensées rigides et/ou malhonnêteté – « [...] dont on infère l'existence chez un individu parce que l'on sait qu'il est ou a été, par exemple, mentalement dérangé, emprisonné, drogué, alcoolique, homosexuel, chômeur, suicidaire ou d'extrême gauche.<sup>13</sup> » Peu importe le type de stigmatisme, la personne qui le possède est potentiellement « discréditable » et « discréditée » si le stigmatisme est relevé par autrui à un moment donné. En quelque sorte, de nombreux préjugés planent autour de l'individu potentiellement stigmatisé qui, une fois clairement identifié comme tel, se voit discriminé en fonction de ces mêmes préjugés. Ceux qui, dits

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 14.

« normaux », apposent à l'individu stigmatisé des propriétés sont portés à croire que tous les individus semblablement stigmatisés les possèdent. Ils ne font ainsi qu'entretenir par généralisation les préjugés à leur égard. Les normaux en leur présence changent aussitôt leur comportement, et l'individu stigmatisé est lui aussi forcé d'agir différemment envers eux. De plus, les normaux, en soutenant des normes et surtout en les appliquant envers lui et son groupe, exercent nécessairement une pression. L'individu stigmatisé entretiendra un sentiment d'échec s'il ne peut rencontrer les exigences qu'on attend de lui. Il se peut qu'il en sorte relativement indemne parce que « [...] isolé par son étrangeté, protégé par ses propres images de soi, il a le sentiment qu'il est, lui, l'homme accompli, et que nous, nous ne sommes pas tout à fait humains.<sup>14</sup> » Goffman fait remarquer qu'il est tout aussi probable que cet individu partage, malgré tout, les mêmes idées que les normaux sur l'identité. Ce qui ne l'empêche pas d'entretenir le sentiment qu'il ne sera probablement jamais accepté totalement de tous et qu'il ne pourra jamais être sur le même pied d'égalité qu'eux et ce, malgré le fait qu'il se perçoive lui-même comme une personne normale méritant une chance dans la vie et quelques instants de répit. Ainsi, il fera donc ses « revendications » auprès d'une catégorie sociale plus restreinte et plus ouverte qui lui convient, mais non pas auprès de tous. À certains moments, le sentiment de ne pas être à la hauteur l'envahit de nouveau. La honte et le mépris à l'égard de lui-même sont ses pires ennemis. Tôt ou tard, il est confronté à la problématique de l'acceptation de soi et de son stigmate que résume ici Goffman :

Nous pouvons maintenant formuler ce qui caractérise essentiellement la situation de l'individu stigmatisé dans la vie. Il s'agit de ce que l'on nomme souvent, quoique vaguement, l'« acceptation ». Il se passe que ceux qui sont en rapport avec lui manquent à lui accorder le respect et la considération que les aspects non contaminés de son identité sociale les avaient conduits à prévoir pour lui, et l'avaient conduit à prévoir pour lui-même; et il fait écho à ce refus en admettant que certains de ses attributs le justifient.<sup>15</sup>

Le stigmatisé peut réagir de diverses manières. Il peut tenter de corriger directement son stigmate, ce qui peut amener l'homosexuel à suivre une psychothérapie (lieu de la « victimisation » qui mène à essayer toute sorte de techniques efficaces ou non), de maîtriser des domaines d'activité normalement difficiles à atteindre (lieu de la « torture de

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 19.

l'apprentissage ») et même de se couper de la réalité (lieu du « mépris » du personnage attaché à son identité sociale). D'autres encore peuvent utiliser leur stigmaté afin de s'octroyer des « petits profits », soit, par exemple, en justifiant un échec à l'aide du stigmaté ou bien en s'en servant pour relativiser son malheur.

Le livre de Goffman s'intéresse aux « contacts mixtes », c'est-à-dire aux rencontres entre les normaux et les stigmatisés. L'auteur décrit l'état d'esprit dans lequel se retrouve l'individu stigmatisé ne sachant que rarement de quelle manière il sera accueilli par les autres. Constamment en « représentation », tâchant de contrôler ce qui pourrait le dénoncer et voulant à tout prix faire bonne impression, tout lui semble amplifié. D'une part, un geste banal devient étonnant et, d'autre part, une erreur, la conséquence directe de son handicap et la preuve que tel stigmaté procure bien tel effet. Il se fait petit, de peur d'être questionné sur son stigmaté (apparent ou non) et d'être contraint à parler de sa vie privée ou, au contraire, il devient étrangement agressif. De cette valse hésitation émerge un sentiment de malaise partagé de part et d'autre et, chez le stigmatisé, un risque de repli sur soi et de repli sur autrui.

Généralement, l'individu stigmatisé se rend compte qu'il existe bel et bien des « autres compatissants ». Évidemment, les premiers à être identifiés ainsi sont ceux qui partagent le même stigmaté. Ils forment alors un cercle privilégié dans lequel ils peuvent trouver réconfort et écoute, mais aussi trouver des trucs et des astuces auxquels ils n'avaient pas pensé, profitant de l'expérience de ses pairs. Il est aussi possible que ces regroupements ne l'intéressent guère trouvant ennuyeux ces récits de persécution et de supériorité de groupe. Néanmoins, d'un point vue sociologique, ces regroupements offrent des possibilités d'études infinies : « De telles associations représentent souvent l'aboutissement d'années d'efforts de la part de personnes et de groupes aux situations diverses, et constituent, en tant que mouvements sociaux, des objets d'études exemplaires<sup>16</sup> », note Goffman. C'est ainsi que l'individu stigmatisé adhère parfois à une association ou intègre un réseau de relations ou s'installe dans une quelconque communauté sédentaire ethnique, raciale, religieuse ou autre. À cet effet, Goffman remarque ceci :

---

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 35.

Il faut mentionner également le milieu qui, dans chaque ville, renferme un noyau d'établissements de services, bases et territoires des prostituées, des drogués, des homosexuels, des alcooliques et autres groupes frappés d'infamie, tantôt fréquentés en outre par divers types de réprouvés, tantôt non.<sup>17</sup>

Goffman souligne que les individus stigmatisés qui se rassemblent ainsi ont tendance à nommer des porte-parole. Ces « représentants » d'une catégorie stigmatisée donnée (des agents ou des membres de comités) ont la tâche prescrite de parler en leur nom et de défendre devant les médias ou le gouvernement leur cause. Généralement, ce sont ces porte-parole qui demandent en premier lieu au public d'éviter l'emploi d'une étiquette blessante pour les catégoriser. Des fois, il est possible de remarquer que ces représentants deviennent avec le temps de moins en moins représentatifs, en raison des tensions internes dues à la présence au sein même du regroupement de personnes aux intérêts divergents qui modèrent leur position (stigmatisés et normaux). D'autres fois, aux yeux de certains stigmatisés, ces représentants imposent une définition ou un modèle d'identité personnelle et d'identité sociale qui diffère de leur expérience et qui est éloigné de leur réalité quotidienne. C'est le cas lorsque ces porte-parole se présentent devant leurs congénères et devant les normaux comme étant des modèles d'adaptation et d'assimilation. Ils jouent de la rhétorique en ponctuant leur discours de récits autobiographiques exemplaires et de bonne conduite morale pour faire passer leur message. Néanmoins, ces représentants, généralement devenus avec le temps des professionnels par défaut, le sont en toutes circonstances lorsqu'ils atteignent un niveau de notoriété inégalé. Auteurs ou politiciens, musiciens ou docteurs, ils sont tous amenés à commenter leur expérience et à poser un regard sur leur stigmat, qu'ils le veulent ou non. Le docteur Réjean Thomas ou André Boisclair constituent des exemples évocateurs de ces modèles. Reconnus de tous, ils peuvent difficilement ignorer les faits et se mettre à dos leurs semblables. Goffman soutient par ailleurs que la « [...] faiblesse d'un stigmat peut donc se mesurer au degré d'éminence que peut conquérir un membre de sa catégorie ainsi affligée, tout en réussissant à se soustraire à de telles pressions.<sup>18</sup> » Il fait aussi remarquer qu'au gré de leurs rencontres, ces représentants délaissent leur milieu et deviennent par le fait même moins représentatifs. Pour contrer cela, ils semblent livrer leurs opinions en les gauchissant quasi

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 40.

systematiquement car une entente tacite suppose un regard intéressé du stigmatisé envers son stigmaté, un regard rassembleur qui prédomine aux divergences d'opinions existantes. En définitive, cela a pour conséquence que le représentant notoire, abordant avec passion ou non le sujet, renforce l'idée que le stigmaté est le fondement d'une idée de soi. De plus, Goffman précise que toute apparition publique de tout stigmatisé dirige instantanément les projecteurs sur le stigmaté :

Chaque fois qu'une personne affligée d'un certain stigmaté se donne en spectacle parce qu'elle enfreint une loi, gagne un prix ou s'introduit la première dans un quelconque domaine, la rumeur locale s'en empare. L'événement peut même être porté à la connaissance de toute la société par l'intermédiaire des moyens de diffusion.<sup>19</sup>

Toute personne possédant ce stigmaté risque à son tour d'être questionnée après la diffusion de l'événement, risquant à nouveau le discrédit. Dépendamment de son entourage, les risques diminuent considérablement.

Toutes ces luttes et tous ces discours se retrouvent dans une documentation riche et unique. Ainsi, Goffman admet que le stigmatisé nord-américain a la possibilité de s'engager dans un processus d'apprentissage enrichissant. En effet, force est de constater qu'une version intellectualisée de son stigmaté par le biais de livres, d'articles divers ou de films portant sur son stigmaté pourrait lui être bénéfique si accessible :

Il est important de souligner que, en Amérique tout au moins, aussi limitée et aussi rejetée soit une catégorie stigmatisée, ses membres ont presque toujours la possibilité de présenter leur point de vue en public, d'une façon ou d'une autre. On peut donc affirmer que la plupart des Américains affligés d'un stigmaté vivent dans un monde littérairement défini, aussi peu cultivés soient-ils. À supposer qu'ils ne lisent pas de livres consacrés à la situation de leurs semblables, du moins parcourent-ils des magazines et voient-ils des films; et même des congénères doués pour la parole. Ainsi, la plupart des personnes stigmatisées peuvent profiter d'une version intellectuellement élaborée de leur point de vue.<sup>20</sup>

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 38.

Outre ses semblables, l'individu stigmatisé peut compter sur ses « initiés », des normaux qui ont, pour diverses raisons, accès à son intimité. Ce peut être également, en plus d'amis choisis, des travailleurs d'établissements spécialisés ou des individus avec lesquels ils sont liés en raison de la structure sociale (la famille par exemple). Pour ce dernier cas, Goffman remarque que ces initiés portent par association le fardeau du stigmate, devant à leur tour se justifier et risquant aussi le discrédit par association. Quand ce risque devient insoutenable, la relation est en danger d'où l'aspect instable de ces alliances. Généralement, cette « stigmatisation honoraire » – lorsque l'individu normal devient un membre honoraire du cercle de l'individu stigmatisé – constitue un modèle de « normalisation », c'est-à-dire qu'elle traduit l'effort des normaux à traiter les personnes stigmatisées comme si elles ne l'étaient pas. L'inverse est aussi possible et revêt le terme de « normification » qui exprime l'effort du stigmatisé de se présenter comme quelqu'un d'ordinaire, sans pour autant dissimuler son stigmate. Goffman souligne aussi la tendance croissante à placer sur un piédestal l'individu stigmatisé : « Bien plus, on peut voir apparaître un culte du stigmate, de telle sorte que la stigmaphobie du normal se trouve contrecarrée par la stigmaphilie de l'initié.<sup>21</sup> »

Tout individu stigmatisé fera au cours de sa vie l'expérience de sa condition et connaîtra un parcours similaire d'acceptation de soi et de socialisation. Cet « itinéraire moral » est donc le processus par lequel le stigmatisé intègre le point de vue des normaux. Habituellement, c'est dès l'école que s'amorce cette évolution difficile qui, dans ce lieu précis, passe par les moqueries des enfants. Dans tous les cas, le stigmatisé sera confronté à une myriade de sentiments contradictoires et déstabilisants. Tel que mentionné précédemment, au gré de cet itinéraire, il arrive qu'une rencontre littéraire soit profitable : « Ainsi, la littérature propre au groupe peut, par sa lecture, provoquer une émotion transformatrice, ressentie et proclamée comme telle [...] »<sup>22</sup>.

Les travaux de Goffman se sont édifiés à partir de ce que l'individu livre de lui-même, ce qu'il appelle l'information sociale. L'auteur précise que l'individu stigmatisé,

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 55.

surtout lorsque son stigmat n'est pas apparent (discréditable), apprend à manipuler lors de contacts mixtes l'information liée à son stigmat dans le but d'éviter le discrédit. Cette manipulation est nommée « faux-semblant ». Elle lui permet d'éviter le pire. Les informations sociales transmises sont définies comme des informations individuelles (à propos d'un individu), réflexives (émises par la personne concernée), incarnées (au moyen d'une expression corporelle) et durables (en opposition aux humeurs et aux sentiments ponctuels). Les « symboles » font parties des signes qui transmettent cette information. L'individu stigmatisé sera donc porté à les dissimuler. Selon l'auteur, ces « symboles de stigmat » sont fréquents, stables, toujours recherchés par les normaux et habituellement reçus par ces derniers. Ils s'opposent aux symboles de « statut » ou de « prestige » valorisés en société. Ainsi, pour contrer le symbole de stigmat, l'individu stigmatisé a recours aux « désidentificateurs », autres signes qui modifient positivement la perception de l'autre. Tout cela indique que la « visibilité » (perceptibilité ou évidence) est un facteur important pour l'individu stigmatisé, Goffman précise ainsi :

De plus, l'information quotidienne disponible sur soi-même est la seule base de départ possible lorsqu'il s'agit de décider quelle tactique adopter à l'égard de son stigmat, quel qu'il soit. Par suite, tout changement de la façon dont l'individu doit toujours et partout se présenter ne peut, pour cette raison précise, qu'être fatal, et c'est probablement cela qui inspira aux Grecs la première idée du stigmat.<sup>23</sup>

Les techniques de contrôle de l'information s'avèrent extrêmement complexes et se déclinent ainsi : dissimulation de tout signe révélant un symbole de stigmat, utilisation des désidentificateurs, faire passer des signes stigmatiques pour des indices d'un stigmat moins important, se confesser aux personnes possiblement capables d'identifier le stigmat pour s'en faire des alliés au plus vite, s'éloigner volontairement des gens incapables de le prendre pour ne pas avoir à les côtoyer directement et, finalement, se dévoiler radicalement, signe d'une certaine acceptation de soi. La stratégie choisie varie bien sûr selon les normaux présents (étrangers ou parents) et elle est en constante évolution :

[...] il existe une classe importante de stigmates, tels ceux des prostitués, des voleurs, des homosexuels, des mendiants et des drogués, qui obligent leurs porteurs

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 64-65.

à dissimuler soigneusement devant une certaine catégorie de personnes, les policiers, tout en se révélant systématiquement à d'autres, les clients, les semblables, les revendeurs, les receleurs, etc.<sup>24</sup>

En tout temps, tiraillé entre son identité sociale réelle et son identité sociale virtuelle, l'individu stigmatisé doit faire preuve de mémoire et de concentration pour livrer à ses interlocuteurs des informations cohérentes garantissant sa couverture. Inutile de préciser que la découverte d'une supercherie serait des plus néfastes pour lui. Ce comportement n'a rien de naturel, mais il est essentiel. Il est acquis et, par ailleurs, pas toujours voulu. La peur constante du stigmatisé d'être découvert est relatée par Goffman. À tout moment, le passé peut ressurgir. Une rencontre non désirée peut le trahir et certains lieux, par le fait même, sont à éviter. Cet apprentissage des techniques de contrôle de l'information demande un effort particulier : « Nous avons nettement distingué entre la situation de l'individu discrédité, forcé de s'accommoder d'une tension, et celle de l'individu discréditable, obligé de contrôler une information<sup>25</sup> », résume-t-il. Même si certains individus stigmatisés s'éloignent de leur groupe et s'allient avec des individus normaux de manière marquée, ils ne seront pas pour autant en mesure de briser totalement les liens qui les unissent aux leurs. À tout moment se présentera la tentation d'épouser malgré tout un comportement sur mesure qui correspond aux attentes des gens normaux pour ne pas détonner. C'est ce que l'auteur nomme « l'alignement sur un groupe » qui s'oppose à « l'alignement hors du groupe ». Cet alignement sur un groupe lui permettra de posséder les codes nécessaires pour faire diminuer la tension qui découle de l'existence de son stigmat. À l'inverse, l'alignement hors du groupe se caractérise par l'affirmation exacerbée de son stigmat et augmente cette tension. L'auteur, pour mieux faire saisir ce phénomène, prend pour exemple certains comportements extrêmes du « militantisme » :

Comme de juste, ceux qui soutiennent professionnellement le point de vue de leur groupe vont souvent jusqu'à défendre une ligne militante et chauvine, voire une idéologie sécessionniste. Les contacts mixtes sont alors pour l'individu stigmatisé qui s'engage dans cette voie l'occasion de célébrer les mérites et les contributions présumés de ceux de sa sorte. Il n'est pas rare non plus qu'il affiche des attributs stéréotypés qu'il lui serait aisé de couvrir. C'est ainsi que l'on voit des Juifs de

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 123.



seconde génération entrelarder avec agressivité leur discours d'expressions et d'intonations juives, et des homosexuels militants se montrer patriotiquement efféminés dans les lieux publics.<sup>26</sup>

L'individu stigmatisé, qui d'ailleurs ne se reconnaît pas toujours dans les codes prescrits par son groupe, aura tôt fait de comprendre que l'acceptation des normes est conditionnelle à ses agissements. Ceux qui ne répondent pas à la norme minimalement prescrite seront marqués négativement : « En d'autres termes, on lui conseille de s'accepter et de nous accepter, en remerciement naturel d'une tolérance première que nous ne lui avons jamais tout à fait accordée<sup>27</sup> », soutient Goffman. D'ailleurs, il leur sera toujours possible de se consoler, la norme ultime établie par la société pouvant être de toute manière perçue, pour de nombreuses personnes, comme inatteignable. Voici comment l'auteur la définit :

On peut affirmer sans absurdité qu'il n'existe en Amérique qu'un seul homme achevé et qui n'ait pas à rougir : le jeune père de famille marié, blanc, citadin, nordique, hétérosexuel, protestant, diplômé d'université, employé à temps plein, en bonne santé, d'un bon poids, d'une taille suffisante et pratiquant un sport.<sup>28</sup>

En terminant, Goffman demande de ne pas mélanger le déviant et le stigmatisé. Le stigmatisé, contrairement au déviant, applique les règles édictées à l'ensemble de ses pairs lors des relations sociales. Sans cela, le stigmatisé peut être perçu comme déviant. Malgré tout, selon Erving Goffman, la déviance occupe une fonction essentielle en société, celle d'assurer la cohésion du groupe en lui servant de contre-exemple à ne pas suivre.

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 151.

## CHAPITRE II

### LE CRIME D'ÊTRE HOMOSEXUEL

#### 2.1 CONTEXTE

##### 2.1.1 L'homosexualité occultée

L'histoire de la communauté gaie s'est écrite de façon telle qu'il est désormais difficile aujourd'hui de retracer ses éléments dans sa totalité, contexte social oblige, et laisse encore un vide immense.

L'occultation sociale a été en effet l'une des principales formes de répression de l'homosexualité et du lesbianisme pendant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle, et ce, non seulement au Québec mais presque partout dans le monde. Or si le silence est un discours au même titre que la criminalisation et la médicalisation de l'homosexualité, il entraîne des conséquences immédiates sur le plan de la recherche historique, les plus sérieuses étant la rareté des sources documentaires et leur caractère fragmentaire.<sup>29</sup>

Cette rareté s'expliquerait du fait que plusieurs documents non répertoriés reposeraient toujours dans des domiciles privés, d'autres auraient été effacés par les générations plus anciennes de gais de peur d'être reconnus et ostracisés par leur entourage alors que l'intérêt porté à l'histoire orale par des chercheurs ne date que du début des années 1980. Toutefois, Irène Demczuk et Frank W. Remiggi, tous deux chercheurs, ne peuvent conclure à une absence de discours sur l'homosexualité : « Au contraire, la médecine, la psychiatrie, le droit et les *mass medias* ont tous contribué à créer ou à renforcer des stéréotypes qui ont longtemps servi de référents pour désigner les lesbiennes et les gais.<sup>30</sup> » L'étude de ces documents montre aussi que, depuis toujours, des hommes attirés par des hommes ont cherché à se regrouper pour sortir de leur solitude. Ils forment des réseaux de relations leur permettant de

---

<sup>29</sup> Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *Sortir de l'ombre : Histoires des communautés lesbienne et gaie de Montréal*, Montréal, VLB éditeur, 1998, p. 13.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 14.

partager leurs expériences. À Montréal comme ailleurs, cela se traduit par la création d'espaces de socialisation « entre hommes ». À partir des années 1940-1950, des traces tangibles démontrant l'activité des homosexuels se font de plus en plus nombreuses, malgré un climat social difficile.

### 2.1.2 La loi

Jusqu'à la fin des années 1960, les homosexuels sont, selon la loi, des criminels. Ils se voient traqués, entre autres, par les forces de l'ordre et, par extension, par la population en général : « Il faut bien rappeler cependant que la répression et le harcèlement policiers étaient légitimés, jusqu'en 1969, par les deux articles du Code criminel canadien ayant trait à la sodomie et à la grossière indécence.<sup>31</sup> » Les autorités municipales appuyées par le système judiciaire alimentent cette période trouble en mettant en branle une campagne de moralité au début des années 1950. Un événement malheureux semble avoir influencé l'orientation de cette campagne et, par le fait même, renforcé les préjugés de la population envers les homosexuels. Le 25 février 1945, un garçon de neuf ans, Johnny Benson, est retrouvé violé et poignardé sur le mont Royal par un récidiviste, Roland Charles Chassé, arrêté précédemment pour avoir abusé de trois autres garçons. Un jeune avocat, Jean Drapeau, le défend, mais Chassé est trouvé coupable et il est pendu à la prison de Bordeaux l'année d'après, soit le 13 février 1946. Cette affaire du « monstre de la montagne » prend des proportions considérables et renforce l'idée dans l'imaginaire populaire que les homosexuels sont des violeurs d'enfants... Le jeune avocat ne manque pas d'ambitions et profite du sentiment d'indignation généralisé. Il promet de lutter contre l'« immoralité » une fois élu et il devient maire de Montréal en 1945. Cette campagne de moralité a été entreprise dès le début des années 1950 par l'avocat Pacifique Plante, visant avant tout la prostitution et les maisons de jeu contrôlées par la pègre. Néanmoins, il semble bien que l'arrivée de Jean Drapeau à l'hôtel de ville marque une augmentation de la répression policière envers les homosexuels : « Dans la première moitié des années 1950, et en particulier dans la période suivant l'élection de

---

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 18.

Jean Drapeau, il y eut effectivement une recrudescence de rafles et d'arrestations dans tous les lieux fréquentés par les gais.<sup>32</sup> »

### 2.1.3 La religion

À l'époque, l'homosexualité est jugée immorale et contre nature. Cette idée est entretenue par les représentants de l'Église catholique romaine qui possèdent une influence considérable sur la population québécoise. On se méfie de la différence. L'homosexuel, cet « étranger » aux mœurs douteuses qui se faufile parmi eux, constitue une menace pour la famille. Plusieurs siècles d'incompréhension expliquent cette position intransigeante du clergé envers ces « sodomites ». Une position dictée par une lecture des textes religieux qui ne laisse aucune place à l'interprétation. Luther A. Allen résume l'effet de ce conservatisme religieux sur la population québécoise d'alors en rapportant l'analyse d'un étudiant au doctorat en sciences religieuses de l'Université de Concordia :

Pierre Hurteau a observé de son côté que, durant la même période historique, la société québécoise jugeait l'homosexualité plus sévèrement que l'adultère, condamnation qui s'appuyait à la fois sur le récit biblique de Sodome et Gomorrhe, la pensée de Thomas d'Aquin sur le vice contre nature et la menace que la transgression homosexuelle était censée constituer pour la pérennité de l'institution familiale.<sup>33</sup>

Que ce soit dans le confessionnal ou du haut de leur chaire, les prêtres condamnent l'homosexualité perçue comme un péché mortel.

### 2.1.4 La médecine

Au Québec comme ailleurs, les experts de la santé ont contribué à répandre l'idée que l'homosexualité est malsaine. Les médecins et les psychiatres considèrent que l'homosexualité est pathologique : « Ainsi, jusqu'à tout récemment l'homosexualité était

<sup>32</sup> Luther A. Allen, « L'aventure sexuelle clandestine : Le cas du mont Royal », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 93.

<sup>33</sup> Pierre Hurteau, *Homosexualité, religion et droit au Québec. Une approche historique*, Montréal, Concordia University, Department of Religious Studies, thèse de doctorat non publiée, 1991; cité dans Luther A. Allen, « L'aventure sexuelle clandestine : Le cas du mont Royal », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 91.

diagnostiquée soit comme une perversion ou une déviance, soit comme un " arrêt du développement sexuel normal ", un " trouble narcissique " ou une maladie mentale<sup>34</sup> », rappelle-t-on.

### 2.1.5 Briser l'isolement

Tous ces facteurs font que les gais de l'époque sont contraints à la clandestinité et soumis au contrôle des institutions sociales québécoises. Néanmoins, les travaux de divers chercheurs « [...] témoignent de l'existence, sinon de la floraison, dès les années 1940 et 1950, de réseaux de gais et de lesbiennes ayant leurs bars, cafés et autres lieux de rencontre privilégiés et ce, en dépit d'un climat de répression et d'interdits multiples.<sup>35</sup> » À l'époque donc, les gais, après s'être appropriés certains lieux publics, investissent de plus en plus d'établissements pour fraterniser entre hommes malgré la menace d'être démasqués à tout moment. Ils se donnent peu à peu les moyens de se réunir et d'échanger entre eux, bref de socialiser. Remontons tout de même au tournant du XX<sup>e</sup> siècle à la recherche d'indices qui permettraient de retracer les premiers signes de l'existence d'un réseau d'homosexuels, avant d'assister à la naissance d'une communauté plus structurée quelques décennies plus tard.

### 2.1.6 Avant 1900

Des documents rarissimes, datant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, confirment que des homosexuels se côtoient d'ores et déjà sur l'île de Montréal. À titre d'exemple, le Champ-de-Mars est, à l'époque, un lieu de drague notoire. Le *Montreal Evening Star*, dans un article en page 2 de l'édition du 17 juillet 1869, en fait foi selon Ross Higgins, anthropologue et auteur du livre *De la clandestinité à l'affirmation : Pour une histoire de la communauté gaie montréalaise* :

Le troisième article nous informe sur un des deux lieux de drague extérieurs que nous connaissons par les journaux et les archives judiciaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Champ-de-Mars (un terrain de manœuvres militaires situé derrière l'hôtel de ville) était un endroit de prédilection pour les promenades nocturnes de

<sup>34</sup> Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 18.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 15.

tous les citoyens, y compris les gais. Dans un article intitulé « Served Him Right », on relate un incident violent impliquant certains justiciers improvisés qui, après minuit sur le Champs-de-Mars, ont attaqué un homme en train de se livrer à des ébats charnels avec un garçon.<sup>36</sup>

### 2.1.7 Les années 1920

Dès les années 1920, il est possible de constater que l'espace urbain montréalais est occupé par les gais, autrement que par la fréquentation des sites extérieurs. Des établissements se situent dans deux secteurs distincts de la ville qui révèlent les différences de culture et de classe sociale de Montréal. Le *redlight* et la *Main* sont fréquentés par des francophones généralement moins fortunés (tronçons du boulevard Saint-Laurent, respectivement au sud et au nord de la rue Sherbrooke), tandis que le cœur du centre-ville l'est par des anglophones plus riches (rues Peel et Sainte-Catherine). Cette séparation qui persistera jusqu'au début des années 1980 « [marque] une distinction de culture et de classe sociale qui reflète le fossé traditionnel entre anglophones et francophones [...] »<sup>37</sup> de la métropole. Higgins note toutefois qu'à cette époque, chez les gais, les différences culturelle et linguistique sont de moindre importance, comparativement à la classe sociale. Encore là, cette dernière tend à s'estomper, démocratisation du sexe oblige. Ainsi, il arrive plus souvent qu'autrement que ces « deux solitudes » se côtoient dans les bars de l'Est comme dans ceux du centre-ville. À l'Est, le Café Monarch serait l'un des premiers bars gais. Il ouvre ses portes tout probablement à la fin des années 1920. Au centre-ville, le Piccadilly Club de l'hôtel Mont-Royal, la taverne Peel et quelques restaurants dont le Dana Grill sont des lieux de rencontre réputés pour les homosexuels dans les années 1930.

### 2.1.8 Les années 1930-1940

En se basant sur les entrevues non dirigées que Higgins mena auprès d'une trentaine d'hommes ayant connu le milieu gai montréalais d'avant 1970, il y avait, à la fin des années 1930, un réseau d'institutions publiques propre aux homosexuels. À cet effet, le chercheur confirme l'existence de bars, tavernes, clubs et cabarets en tous genres fréquentés

<sup>36</sup> Ross Higgins, *De la clandestinité à l'affirmation : Pour une histoire de la communauté gaie montréalaise*, Montréal, Comeau & Nadeau, 1999, p. 88.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 107.



par les gais. Par contre, ces établissements étaient des « [...] espaces à la fois spécifiquement gais et ouverts à tout le monde<sup>38</sup> », contrairement à ce que l'on pourrait penser. En effet, les établissements qui ouvraient leurs portes aux gais, n'étaient pas exclusivement réservés à cette clientèle. Étonnamment, la présence des gais en ces lieux est souvent due à la relative tolérance des hétérosexuels. Afin de ne pas briser cet équilibre, les gais doivent alors apprendre les conventions, les codes, bref les us et coutumes qui confirment leur appartenance à la communauté gaie. Ces connaissances essentielles englobent les heures, les jours et les saisons où il leur est possible d'entrer, ainsi que les endroits à l'intérieur des établissements où ils peuvent se regrouper : par exemple, au comptoir du bar. Ces endroits nocturnes ne sont pas les seuls où les gais peuvent socialiser : restaurants, cinémas et centres sportifs sont d'autres lieux partiellement gais où ils aiment se rencontrer. Durant ces deux décennies, deux facteurs auraient agi sur l'expansion de la vie sociale des gais à Montréal. Lors de ses entrevues, Higgins remarque que deux événements ressortent fréquemment des propos de ses interviewés : la Seconde Guerre mondiale et la sortie du rapport Kinsey en 1948 (*Sexual Behaviour in the Human Male*). Durant la guerre, des milliers de militaires canadiens débarquent dans la métropole québécoise. Loin de leur coin de pays, ils font la tournée des bars fréquentés par les gais... De plus, le rapport Kinsey, décrivant pour la première fois et sans jugement de valeur la vie sexuelle des Américains, statistiques à l'appui, révèle, entre autres, la présence de quelque millions de gais aux États-Unis. Le rapport porte au grand jour une face cachée du pays de l'oncle Sam réputé pour son puritanisme. Une sexualité variée aux pratiques multiples est ainsi banalisée et dédramatisée. « La publication du rapport Kinsey ouvre bel et bien une époque nouvelle pour tout l'Occident », fait remarquer Jean-Claude Guillebaud qui poursuit : « L'intérêt véritable de ce rapport n'est évidemment pas sa richesse documentaire, son aspect répertoire. Il remplit surtout – et très efficacement – une fonction de déculpabilisation individuelle et collective.<sup>39</sup> » À partir de là et pour les années qui suivent, les gais montréalais apprennent qu'ils ne sont pas seuls. Qu'il est peut-être « normal » d'être comme ils sont. À Montréal, cela aura pour effet d'augmenter le nombre d'établissements pour accueillir un nombre croissant d'homosexuels.

<sup>38</sup> Ross Higgins, « Des lieux d'appartenance : Les bars gais des années 1950 », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 104.

<sup>39</sup> Jean-Claude Guillebaud, *La tyrannie du plaisir*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, p. 155.

### 2.1.9 Les années 1950-1960

De 1945 aux années 1960, le Café Monarch, des saunas et des « *partys payants* » organisés dans des salles louées constituent l'essentiel des lieux exclusivement gais. Cependant, de nombreux autres bars et clubs partiellement gais voient le jour tant sur le boulevard Saint-Laurent qu'au centre-ville. Chacun de ces établissements attirent des clientèles diverses. Les gais de classe moyenne, de peur d'être démasqués, préfèrent la discrétion des hôtels, des boîtes de nuit et des tavernes du centre-ville, jugés plus « respectables ». Les gais plus affirmés et flamboyants optent pour la *Main*. Dans son roman *Le cahier noir*, Michel Tremblay décrit avec le réalisme qu'on lui connaît la faune éclectique et l'ambiance qui règne autour de cette mythique artère. Céline Poulain, le personnage principal, est une waitresse qui a vingt ans en ce 25 janvier de l'année 1966. Elle travaille au restaurant le Sélect, au coin des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine, « [...] là [où] on mange beaucoup pour peu et [où] les guidounes de la *Main*, les travestis, les bums et autres créatures de la nuit viennent s'y réfugier quand il fait froid, entre deux clients, entre deux bitches, entre deux mauvais coups.<sup>40</sup> » Ainsi, durant les années 1950, le territoire fréquenté par les gais s'élargit quelque peu. Le Vieux-Port, la rue Saint-Denis et l'ouest de la rue Sainte-Catherine attirent des gens plus ouverts (artistes marginaux, écrivains et *beatnik* par exemple). On retrouve de plus en plus de bars exclusivement gais. En 1952, l'ouverture du Tropical Room, situé à l'intérieur du club le Downbeat, sur la rue Peel, en est un bon exemple. Il devient même une destination recherchée par les touristes tant québécois qu'américains. Armand Monroe, artiste travesti et animateur de foule, s'y produit. Il devient l'un des personnages les plus célèbres du milieu gai de Montréal. Monroe y développe une atmosphère empreinte de référents culturels récupérés par la suite par la culture gaie : bingos, films, tours de chant et spectacles de travestis. Chose impensable à l'époque, il encourage les gais à danser ensemble en public. Ce qui se fera finalement à l'été 1957, à sa demande. « Si le fait d'entrer dans un bar gai constituait souvent le premier pas symbolique de l'individu dans la construction de son identité, ses premiers pas sur la piste de danse marquaient son adhésion à la culture gaie<sup>41</sup> », fait d'ailleurs remarquer Higgins qui souligne à quel point ce

<sup>40</sup> Michel Tremblay, *Le cahier noir*, Montréal, Leméac/Actes Sud, 2003, p. 14.

<sup>41</sup> Ross Higgins, « Des lieux d'appartenance : Les bars gais des années 1950 », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 121.



contact physique, une sorte de *coming out* de l'époque, constitue une menace à l'idéologie dominante de la masculinité. La preuve en est que, jusqu'à la fin des années 1960 dans la plupart des bars, il sera interdit aux hommes de danser ensemble. Malgré toute cette vitalité apparente, la tension entre le désir de clandestinité et celui de s'afficher persiste chez nombre d'homosexuels montréalais. Le chapitre précédent, portant sur les travaux de Howard S. Becker et Erving Goffman, démontre cette valse hésitation propre aux individus marginalisés. Selon Becker, la clandestinité semble être l'option préférée lorsque la norme est formellement prescrite par la loi. D'après lui, l'homosexuel est alors porté à dissimuler sa déviance aux non-déviant qu'il fréquente (individu secrètement déviant). Dans ces conditions, décider de s'afficher (individu pleinement déviant), donc de commettre une ou des transgressions, dépend de sa capacité à faire fi des conventions établies et à être confronté aux conséquences malheureuses qui peuvent en découler. Goffman va plus loin en décrivant les sentiments que ressent l'individu stigmatisé qui doit composer avec la pression des normaux : sentiment d'échec, de rejet, d'inégalité, de honte et de mépris. Dans ces conditions, l'homosexuel qui partage les mêmes idées que les normaux sur son identité ira peut-être jusqu'à suivre des traitements pour tenter de corriger son stigmate (psychothérapie et autres). Selon Goffman, celui qui aura appris à manipuler ou à contrôler l'information liée à son stigmate la livrera selon les situations, mais vivra avec la peur constante d'être découvert. Cet alignement sur le groupe lui permettra de diminuer la tension qui découle de l'existence de son stigmate.

#### 2.1.10 La naissance d'un sentiment d'appartenance

Tous les lieux de socialisation décrits précédemment revêtent peu à peu un caractère symbolique. Selon Higgins, « [...] le simple fait de franchir la porte de l'un de ces établissements constituait un geste significatif dans le cheminement vers l'acceptation de soi et dans l'identification avec le monde gai.<sup>42</sup> » En côtoyant ces endroits et les gens qui les fréquentent, il est donc possible pour le néophyte d'apprendre les codes spécifiques au monde homosexuel, les conventions discursives, le vocabulaire privilégié, l'humour, les sujets de discussion et même les techniques de drague. Une fois ces attitudes et comportements acquis,

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 116.

l'intégration au milieu homosexuel est facilitée et accélérée. Il est même nécessaire de les posséder afin d'y évoluer. Higgins précise cette idée :

Certaines de ces thématiques n'étaient pas exclusives aux homosexuels, évidemment, mais elles étaient abordées ici d'un point de vue gai, ce qui concourait à la formation d'un schéma cognitif qui leur était propre. Les informations que chacun emmagasinait sur les bars et autres lieux de sociabilité en sont l'exemple par excellence.<sup>43</sup>

Les gais qui s'aventurent dans ces lieux et qui décident d'y adhérer vont à la rencontre de tout un univers. Ils amorcent un cheminement qui dépasse l'étape des simples rencontres fortuites. Ils prennent le risque de mettre les pieds dans des places où la possibilité d'être démasqués est toujours réelle. Cependant, force est de constater qu'il s'avère plus facile de courir le risque ensemble. Petit à petit, se forme et se renforce un sentiment d'appartenance essentiel à la création et à la solidification d'une communauté. Malgré le contexte social difficile où la police constitue une crainte continuelle pour les gais « criminalisés », menacés en tout temps d'arrestation et de fichage, les aventures nocturnes dans des parcs et la fréquentation des endroits qui les tolèrent ou qui leur sont propres se poursuivent et se multiplient. Motivées au départ par un désir d'ordre sexuel, incontournable en raison de la conjoncture sociale et politique, ces entreprises individuelles permettent beaucoup lorsque l'on en fait la somme : l'édification d'un réseau social, l'essor d'une communauté gaie montréalaise :

C'est pourquoi, de l'avis de quelques chercheurs qui ont commencé depuis peu à s'y intéresser, l'espace public gai a constitué historiquement « une aire stratégiquement cruciale pour le maintien, la cohésion et la survie des communautés homosexuelles urbaines. »<sup>44</sup>

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>44</sup> Propos de Gordon Brent Ingram, un planificateur environnemental, rapportés par John Bentley Mays, « Redefining Urban Space », *The Globe and Mail*, 1<sup>er</sup> octobre 1994, p. C7, in Luther A. Allen, « L'aventure sexuelle clandestine : Le cas du mont Royal », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 82.

## 2.2 LA PRESSE ÉCRITE

### 2.2.1 Lieu de tous les préjugés

Avant les années 1970, il n'existe pas de journaux ou de publications proprement gais. Seule la presse à grand tirage évoque quelques fois certaines campagnes policières effectuées contre des homosexuels ou certains procès en impliquant un. Sinon, ce sont des journaux à sensation qui racontent telle perversité, tel meurtre sordide ou telle descente dans un bar impliquant une personnalité connue trouvée en mauvaise posture. Dès lors, il est primordial de noter le rôle que ces médias revêtent. Ils font ni plus ni moins écho aux positions des institutions de l'époque envers l'homosexualité et ils renforcent du même coup auprès de la population l'idée que l'homosexualité est à bannir. Donc, la presse sert à entretenir un grand nombre de préjugés :

Les médias, pour leur part, se sont appuyés sur le discours psychomédical et les rapports policiers pour transformer les gais et les lesbiennes en des êtres étranges, non conformes aux canons de la masculinité ou de la féminité, et dont la sexualité paraît toujours inassouvie.<sup>45</sup>

Ainsi, des années 1940 aux années 1960, les chercheurs Irène Demczuk et Frank W. Remiggi notent que les grands quotidiens, la presse à sensation et même les romans populaires, relatent les pires stéréotypes face aux homosexuels, dont celui de l'homosexuel pédophile. La campagne de moralité publique menée, entre autres, par le maire Jean Drapeau suscite de fortes réactions dans la presse écrite. De nombreux « reportages-chocs » sur la drague gaie sont publiés. Luther A. Allen relève les titres évocateurs des deux premières pages du quotidien montréalais anglophone *The Herald* du 17 août 1954. On peut y lire sous la plume de Robert Walker les titres suivants : « Le crime et la perversion se propagent dans la jungle urbaine » et « La lie du peuple se rassemble dans une sinistre forêt de la montagne ». Pour sa part, Higgins relate l'existence d'un hebdomadaire nommé *Police-Journal* qui se sert, dans les années 1940, de l'homosexualité pour « vendre de la copie ». Il ne s'agit, selon lui, que d'un exemple parmi des dizaines de journaux à sensation concoctés pour émoustiller les gens et ceux-ci sont très nombreux à répondre à l'offre. L'homosexualité est alors littéralement

---

<sup>45</sup> Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 18.

utilisée pour capter l'attention des lecteurs. Il rappelle que, contrairement aux quotidiens d'importance, ces journaux à reportages-chocs font beaucoup plus que de rapporter les arrestations de gais, publiant du même coup les nom, âge et occupation de chaque inculpé gai. Ils entretiennent régulièrement de manière très crue les préjugés à leur égard. Higgins donne un exemple concret publié dans le *Ici Montréal* du 9 mai 1953 :

D'autres endroits se spécialisent dans la clientèle d'homosexuels et de lesbiennes. Nous connaissons un cabaret rue Notre-Dame où existe une section de tables spécialement réservées pour ce genre de clientèle. Nous avons pu y observer certains manèges qui feraient rougir n'importe quel dur à cuir, exemple : des baisers qui n'ont rien de fraternel s'échangeant entre les clients mâles sans parler de propositions qui sont faites aux nouveaux venus et cela, particulièrement, dans la salle de toilettes.<sup>46</sup>

### 2.2.2 Une mine d'informations utiles

Dans un article du quotidien *The Herald* relatant une descente au Tropical Room en janvier 1956 effectuée soi-disant afin d'élucider le meurtre d'un homosexuel, Ross Higgins souligne la présence de préjugés... Les trente-quatre hommes arrêtés pour avoir utilisé un langage obscène ou insultant ne sont pas cette fois-ci « [...] des jeunes en cuir noir comme on aurait pu s'y attendre, ce sont des hommes plus âgés, habillés un peu trop à la mode.<sup>47</sup> » Comme les tabloïds qui, optant pour un ton « humoristique », alimentent les préjugés du grand public, l'extrait de ce quotidien montre un rôle inattendu joué par cette presse : celui de donner aux lecteurs gais potentiels des indications précieuses, une fois la subjectivité des propos mise de côté. En effet, en fournissant une quantité d'informations importantes sur les lieux de rencontre et les tactiques de reconnaissance entre hommes par exemple (l'habillement ici), les gais peuvent alors espérer repérer leurs semblables dans ces endroits ainsi pointés du doigt. Cette presse à sensation, en relatant des histoires accablantes sur les homosexuels pour divertir ses lecteurs, permet aux gais de connaître où et comment socialiser. D'un autre côté, plusieurs de ces histoires pouvaient être aussi bien le fruit de l'imagination de journalistes fabulateurs. Faisant fi de toute déontologie journalistique, voici

<sup>46</sup> *Ici Montréal*, no 47, 9 mai 1953, p. 3, in Ross Higgins, « Des lieux d'appartenance : Les bars gais des années 1950 », *op. cit.*, p. 106.

<sup>47</sup> *The Herald*, 23 janvier 1956, in Ross Higgins, *op. cit.*, p. 123.

ce que raconte tout bonnement l'un d'eux dans le *Ici Montréal*, propos rapportés par Ross Higgins : « La tapette Rolande aime beaucoup la publicité. On peut voir son nom et son numéro de téléphone écrits sur les murs des toilettes dans toutes les tavernes de la Main.<sup>48</sup> » Ces informations de tout acabit n'étaient donc pas toujours fondées, pertinentes ou fiables. Cependant, Higgins a pu corroborer certains faits plus évocateurs et surtout spécifiques au milieu gai de ces années à l'aide de témoignages. Ainsi, il a découvert comment les « deux solitudes » montréalaises, les anglophones et les francophones, cohabitaient alors relativement bien dans le milieu homosexuel, n'étant pas séparés comme on pourrait le croire d'un fossé infranchissable, bien au contraire. « En 1953, selon un potin du journal *Ici Montréal*, ce club de la rue Peel [le Tropical Room] attirait surtout des "homosexuels de langue anglaise", mais d'après les narrateurs, nombre de francophones l'ont aussi fréquenté jusqu'à sa fermeture en 1965<sup>49</sup> », a-t-il pu conclure. Toujours selon l'anthropologue, les journaux à potins ont également permis de prendre connaissance de l'importance du « fléau » homosexuel. En 1968, le journal jaune *Le Petit Journal* révèle à tous un fait des plus surprenants : « 12,000 homos ! Selon un porte-parole de la police, 12,000 homosexuels auraient été dénombrés pour la seule ville de Montréal. Et il ne s'agirait que de ceux qui sont fichés dans les dossiers<sup>50</sup> », s'étonne-t-on.

## 2.3 SYNTHÈSE

Nous avons vu dans ce chapitre que l'homosexualité est recensée dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à Montréal. Même s'il existe peu de traces à cet effet, ce qui traduit combien l'homosexualité est occultée jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, celles qui ont subsisté révèlent à quel point les gais ont été opprimés, marginalisés et stéréotypés. Selon la loi, les homosexuels sont à cette époque des criminels et comme tout criminel, ils sont confinés à vivre dans la clandestinité. Certains se rassemblent tout de même afin de mettre fin à leur isolement, devant par ailleurs constamment prendre soin de ne pas être démasqués. Ils doivent composer avec la répression policière commandée par les autorités municipales qui doivent rassurer les Montréalais, outrés et inquiets des actes de violence et de perversion

<sup>48</sup> *Ici Montréal*, vol. 7, no 16, 20 septembre 1958, p. 7, in Ross Higgins, *op. cit.*, p. 110.

<sup>49</sup> *Ici Montréal*, no 38, 7 mars 1953, p. 8, in Ross Higgins, *op. cit.*, p. 117.

<sup>50</sup> *Le Petit Journal*, 1<sup>er</sup> septembre 1968, in Ross Higgins, *op. cit.*, p. 123.

attribués aux homosexuels. Conformément à Howard S. Becker, les homosexuels sont ces étrangers qui transgressent la norme hétérosexuelle édictée formellement par la loi en vigueur à ce moment précis de l'histoire – loi également soutenue par les pouvoirs qui obtiennent l'accord informel de la population québécoise scandalisée. Ils sont perçus comme des déviants en raison du désir qu'ils portent envers les personnes de leur sexe, mais aussi en raison de la réputation de criminel qui leur colle à la peau. Becker note d'ailleurs qu'en raison de cette identité fondamentale, ils risquent d'être publiquement montrés du doigt à tout moment s'ils ne s'en tiennent pas à la clandestinité. Un dévoilement qui risquerait de les discréditer dans différentes sphères de leur vie sociale, les menaçant même d'être envoyés en prison. Selon la religion, les homosexuels constituent aussi une menace pour la cohésion sociale parce que leur comportement est à l'encontre des valeurs familiales prônées par l'Église. Cette fois-ci, ils transgressent une autre loi : la Loi de Dieu. Ils sont donc vertement dénoncés par le clergé québécois qui possède une forte influence sur la population. En raison de leur identité déviante, pour reprendre l'expression de Becker, ils se voient menacer d'un châtement divin, celui d'aller croupir en enfer. Ils doivent donc composer avec le jugement de Dieu et celui des hommes. Enfin, selon la médecine, les homosexuels sont des individus malades qui constituent également un risque pour le bon fonctionnement de la société. Ainsi perçus par les autorités médicales, ils portent la honte et le mépris assortis à cette étiquette. Erving Goffman évoque d'ailleurs le sentiment d'échec que peuvent ressentir ces individus stigmatisés, ceux dont quelque chose les disqualifie et les empêche d'être pleinement acceptés par la société. Le sentiment de ne pas être à la hauteur provient, selon lui, de leur incapacité à satisfaire les critères de santé mentale que la médecine d'alors attend d'un individu normal. Dans le Québec de ces années-là, la position des institutions québécoises jette un discrédit profond sur les homosexuels. Dans ce contexte et selon Goffman, tout homosexuel qui désire entrer en relation avec des normaux lors de contacts mixtes doit user de prudence afin que son stigmate ne soit pas relevé. Pour éviter justement cette stigmatisation, ils doivent appliquer les règles qui leur sont dictées par les normaux, à défaut de quoi, ils sont perçus comme déviants. Cette intégration du point de vue des normaux, que Goffman appelle itinéraire moral, est un processus qui s'enclenche généralement dès la plus tendre enfance, à l'école. Rendus à l'âge adulte, note Goffman, devant continuellement être en représentation, les homosexuels doivent sans répit tenter de contrôler l'information sociale



qu'ils livrent sur eux-mêmes. Ce comportement clandestin leur demande cohérence et concentration pour qu'il soit efficace. Pour Goffman, un individu qui possède un stigmate non apparent, mais potentiellement discréditable, doit réussir cette manipulation de l'information que le sociologue nomme faux-semblant s'il ne veut pas être démasqué. De son côté, Becker souligne aussi cette capacité des homosexuels à dissimuler leur déviance par l'adoption d'un comportement qu'il qualifie de secrètement déviant. Pour lui aussi, les homosexuels déploient des efforts importants afin de faire bonne impression et cacher leur déviance. Les propos tenus par la totalité des institutions de la société québécoise compromettent les homosexuels aux yeux des autres et indiquent un climat d'oppression à leur égard. Impossible donc, dans ces conditions, de penser pouvoir afficher son homosexualité autrement qu'avec ses semblables. Qu'en présence de ceux qui partagent le même stigmate, pour reprendre les propos de Goffman. Ou comme dit Becker : qu'avec tous ces déviants qui partagent cette qualification, ainsi que la crainte d'être étiquetés comme étrangers au groupe. Le désir de se retrouver entre eux pousse progressivement les gais à se rencontrer dans divers sites extérieurs, dans des établissements qui leur sont spécifiques ou pas, autant de lieux parsemés ici et là dans quelques quartiers de Montréal. Goffman indique qu'au sein d'un cercle privilégié, les individus stigmatisés trouvent réconfort et écoute, trucs et astuces pour mieux s'accepter et masquer leur différence. Becker ajoute que les déviants, s'ils considèrent leurs expériences comme agréables, en profitent pour développer leurs intérêts envers leurs pairs. En faisant usage de conventions pour communiquer sans se faire démasquer : vocabulaire spécifique, code vestimentaire et communication non verbale, exemples évoqués par Becker, les homosexuels franchissent un pas de plus vers leur propre acceptation. Leur carrière déviante est amorcée pour reprendre son concept, même s'ils restent confinés dans la clandestinité.

Le regard que pose la presse écrite au début du XX<sup>e</sup> siècle sur l'homosexualité ne diffère pas de celui posé par les institutions de l'époque. Leurs représentations des homosexuels dépeignent les valeurs et les mentalités traditionnelles véhiculées dans la société québécoise décrites. Pour paraphraser Erving Goffman, la presse écrite semble être un de ces vecteurs qui entretiennent les préjugés planant autour des individus potentiellement stigmatisés et elle semble même alimenter les stéréotypes qui serviront à les discriminer.

Dans ce sens, la presse écrite ne semble pas avoir eu une influence positive sur la perception de l'homosexualité au sein de la population et, par le fait même, n'a pas permis aux homosexuels de se percevoir différemment. Pendant plus d'un demi-siècle, cette vision de l'homosexualité restera la même et la plupart des gais hésiteront à affirmer au grand jour leur différence. Paradoxalement, cette même presse écrite semble avoir tout de même joué un rôle important dans l'édification de la communauté gaie montréalaise. C'est du moins l'hypothèse qu'avance et défend l'anthropologue montréalais Ross Higgins. Si les gais montréalais s'aménagent des lieux où ils peuvent se rencontrer, c'est étrangement grâce aux dénonciations de la presse généraliste que certains d'entre eux prennent connaissance de leur existence et finissent par briser leur isolement. Le bouche à oreille devait être alors le meilleur moyen d'obtenir ce type d'informations. Cependant, les personnes vivant leur homosexualité en privé, en secret ou dans la solitude comme le souligne Becker, ont pu être renseignées sur l'existence de tel site ou de tel établissement par la presse écrite. Une fois leur curiosité piquée par les journaux, peut-être ont-ils même désiré ces rencontres clandestines ? Cette volonté d'en finir avec la solitude éveillée par la presse écrite fait partie de ce que Becker appelle les motivations déviantes entretenues par divers moyens de communication. Les médias écrits leur indiquent les endroits à fréquenter et jusqu'aux attitudes à adopter pour approcher les leurs. N'ayant pas encore leurs propres sources d'informations spécialisées, les gais peuvent de cette manière apprendre où aller et comment agir pour approcher leurs semblables tout en diminuant les risques d'être dénoncés et épinglés par la police. Par ailleurs, les journaux à potins et autres tabloïds, en utilisant les préjugés véhiculés dans la société, captent l'attention d'une population assoiffée d'histoires croustillantes et « vendent de la copie » en démasquant ces êtres « pervers ». En allant jusqu'à publier la liste complète d'homosexuels récemment arrêtés : avec le nom, l'âge et l'occupation de chacun ! En suscitant ainsi la curiosité des Montréalais, ils accentuent l'idée que l'homosexualité est à proscrire. Mais ils captent également l'intérêt des gais voulant expérimenter leur différence. Avec le recul, cette presse a permis d'établir les premiers jalons d'une communauté gaie en facilitant l'accès aux différents espaces physiques qu'ils occupaient alors : les bars, cabarets et autres endroits propices aux rencontres. Quelques chercheurs, comme Ross Higgins, les ont retracés et ont pu démontrer, en prenant soin de confirmer leur existence auprès de témoins, comment la communauté gaie montréalaise s'est



formée par le biais de ces premiers espaces de socialisation. *Grosso modo*, on remarque qu'un grand nombre d'informations recueillies dans la presse écrite de l'époque, malgré qu'elles fassent essentiellement part des positions traditionnelles des institutions d'alors envers l'homosexualité, ont aidé, donc influencé en quelque sorte l'émergence de la communauté gaie montréalaise.

## CHAPITRE III

### LA TOLÉRANCE ET LA CHAMBRE À COUCHER

#### 3.1 LE CONTEXTE

##### 3.1.1 L'Occident en pleine révolution de mœurs

Gainsbourg et son Gainsborough  
Ont pris le ferry-boat  
De leur lit par le hublot  
Ils regardent la côte  
Ils s'aiment et la traversée  
Durera toute une année  
Ils vaincront les maléfices  
Jusqu'en soixante-dix

Soixante-neuf année érotique  
Soixante-neuf année érotique [...] <sup>51</sup>

Inspiré par son idylle avec Jane Birkin, Serge Gainsbourg évoque aussi par cette chanson toute l'effervescence qui s'empare de l'Occident en pleine transformation sociale et culturelle au tournant des années 1960. Jean-Claude Guillebaud, pour expliquer ce phénomène, attire notre attention sur ce qu'il nomme « La grande cassure de 1965 », un nouveau retournement démographique d'importance et sans précédent. À cette époque, les *baby boomers* parviennent à l'âge adulte dans tous les pays industrialisés. Ils rejettent les valeurs de la génération précédente, prudente et encore échaudée par un passé de concessions. En 1965, l'Occident n'a jamais été aussi prospère :

Cette croissance est si miraculeuse qu'on la croit définitivement installée. La représentation de l'avenir, plus optimiste que jamais, justifie le keynésianisme et l'inflation qui gouvernent alors le fonctionnement des économies occidentales.

---

<sup>51</sup> *69 année érotique*, paroles et musique de Serge Gainsbourg chanté en duo avec Jane Birkin.

L'un et l'autre consistent à tirer des traites sur l'avenir, à privilégier la jeunesse, le mouvement, l'espérance, contre toute idée de prudence et d'épargne.<sup>52</sup>

Parallèlement à cela, on observe dans l'ensemble des pays occidentaux un « cataclysme statistique » où tous les paramètres démographiques s'inversent en même temps : la fécondité diminue tout comme le nombre de mariages, les femmes restent célibataires plus longtemps, le taux de divorce augmente et le nombre d'enfants dans les familles diminue, dès 1975, la natalité chute et descend sous le seuil de remplacement des générations. Encore aujourd'hui, les démographes s'interrogent sur ce phénomène dont les répercussions inquiètent. Quelles en sont les causes ? Certains croient que les progrès du féminisme, l'entrée en grand nombre des femmes sur le marché du travail, la contraception et/ou l'urbanisation massive de la fin des années 1950 en sont responsables. « On pressent déjà une dévalorisation progressive des valeurs publiques au profit des valeurs privées<sup>53</sup> », note Guillebaud décelant l'individualisme des prochaines décennies. En quelques années, d'importants changements se concrétisent sur le plan législatif. Les réformes permettent la contraception et l'avortement, modifient l'institution du mariage et rendent possible le divorce. Les mœurs évoluent rapidement, modifiant la société et la famille. Selon Guillebaud, les changements sur les plans culturel et politique que ce phénomène drastique aura engendrés culminent à la fin des années 1960 :

Mai 68, la redécouverte de Wilhelm Reich et d'Herbert Marcuse, l'hédonisme sexuel et la permissivité revendiquée, l'aspiration vibrionnante au plaisir immédiat : toute cette ostentation ravageuse de l'évolution des mœurs *suivra son accomplissement effectif, plus qu'elle ne le précédera*. En mai 68, on se lancera dans un voyage intrépide, mais pour lequel on possédait déjà le billet.<sup>54</sup>

Un vent de révolte souffle sur l'ensemble de la jeunesse occidentale. Ces mouvements de contestation étudiante débutent dès 1967 dans plusieurs campus aux États-Unis ou en Pologne, par exemple. Ils dénoncent les clivages sociaux persistants et le paternalisme autoritaire omniprésent. Durant le mois de mai 1968, dans les milieux étudiants de pays situés de part et d'autre du rideau de fer, dont les États-Unis, la France, la République fédérale d'Allemagne et la Tchécoslovaquie, on assiste à de nombreux événements qui

<sup>52</sup> Jean-Claude Guillebaud, *op. cit.*, p. 370-371.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 370.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 372.

traduisent la montée du militantisme étudiant. Ces jeunes militants jugent dépassés les cadres moraux ambiants qui briment leurs désirs de liberté. Le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie marquera l'imaginaire de toute cette génération. On peut faire remonter l'origine de ses contestations aux années 1950, avec l'apparition aux États-Unis, du phénomène de la contre-culture initiée par le mouvement *beat*. Cette contre-culture se caractérise par une révolte globale contre le système et un rejet de la société de consommation. Plus tard, au milieu des années 1960, le mouvement hippie fondé surtout sur l'anarchisme, prend de l'expansion. Le phénomène rejoint une grande proportion de jeunes qui décrochent du système pour bâtir leur nouveau monde. Ils prônent la paix, l'amour, le bonheur, le partage et rejettent les valeurs figées de la société industrielle. Le mouvement hippie se démarque également par la quête de la liberté sexuelle, mais aussi par l'usage des drogues hallucinogènes. De grands concerts en plein air sont organisés et le point culminant de la contre-culture des années 1960 et de la culture hippie est sans doute le Festival de Woodstock qui se tient du 15 au 18 août 1969. En parallèle, de nombreuses manifestations ont lieu aux États-Unis contre la guerre du Viêt-Nam débutée en 1964 et drainent une bonne partie de la population qui se rallie aux mouvements étudiants particulièrement le 20 novembre 1969 à Washington lors d'une manifestation monstre.

### 3.1.2 Au Québec

Le monde est en changement et la ville de Montréal en sera le témoin privilégié en 1967, lors de l'exposition universelle. Ce type d'exposition, se tenant depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, permet au Canada, 100 ans après la naissance de la Confédération canadienne et 325 ans après la fondation de Montréal, de montrer ses diverses réalisations au monde entier. Les effets d'Expo 67 sur les Montréalais et les Québécois sont considérables et leur permettent, entre autres, de poser un regard unique sur le monde pendant qu'ils sont en pleine Révolution tranquille. Du 28 avril au 27 octobre 1967, l'exposition nommée *Terre des hommes* en hommage au chef-d'œuvre d'Antoine de Saint-Exupéry accueille près de 50 millions de visiteurs de toutes provenances, facilite les échanges culturels et favorise l'ouverture aux différences. Après les travaux majeurs ayant permis de doubler la superficie de l'île Notre-Dame, d'ériger une toute nouvelle île, l'île Sainte-Hélène, et d'aménager la

Cité du Havre, c'est près de 90 pavillons qui y seront édifiés. Véritables vitrines sur le monde et ses réalités, ces pavillons nationaux, privés et thématiques sont assaillis en moyenne par 250 000 visiteurs par jour. Les pavillons américain et soviétique, séparés par le fleuve, ne passent pas inaperçus. Le Canada, la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne s'investissent totalement dans l'aventure, comme tant d'autres pays. Pour la première fois dans l'histoire des expositions universelles, quinze pays africains y participent. Les pavillons thématiques abordent de multiples sujets tels la mer, l'espace, le progrès, les régions polaires et l'agriculture. Les Québécois s'initient aux nombreux aspects culturels des autres pays : de l'architecture au cinéma, de la cuisine à la musique, en passant par la peinture et la poésie. Expo 67 s'avère un véritable succès, un moteur insoupçonné pour tout un peuple en marche vers l'âge adulte. Cette effervescence coïncide avec de grands changements sociaux au Québec. Le 22 juin 1960, après le règne de seize ans de l'Union nationale de Maurice Duplessis, les Québécois portent au pouvoir le Parti libéral. Assoiffés de changements, Jean Lesage et son « équipe du tonnerre » entreprennent, quelques semaines après leur élection, des réformes considérables, action majeure qui se méritera d'être surnommée *Quiet Revolution* par un journaliste de Toronto. Durant cette Révolution tranquille, en opposition à la « grande noirceur » des années précédentes, le gouvernement libéral rompt les liens avec l'Église et intervient davantage dans le fonctionnement de la société québécoise : réforme du système d'éducation, instauration de l'assurance hospitalisation, création d'une fonction publique importante, nationalisation de l'électricité, innovations économiques et ouverture sur le monde... Le Québec s'affranchit et entre de plain-pied dans la modernité.

### 3.1.3 La loi

Dans le Québec des années 1960 et malgré tous les mouvements de libération mondiaux qui se mettent en branle, l'intolérance et la répression envers les homosexuels prévalent. Sans protection légale, croulant sous la pression sociale, l'incompréhension et le rejet, peu de gais sortent de la clandestinité. Au quotidien, ils sont confinés à l'isolement. À Montréal, il existe bien un réseau de gais qui se côtoient plus ou moins clandestinement, mais aux yeux de la population, l'homosexualité est toujours synonyme de honte, d'anormalité et

de pathologie. Pour un gai, vivre sa différence au grand jour constitue toujours un risque : celui d'entacher sa vie professionnelle et sociale. Mais cela tend à vouloir changer. Doucement, les diverses luttes menées en Occident contribuent à renforcer un sentiment de renouveau et à faire naître un désir de changement au sein de la population canadienne. Le climat de permissivité sociale et sexuelle qui apparaît à cette époque favorise nécessairement « la sortie de la garde-robe » des gais. La révolte des jeunes permet aux gais jusqu'alors restreints à la clandestinité de revendiquer certains droits, à l'image des femmes et des noirs. Ils s'organisent eux aussi pour demander que justice soit faite. Ce processus sera en partie facilité au Canada par l'initiative d'un homme politique. Si « 69 année érotique » est celle de Gainsbourg et de Birkin, elle est aussi celle du très honorable Pierre Elliott Trudeau et de son *bill omnibus*, une importante réforme du Code criminel canadien. Un projet de loi semblable, le C-195, est initialement déposé aux Communes en 1967 par Trudeau. Ce projet s'inspire de la législation britannique qui établit une distinction entre ce qui relève du domaine public et du domaine privé : les relations sexuelles entre deux hommes en privé relevant plutôt de la morale que du droit... Alors ministre de la Justice, Trudeau désire que le Code reflète les réalités de son époque. Mais son projet est abandonné en 1968 en raison de la tenue d'élections générales. Trudeau gagne ces élections et la même année, le nouveau ministre de la Justice, John Turner, présente un projet de loi similaire, le C-150, proposant d'amender les lois portant sur l'avortement, l'attentat à la pudeur, les loteries, la conduite avec facultés affaiblies, les armes à feu et la réforme pénale. Ce projet ne laisse personne indifférent, notamment lorsque les questions d'avortement et d'homosexualité sont soulevées. Les opposants au projet perçoivent les homosexuels comme des délinquants sexuels dangereux et voient dans cette réforme une menace à la famille et un encouragement au vice... Les actes de sodomie et de grossière indécence étant alors encore passibles de 5 à 14 ans de prison, même s'ils se font en privé, Trudeau propose de décriminaliser les rapports sexuels en privé entre adultes consentants de plus de 21 ans. Les rapports sexuels avec une personne ayant moins de 21 ans, perpétrés en public, ou entre plus de deux personnes restent criminalisés. En 1969 donc, par l'adoption du *bill omnibus*, sont retirées du Code criminel canadien les dispositions relatives à la criminalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe en privé. Ainsi, les gais peuvent désormais vivre leur sexualité à l'abri des regards, sans craindre constamment les représailles des forces de l'ordre. Même si cette percée ne change

pas à court terme le quotidien des gais, elle a le mérite de briser le silence et d'augmenter la visibilité de la communauté gaie. Les années qui suivent l'initiative de l'ancien Premier ministre canadien sont des années extrêmement fastes face aux avancées juridiques des gais qui, profitant de cette tolérance nouvelle, se regrouperont pour mieux revendiquer leurs droits. L'essor de la communauté gaie montréalaise sera exponentiel, jouissant d'un climat social plus favorable. Outre ce *bill omnibus*, l'inclusion d'une Charte canadienne des droits et libertés dans la Constitution canadienne lors de son rapatriement en 1982, également une initiative de Pierre Elliott Trudeau, consolidera l'avancement des droits des gais au Canada.

#### 3.1.4 La naissance d'organismes gais

Avant 1975, le mouvement gai québécois est peu politisé, les initiatives d'organisation restant aux niveaux récréatif et social. À cette époque, de nombreux organismes aux buts divergents tentent de créer une alternative aux bars gais et à leurs visées jugées un peu trop commerciales. Certains organisent, par exemple, des activités d'animation sociale. D'autres encore veulent répondre aux besoins directs de la communauté par la formation de groupes d'entraide afin de faciliter l'acceptation de soi et par la création de services d'aide psychologique ou juridique (Gay McGill du côté anglophone à l'automne 1972, la librairie Androgyne en 1973 et l'Association homophile de Montréal/Gay Montreal Association en 1974 qui fait le pont entre les gais francophones et les gais anglophones). Ces organisations optent en majorité pour des approches « homophiles » ou « ipséistes » d'action sociale. Le premier terme provient d'Europe où il fut employé après la Seconde Guerre mondiale pour redorer l'image des gais auprès de la population. Le terme « homosexuel » possédant d'ores et déjà une connotation négative, on lui préfère le terme « homophile »... C'est la revue française *Arcadie* qui popularisera ce terme qui sera ensuite employé aux États-Unis. Quant au terme « ipséisme », il provient du latin *ipse* qui signifie « soi-même » et il induit que la libération homosexuelle devrait être réalisée par et pour soi-même avant toute chose. Bon an, mal an, ces gais militants, généralement sympathiques à la gauche, prennent conscience que leur libération ne pourra jamais se faire sans un changement majeur de la société. Ces gais engagés seront de plus en plus en opposition avec ces deux approches ou stratégies jugées trop douces. Comme le fait remarquer Howard S. Becker, ces militants

perçoivent que les normes créées et conservées, loin de faire l'unanimité, provoquent des conflits et des désaccords parce qu'elles relèvent de processus de type politique à l'intérieur de la société, et que c'est justement au niveau politique qu'il faut agir pour les modifier. En définitive, le militantisme gai de l'époque est issu du même vent, dans la lignée de Mai 68, qui a favorisé par exemple l'éclosion du mouvement de libération des femmes. Nous sommes en pleine époque militante. Tous les groupes minoritaires se sentent interpellés !

### 3.1.5 Les débuts du militantisme gai

Selon Roger Noël, « [c]'est en mars 1971, avec la formation du Front de libération homosexuel (FLH), que débute formellement l'histoire du militantisme gai montréalais, sinon québécois.<sup>55</sup> » Fondé cinq mois après les événements de la Crise d'octobre 1970 par Jean Basile et George Khal, ce premier regroupement public d'homosexuels québécois au nom quelque peu provocateur sera dissout à l'été 1972, après une descente policière lors d'une danse organisée pour l'inauguration d'un nouveau local. Le FLH regroupe des organismes homophiles et ipséistes, sa dissolution est due à l'impossibilité d'obtenir un consensus entre ses membres prônant des idéologies contradictoires. Comme quoi Erving Goffman ne se trompe pas en signalant la naissance possible de tensions internes dues à la présence de personnes d'intérêts divergents. Certains de ses membres souhaitent ici s'impliquer sur le plan politique plutôt que de se consacrer uniquement aux activités sociales. Ils quittent le FLH pour créer un nouveau groupe qui aura une importance majeure pour l'émancipation des homosexuels au Québec.

Durant les quatorze mois de son existence (de mars 1975 à mai 1976), le Groupe homosexuel d'action politique (GHAP) travaille d'arrache-pied à l'élaboration d'une documentation riche qui servira de base à sa démarche militante. Becker, tout comme Goffman, relatent l'importance de cette documentation. Véritable effort de rationalisation permettant de justifier leur marginalité, elle constitue une philosophie pratique pour Becker et une vision intellectualisée bénéfique pour Goffman. Quant au GHAP formé d'anciens

---

<sup>55</sup> Roger Noël, « Libération homosexuelle ou révolution socialiste ? L'expérience du GHAP », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 187.



membres du Front de libération homosexuel (FLH), il s'attarde aux causes de l'oppression homosexuelle et élabore un manifeste de libération gaie. Il est le premier groupe gai socialiste au Québec. Ses membres fondateurs – une douzaine de personnes – proviennent de divers milieux : syndicalistes, universitaires, étudiants et travailleurs. Marqués par les mouvements sociaux qui se sont développés dans les années 1960 chez nos voisins du sud et en Europe, ils défendent la thèse, inspirée par l'idéologie marxiste, qu'il existe une explication universelle à l'oppression et qu'ensemble – entre groupes opprimés (noirs, féministes, amérindiens et autres) – il est possible de se libérer du joug de celle-ci. Plusieurs échanges internationaux ont lieu afin de sensibiliser les participants québécois à la culture contestataire, laquelle est moins développée ici qu'en France par exemple. Certains membres du Groupe homosexuel d'action politique (GHAP) étant anglophones, les émeutes de Stonewall à New York en 1969, les touchent particulièrement. Roger Noël raconte ainsi ces événements cruciaux et leur portée :

Le 28 juin 1969, la police procède à une descente au Stonewall Inn, un bar de travestis situé dans le Greenwich Village de New York. Un incident qui s'annonçait tout à fait routinier se transforme soudainement en un affrontement de trois jours qui provoque une véritable prise de conscience chez les homosexuels étasuniens. Devant la brutalité des interventions policières, nombre de gais remettent en question la stratégie de compromis que le mouvement homophile avait mis de l'avant en ayant recours au soutien de médecins et d'avocats pour faire la preuve que l'homosexualité n'est pas une maladie mentale et n'implique aucune atteinte au jugement et à la fiabilité. De là naîtra une stratégie de libération plus radicale.<sup>56</sup>

Noël précise toutefois que l'impact de cet événement chez les gais francophones, différence linguistique oblige, reste relativement mince. Ils ne seront donc pas portés à imiter le style beaucoup plus radical des luttes gaies américaines, les stratégies homophiles et ipséistes évoquées plus tôt ayant été largement favorisées par le passé :

L'idéalisme contre-culturel conduit les homosexuels québécois à croire que leur libération repose sur leur capacité personnelle à évoluer et à s'accepter. L'action politique est peu ou pas nécessaire, sauf peut-être dans les cas où les groupes revendiquent des conditions qui faciliteraient l'épanouissement de leurs membres.<sup>57</sup>

---

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 190.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 191.

Le Groupe homosexuel d'action politique (GHAP) est fondé en 1975 avec la ferme intention de mettre l'action politique au premier plan. Inspirés des mouvements féministe et ouvrier, le groupe désire mettre sur pied des stratégies plus offensives. Il ne s'agit plus uniquement de créer des services ou de revendiquer l'égalité de droits, mais bien d'étoffer un projet révolutionnaire ambitieux : « Le GHAP naîtra ainsi du désir de militants de gauche d'accroître la visibilité des gais dans un mouvement général de contestation.<sup>58</sup> » Le mouvement des femmes exerce une influence majeure sur les gais. Le groupe gai s'intéresse à son initiative de remise en question des rôles sexuels, de la masculinité et du contrôle de l'État sur la sexualité. « Les féministes contribuent à déconstruire une série de prescriptions à la source de l'oppression et de l'auto-oppression des homosexuels<sup>59</sup> », souligne Noël. Le GHAP est d'ailleurs fondé le lendemain de la première manifestation d'envergure pour souligner la Journée internationale des femmes du 8 mars 1975 à laquelle le groupe a pris part. Les membres du groupe prennent ainsi conscience qu'une transformation en profondeur des valeurs et des attitudes est nécessaire pour modifier les institutions sociales. Pour eux, s'engager sur le plan politique au quotidien s'avère l'avenue à privilégier pour sortir de l'ombre et obtenir plus que la simple reconnaissance du fait homosexuel. Ils exigent une pleine protection juridique. Certains membres du groupe s'engagent également dans plusieurs autres organisations politiques à titre personnel (le mouvement souverainiste et le Parti québécois par exemple). Cela inquiète d'autres membres croyant leur cause sans avenir si les efforts se fragmentent... Malgré cela, le GHAP se forme et s'inscrit dans la lignée des autres groupes de gauche des années 1970 dont la pratique est axée sur la discussion théorique des sources de l'oppression (oppression des homosexuels, mais également l'aliénation sexuelle des Québécois) :

Vieillies [les idées d'Engels et de Trotsky] par la nouvelle donne sociale, ces analyses sur la sphère privée et l'oppression sexuelle seront réactualisées par des femmes et des homosexuels dans les organisations marxistes québécoises et canadiennes. S'inspirant de ce courant, le GHAP conçoit le système capitaliste comme étant à la source de l'aliénation sexuelle [...].<sup>60</sup>

---

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 194.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 192.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 195.

Pour eux, la famille est la première institution où s'opère la régulation sociale de la sexualité. Il s'agit effectivement du premier lieu où l'idée de complémentarité naturelle des sexes (dans la sexualité) est enseignée. Comme l'homosexualité constitue directement une menace envers la pérennité de l'institution familiale, il va de soi qu'elle soit combattue par la bourgeoisie. Cependant, les institutions juridico-politiques jouent aussi un rôle de normalisation par la répression et la discrimination envers les gais. Roger Noël résume la position des militants du Groupe homosexuel d'action politique (GHAP) face à l'oppression homosexuelle comme le résultat « [...] de la contradiction entre l'organisation de la sexualité telle que la prescrit le modèle familial bourgeois et les nouvelles possibilités offertes par le marché de la consommation et de la promiscuité sexuelle.<sup>61</sup> » Le capitalisme, en encourageant la consommation de masse, a aussi favorisé le développement d'un marché sexuel avec l'ouverture des bars et des saunas, lesquels, même s'ils ont favorisé l'épanouissement de la communauté gaie par le passé, sont aujourd'hui la stricte récupération de l'homosexualité pour faire des sous. Le combat pour la libération sexuelle ira donc de pair avec le combat contre le capital. Les homosexuels socialistes du GHAP rêvent d'une société nouvelle : leur projet révolutionnaire implique le rejet de la sexualité vouée uniquement à la reproduction, la suppression de la famille bourgeoise et l'abolition des catégories de sexe, d'âge et d'orientation sexuelle. Il s'agit littéralement de la création d'un programme de révolution sexuelle de gauche. Roger Noël croit que le GHAP, ce premier regroupement d'homosexuels socialistes au Québec, a probablement aussi été le seul groupe véritablement libérationniste dans l'histoire du mouvement gai au pays. Sa courte existence, à l'image de la durée de vie des autres associations homophiles et ipséistes de la première moitié des années 1970, est certainement due aux difficultés de mener en même temps deux projets révolutionnaires aux finalités différentes : celui de la lutte émancipatoire des gais et celui d'une pratique politique de gauche. Le manque d'expérience et des ambitions trop grandes ont miné le moral des troupes, semblerait-il. Noël fait remarqué que les membres du GHAP ont probablement aussi fait d'autres erreurs : trop de théories sans pratique, recrutement désuet et évacuation systématique de leur expérience personnelle du manifeste (inclure des expériences

---

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 195.

personnelles aurait pu permettre de tisser des liens plus profonds avec d'autres homosexuels). L'auteur conclut ainsi :

Au-delà, finalement, des raisons précises de sa disparition, la trajectoire du GHAP témoigne sans conteste la fin d'une période dans l'histoire du mouvement gai québécois où la légitimité de fonder une organisation politique vouée à la transformation de la condition homosexuelle n'était pas encore acquise.<sup>62</sup>

### 3.1.6 La lutte s'intensifie

Précédant la tenue des Jeux olympiques de 1976 à Montréal, on assiste à une autre campagne de nettoyage organisée sous le règne du maire Jean Drapeau. Rappelons qu'avant et pendant Expo 67, une telle opération avait aussi été orchestrée par le même politicien, comme l'a illustré Michel Tremblay dans *Le cahier rouge*, dédié à ses amis travestis :

La *Main* a beaucoup changé depuis un an. L'Escouade de la moralité chère au cœur du maire Drapeau est passée par là avec son cortège d'injustices incontestables, de mauvaise foi patente et d'infâme hypocrisie, se contentant de brouiller les cartes, de brasser la cage sans rien proposer de neuf. On a ravalé la *Main*, on lui a imposé un lifting rapide et mal fait, surtout mal pensé, on l'a trop vite fardée sans prendre la peine de nettoyer en profondeur, et le semblant de propreté qui y règne depuis le mois d'avril cache une misère noire chez les filles de la rue qu'on ne peut quand même pas empêcher de travailler pendant six mois et qui se retrouvent en prison sans raison. On vante Montréal comme étant la deuxième plus grande ville française au monde, et tout ce qu'on a à offrir aux étrangers passé dix heures du soir, c'est Muriel Millard sur le site de l'Expo, et sa vie nocturne un tant soit peu *underground* est indigne d'une métropole.<sup>63</sup>

Près de dix ans plus tard, on veut que la ville soit des plus propres pour accueillir les délégations du monde entier. « Embellissons... La visite s'en vient<sup>64</sup> » et tous les marginaux – les prostitués en tête – sont dans la mire des autorités municipales... Et les gais ne passent pas le test :

Des mesures de contrôle sans précédent sont mises en place. Des soldats se joignent aux forces policières fédérales, provinciales et municipales; les médias

---

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 203.

<sup>63</sup> Michel Tremblay, *Le cahier rouge*, Montréal, Leméac/Actes Sud, 2004, p. 74.

<sup>64</sup> Thème de l'opération.

parlent de 20 000 hommes en armes à Montréal. Arrestations et harcèlement policier dans les saunas et les bars gais se multiplient.<sup>65</sup>

On assiste alors à plusieurs descentes policières dont une au sauna Neptune de la rue de la Gauchetière où 89 personnes sont arrêtées le 14 mai 1976. La liste des 7 000 membres du sauna sera saisie. Les quelques minces avancées juridiques obtenues jusque-là n'empêchent aucunement les forces de l'ordre de continuer d'agir en dehors de la chambre à coucher. Trop, c'est trop : une contre-attaque se prépare. Le 26 mai 1976, moins d'un mois après cette descente historique, une coalition *ad hoc* nommée Comité homosexuel antirépression/Gay Coalition Against Repression (CHAR/GCAR) et regroupant une dizaine de gais tient une conférence de presse afin de clarifier les choses : prostitution et homosexualité ne vont pas nécessairement de pair comme l'insinuent certains reportages portant sur le travail des policiers lors des descentes. Le 19 juin 1976, le CHAR organise la toute première manifestation gaie montréalaise contre la répression envers les homosexuels. Les 300 manifestants réussissent à faire cesser les descentes. L'été qui suit sera calme. Les 30 et 31 octobre 1976, le CHAR tient un congrès d'orientation au Young Women's Christian Association (YMCA) de Montréal au centre-ville. En tout, 35 personnes y assistent. Ils s'entendent pour élargir les objectifs à la lutte publique pour les droits des gais.

L'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ)<sup>66</sup> est ainsi fondée en 1976 dans « l'espoir de constituer une force d'action publique d'envergure<sup>67</sup> ». Cette association tentera de trouver un équilibre entre l'action civile pour la défense des droits et l'action sociale axée sur les services aux individus et aux groupes. Rapidement, ils doivent s'entendre sur leur orientation idéologique et sur les priorités à privilégier car les membres, tant anglophones que francophones, proviennent de tous les horizons : Gay McGill, collectif de la librairie Androgyny, Groupe homosexuel d'action politique (GHAP), Ligue socialiste ouvrière, Groupe marxiste révolutionnaire, Gay Jewish Discussion Group et Gay Community

<sup>65</sup> Jean-Michel Sivry, « Traces militantes éphémères : l'ADGQ et *Le Berdache* », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 240.

<sup>66</sup> Mathieu Arsenault, *Histoire de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (1976-1986) : Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire par Mathieu Arsenault*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2000, 152 p.

<sup>67</sup> Jean-Michel Sivry, « Traces militantes éphémères : l'ADGQ et *Le Berdache* », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 235.

Services Project ! Voici finalement la déclaration de principes obtenue à la suite de nombreuses tractations :

L'[Association pour les droits des gai(e)s du Québec] est une organisation sans appartenance politique ou religieuse de libération gaie avec une perspective de lutte publique pour les droits civils des gai(e)s. Les objectifs que l'ADGQ poursuit sont le retrait des lois anti-homosexuelles, la lutte contre la répression et la discrimination, la formulation et la protection des droits civils des homosexuel(le)s. Enfin, il est reconnu que cette perspective constitue une première étape vers la libération gaie et que le simple octroi des droits civils ne mettra pas fin au sexisme, à l'homophobie, à l'érotophobie et aux structures sociales qui nous oppriment.<sup>68</sup>

Initialement, trois comités sont formés : un sur la question des droits, l'autre sur l'éducation et le dernier sur les actions antirépression. Un quatrième comité verra le jour l'année suivante et portera sur les communications. L'ADGQ commencera à émettre un bulletin d'information appelé *Gai(e)s du Québec*. L'association désire par-dessus tout faire modifier la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Lors de son décret en 1976 par le gouvernement libéral de Robert Bourassa, la Charte ne mentionne aucunement l'orientation sexuelle comme motif interdit de discrimination. Un mémoire, rédigé à cet effet, sera présenté plus tard à la Commission des droits de la personne et à tous les députés de l'Assemblée nationale. Mais la réaction des forces de l'ordre oscille toujours entre la tolérance apparente et le retour à la répression. Le vendredi 21 octobre 1977, soit quelques jours seulement après le premier Congrès national des gai(e)s du Québec, on assiste à ce qui porte désormais le nom du « Stonewall du Québec ». Lors d'une rafle sans égale aux bars Truxx et Le Mystique, 144 hommes sont arrêtés, accusés de s'être trouvés dans une « maison de débauche »... Dans les jours qui suivent, la mobilisation des gais est proportionnelle à l'action policière. Dès le lendemain, autour de 22 heures devant le Truxx et Le Mystique à l'intersection des rues Stanley et Sainte-Catherine, les gens répondent à l'invitation du comité anti-répression de l'ADGQ et se présentent en grand nombre pour dénoncer la situation. Jean-Michel Sivry y est présent et décrit la fébrilité qui y règne :

C'est une marée de chaleur, une vague à la fois en colère et joyeuse. On est 500, 1 000, peut-être plus. La rue Sainte-Catherine est bloquée, les policiers veulent dégager. On les

---

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 241-242.

conspue, on court, on crie; ils s'attaquent à ceux qui pendant quelques instants sont isolés. La rue est occupée, c'est l'émeute. Les télévisions sont là. On est 2 000. On a gagné.<sup>69</sup>

Dans tous les médias, c'est le sujet de l'heure. L'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ) profite de cette lancée et, le 27 octobre 1977, elle présente un mémoire à la Commission des droits de la personne intitulé « La Minorité homosexuelle au Québec et la Charte des droits et libertés de la personne ». Tout s'enchaîne rapidement : « Le 7 décembre, le projet de loi est déposé et passe en première lecture. Le 15 décembre 1977, la loi 88 est votée. Une semaine plus tard, elle entre en vigueur. Le Québec devient ainsi la deuxième société dans le monde, après le Danemark, à interdire la discrimination contre les lesbiennes et les gais<sup>70</sup> », raconte Sivry. Il est maintenant inscrit dans la Charte que la discrimination en raison de l'orientation sexuelle est interdite dans l'emploi, l'habitation et dans l'accès à certains services publics. D'une certaine manière, cette loi reconnaît l'existence de la communauté gaie québécoise. Mais le droit criminel n'étant pas du ressort de la Charte québécoise, les forces de l'ordre continuent à sévir lors de descentes ou lorsqu'elles jugent immoraux les comportements des gais. Après cette victoire, l'ADGQ rencontre quelques difficultés structurelles, mais elle en sort grandie. Ses actions se diversifient. L'ADGQ diffuse, entre autres, un manifeste voué à sensibiliser davantage la communauté gaie à sa cause (adopté le 30 septembre 1978). L'ADGQ gagne aussi une lutte éprouvante contre la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) qui refusait de lui louer le bâtiment d'une école pour y tenir un congrès. Le 29 novembre 1979, la Cour supérieure du Québec reconnaît que le refus de louer aux gais un bâtiment afin d'y tenir une assemblée est un acte discriminatoire. L'association sera active jusqu'en 1986.

## 3.2 LA PRESSE ÉCRITE

### 3.2.1 La presse généraliste

Durant les années 1960, les grands quotidiens s'ouvrent quelque peu aux diverses luttes qui chamboulent l'Occident (luttes des femmes et des autres minorités), mais ils

---

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 245.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 245.



semblent voir d'un mauvais œil ces efforts progressistes. Et le mouvement de libération gai naissant ne fait pas partie de leurs préoccupations... Ils daignent finalement parler d'homosexualité, mais dans une mince proportion évaluée « [...] à une moyenne de 1,6 [articles par année] pour la période de 1970-1975<sup>71</sup> ». En ce qui concerne les journaux à sensation dont la popularité perdure, ils font toujours appel aux préjugés et aux stéréotypes illustrés dans le chapitre précédent. Cependant, comme le fait remarquer Ross Higgins, le développement de ces tabloïds a tout de même permis au fil des ans de remettre en question l'autorité du clergé par le choix des sujets abordés tels le crime, les vedettes et les potins : « Jusque-là, l'Église déterminait quels sujets étaient convenables et quels sujets ne l'étaient pas. Maintenant, on entend parler même des homosexuels. La morale s'incline devant la force du dollar !<sup>72</sup> » Néanmoins, comme en témoigne cet extrait d'un article de Benoît Migneault de la division des revues, journaux et publications gouvernementales de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec, le traitement de l'homosexualité dans ces différents médias écrits évolue vers la fin des années 1960 :

Si on analyse les 157 articles à thématique homosexuelle recensés dans les périodiques précédemment mentionnés [ *Ici Montréal, Jour et nuit et Flirt & Potins*] pendant la période de 1952-1970, on constate, sans grande surprise, que 25 % relèvent des affaires criminelles, 41 % des affaires de mœurs et 34 % d'une compréhension de cette réalité; l'importance de cette dernière donnée résulte de l'intérêt suscité par le sujet à la suite de l'adoption du *bill omnibus*.<sup>73</sup>

Malgré la ténacité des préjugés envers les homosexuels, le silence entretenu à leur égard est tranquillement brisé. La presse généraliste commence doucement à couvrir cette réalité. Cet intérêt s'accroît après l'initiative de Pierre Elliott Trudeau alors qu'auparavant elle semblait plus encline à faire part des autres luttes qui s'opèrent dans la société québécoise : les luttes féministes qui débutent dans les années 1950 et celles des mouvements de contestation étudiante dans les années 1960. Mais, comme nous l'avons mentionné plus tôt, toutes ces luttes parfois médiatisées inspirent les homosexuels à faire de même. À l'origine de cette contestation : le phénomène de la contre-culture. Ces nouvelles idées viennent bousculer les

<sup>71</sup> Benoît Migneault, « L'amour qui n'ose dire son nom dans les périodiques québécois des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *À rayons ouverts - Bulletin de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, no 55, juillet-septembre 2001, p. 5.

<sup>72</sup> Ross Higgins, *op. cit.*, p. 41.

<sup>73</sup> Benoît Migneault, *loc. cit.*, p. 4.



valeurs traditionnelles québécoises et susciteront l'intérêt des plus jeunes qui y trouveront un discours rafraîchissant. Ce n'est cependant pas dans la presse généraliste que ces diverses luttes trouvent le plus de sympathisants, mais plutôt dans les publications dites parallèles comme nous l'indique Marc Raboy :

Le foisonnement des mouvements de contestation de toutes sortes à partir de 1960 a suscité la multiplication des médias parallèles dans l'ensemble des pays occidentaux. Au Québec, certains intervenants sociaux commencent à s'inquiéter, dès le milieu des années 1960, de la fermeture d'esprit des grands médias. Cette inquiétude se traduira dans diverses tentatives, issues des mouvements sociaux des années 1960 et 1970, de soutenir des entreprises de presse écrite parallèles (par ex. *Parti pris*, *Québec-Presse*, Agence de presse libre du Québec, *Le Jour*).<sup>74</sup>

De 1960 à 1980, plus d'une vingtaine de publications parallèles ou alternatives voient le jour. Ce décompte effectué par Marc Raboy lui fait constater qu'il s'agit alors « d'un phénomène d'une certaine importance ». Cette presse parallèle semble reprendre le flambeau du plus ancien des médias modernes qu'est la presse écrite en véhiculant « des contenus qui [ébranlent] les autorités politiques du temps et l'idéologie qui les [soutient]<sup>75</sup> ». Cette presse écrite ou « d'opinion », délaissée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au profit d'une presse commerciale ayant tendance à servir les intérêts des autorités, avait comme mission de traduire la diversité des points de vue et la pluralité de l'opinion publique en toute matière. C'est donc ces publications parallèles, en marge des canaux de communication « officiels », qui occupent désormais la fonction de « chien de garde » et qui alimentent la réflexion sur les changements sociaux qui se pointent au Québec. Parmi celles-ci, une publication s'est particulièrement démarquée : *Mainmise*, fondée à l'automne 1970, à Montréal et dédiée aux phénomènes de la contre-culture (sexe, drogue et musique entre autres). *Mainmise* questionne les mouvements sociaux les plus radicaux en incluant les problématiques concernant la libération sexuelle et celle des gais en particulier. Cette revue, fondée par Jean Basil, Georges Khal et Christian Allègre, sera publiée pendant près de 10 ans.<sup>76</sup> En faisant contrepoids aux discours véhiculés dans les grandes entreprises de presse commerciale d'alors, de nombreux

<sup>74</sup> Marc Raboy, *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute*, 2<sup>e</sup> édition, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 2000, p. 19.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>76</sup> Selon les Archives gaies du Québec, la revue *Mainmise* fut publiée de 1970 à 1977, totalisant 72 numéros dont le premier fut publié en octobre 1970.

observateurs ont fait remarquer que *Mainmise* a participé au déblocage idéologique et intellectuel du Québec. Notons que dans son deuxième numéro, *Mainmise* publie une version édulcorée du *Gay Manifesto* de l'auteur américain Carl Wittman, en ôtant de ce texte marquant aux États-Unis le contenu jugé trop radical. Dans son troisième numéro, l'idée d'un Front de libération homosexuel (FLH) est lancée. Ce à quoi la communauté répond par la création du FHL en 1971. Il est tout aussi intéressant de porter notre attention sur les publications étudiantes qui fleurissent durant cette décennie. Selon les Archives gaies du Québec (AGQ), le journal étudiant de l'Université McGill, *The McGill Daily*, est le premier à avoir fait paraître des numéros spéciaux à contenu gai, avec celui en date du 28 septembre 1972. Au sein de la jeunesse estudiantine, force est de constater que la thématique gaie, loin d'être taboue, pique sa curiosité.

### 3.2.2 La naissance de la presse gaie

Selon Benoît Migneault, l'adoption du *bill omnibus* entraîne la naissance de publications revendicatrices destinées à la communauté gaie et lesbienne. Outre les premiers textes à connotation politique publiés dans la revue *Mainmise*, c'est en 1971 que naît le tout premier magazine gai, *Le Tiers*. Seulement deux numéros seront publiés. D'autres publications gaies créées avec la même intention revendicatrice voient le jour par la suite : *Omnibus* et *Gay-Québec*. La plus marquante de ces publications est fondée en 1979 par des membres de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ) : *Le Berdache*. Cette publication succède au bulletin d'information : *Gai(e)s du Québec*, créé en 1978. Ce premier bulletin, distribué tous les deux mois dans quelques bars, était surtout envoyé aux membres du groupe. Il contenait des nouvelles de l'association, des appels à la mobilisation et des comptes rendus de luttes politiques. Dès l'été 1978, il prendra la forme d'un tabloïd. On y insère alors des informations plus générales, des nouvelles internationales et des critiques culturelles. Il est alors tiré à 4 000 exemplaires. Deux membres de l'ADGQ y travaillent après les heures de bureau dans les locaux étudiants de l'Université McGill. La distribution se fait en voiture et par envois postaux aux abonnés. Quelques annonceurs financent le bulletin qui dispose tout au plus de quelques centaines de dollars par parution pour l'imprimeur. En janvier 1979, voulant élargir son bassin de lecteurs, l'équipe du bulletin

et trois dissidents de *Mainmise* esquissent le schéma du futur *Berdache*. Les trois anciens de *Mainmise* quitteront, mais leurs idées et leur expérience furent déterminantes. Les premières discussions se font autour du choix du nom du magazine. Ils favorisent le terme « berdache », un ancien mot français oublié qui n'implique aucune connotation négative. On le retrouve chez Flaubert et certains membres de l'équipe se rappellent l'avoir entendu dans leur jeunesse comme synonyme d'homosexuel, sans plus. Le terme a également été employé « par les missionnaires européens qui étaient restés stupéfaits que l'homosexualité fût connue et pratiquée dans les tribus amérindiennes, et respectée selon une modalité sociale bien particulière<sup>77</sup> ». Le berdache, chez les Amérindiens, est un homme à qui les dieux ont donné le pouvoir d'être aussi une femme; il est sacré. Ce choix suscita des réactions variées. Certains apprécient le retour d'un mot oublié, d'autres apprécient l'analogie, mais d'autres encore trouvent que le mot symbolise « une féminisation à outrance de l'homosexuel et son cantonnement dans une place et dans des rôles assignés et codifiés<sup>78</sup> ». Tout de même, le projet d'un journal gai est adopté au 5<sup>e</sup> congrès d'orientation de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ). L'équipe obtient carte blanche pour son projet, en autant qu'elle puisse l'autofinancer et inclure mensuellement un éditorial signé du collectif de l'association. Le premier numéro du *Berdache* paraît en juin 1979. Ses visées sont clairement énoncées dans le premier éditorial :

Témoigner que l'homosexualité est une conduite humaine parmi d'autres, que la clandestinité nous mine et nuit à notre équilibre, que la promiscuité, cette liberté et cette variété assumée de tous les possibles sexuels existe et qu'elle n'est pas nécessairement en contradiction avec une relation stable et harmonieuse, qu'il est agréable d'être homosexuel, qu'il ne faut pas tenter de changer ni même vouloir changer, que les rôles sexuels traditionnellement dévolus aux deux sexes ne tiennent pas, ni la structure sociale du couple légalisé, que nous assistons et participons à la formation d'un esprit de solidarité nouveau.<sup>79</sup>

Durant les trois années d'existence de ce mensuel phare de la communauté gaie montréalaise, *Le Berdache* est composé essentiellement des mêmes sections. Une première partie est réservée au mouvement gai : une section « Action/Information » pour les nouvelles locales,

---

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 249.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 250.

<sup>79</sup> *Le Berdache*, no 1, juin 1979, in Jean-Michel Sivry, *op. cit.*, p. 251.

canadiennes et internationales et une autre « Des gais militent » pour donner l'occasion à d'autres groupes de se faire entendre. On y trouve également un calendrier des activités, manifestations et spectacles, une liste des organismes gais et lesbiens, un courrier des lecteurs et des entrevues avec des artistes. Chaque numéro contient également un dossier thématique où un sujet est traité en profondeur tout en laissant la place à des opinions divergentes. Un dernier espace du mensuel est réservé aux critiques de livres, cinéma, spectacles, théâtre et danse qui touchent les gais. On y publie parfois de la prose et de la poésie. En mai 1982, la section « Lesbiennes entre nous » est ajoutée au journal, en réponse à leur demande d'un espace lesbien autonome à l'intérieur du *Berdache*. L'ensemble de la publicité occupe moins du quart de l'espace disponible. L'équipe est plus nombreuse que les membres du collectif de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ) et restera stable. Elle choisit les textes pour chaque édition, mais l'ADGQ a tout de même un droit de regard sur le contenu du magazine. Jusqu'en 1982, l'ADGQ n'est pas intervenue dans le contenu, selon Jean-Michel Sivry. Les choix éditoriaux se font démocratiquement. La censure est absente, à moins que la pertinence et la qualité d'écriture journalistique soient mises en doute. De plus, le journal et son association organisent de nombreux événements, dont des tables rondes et des colloques portant sur des sujets variés : la littérature gaie, le ghetto homosexuel et la question nationale du Québec, entre autres. Le journal prend position tout en faisant entendre divers discours. Sur la question nationale, par exemple, il appuie clairement le « Oui » au référendum de mai 1980. Aussi, des danses sont organisées avec succès, le taux de participation oscillant entre 500 et 2 000 personnes. On profite de l'occasion pour fraterniser, mais aussi pour recruter des bénévoles et, par extension, étendre la base active de l'association. En 1982, le tirage du *Berdache* est de 7 000 exemplaires. On désire alors le transformer, avec des moyens graphiques à l'appui, en une publication commerciale pour atteindre un lectorat plus large :

La réflexion qui avait entouré l'élargissement du bulletin *Gai(e)s du Québec* à un mensuel d'une certaine envergure ressurgit donc en des termes semblables : faut-il couvrir plus de sujets afin d'accroître le lectorat ? le danger n'est-il pas alors d'édulcorer le message politique ?<sup>80</sup>

---

<sup>80</sup> Jean-Michel Sivry, *op. cit.*, p. 257.

En mars 1982, l'ADGQ tient un congrès d'orientation spécial sur *Le Berdache* et adopte des propositions qui seront perçues comme étant « trop directives » par l'équipe du journal. Les lesbiennes, qui se sentent à l'étroit depuis le tout début, sont en partie responsables des tensions qui émergent peu à peu. Elles déplorent, entre autres, leur trop mince visibilité qui se traduit par l'absence du qualificatif « lesbiennes » dans le nom de l'association. Même si des modifications avaient été faites en 1979 – le nom de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ) ayant été changé pour l'Association pour les droits de la communauté gaie afin de conserver le même sigle et remédier à la situation – cela n'est manifestement pas suffisant. Finalement, après ce congrès d'orientation de 1982, le nom et le sigle changent pour l'Association pour les droits des gais et lesbiennes du Québec (ADGLQ). On décide également d'une nouvelle direction à suivre par l'équipe de rédaction du *Berdache* :

La vocation du *Berdache* est donc révisée et précisée par quatre fonctions : le mensuel doit d'abord viser à politiser et mobiliser les gais et les lesbiennes, et à les sensibiliser aux positions de l'ADGLQ; il doit conserver son caractère communautaire et informatif; il doit rester une tribune populaire pour l'expression d'opinions diverses sur les vécus des lesbiennes et des gais; enfin, il doit devenir un instrument de recherche et de critique sur la vie sociale et culturelle de la communauté.<sup>81</sup>

Sivry fait remarquer que ces lignes de conduite sont jugées sévères et limitatives par l'équipe de rédaction. Ils ne peuvent imaginer poursuivre leur travail bénévole avec autant de restrictions qui ne tiennent pas compte de la réalité. Épuisé par les querelles internes et craignant surtout la compétition grandissante d'autres magazines à vocation commerciale possédant plus de moyens financiers, *Le Berdache* s'éteint au mois de juin 1982.

### 3.3 SYNTHÈSE

L'Occident est en pleine transformation sociale, politique et culturelle. En 1965, les *baby boomers* atteignent l'âge adulte. La jeunesse occidentale bouillonne et rejette les valeurs de leurs parents. Dix ans auparavant, le phénomène de la contre-culture remet en question les valeurs de la société industrielle. C'est maintenant au mouvement hippie de revendiquer du

---

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 258.

changement, prônant la libération sexuelle, entre autres. Dans un Québec en pleine Révolution tranquille, Expo 67 permet aux Québécois de poser un regard unique sur le monde. Cependant, l'intolérance et la répression confinent toujours les gais dans l'isolement. Un climat de permissivité sociale s'installe peu à peu. Certaines institutions québécoises sont en perte de pouvoir. Le gouvernement libéral de Jean Lesage, en décrétant la séparation entre l'État et l'Église, marque un tournant décisif et tranche avec les valeurs conservatrices du Québec de Maurice Duplessis. Ce virage s'explique, entre autres, par la perception des dirigeants politiques des désaccords et des conflits profonds au sein de la société civile. Un vent nouveau souffle sur le Québec. Howard S. Becker souligne justement cette possibilité de changement en rappelant que les normes créées et conservées relèvent de processus de type politique à l'intérieur de la société. Dans ce contexte, les gais s'organisent pour demander que justice soit faite. L'adoption du *bill omnibus* permet le retrait du Code criminel canadien des dispositions relatives à la criminalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe en privé. Dans ce cas précis, l'initiative politique fédérale a permis de modifier en partie une norme établie par l'institution juridique. De cette manière, en redéfinissant en partie les comportements déviants, les politiciens répondent à l'évolution de la société, une possibilité évoquée encore une fois par Becker. Toutefois, l'homosexualité ne sera pas légalisée totalement. Cette victoire ne change pas à court terme le quotidien des gais. Par contre, en brisant le silence et en augmentant la visibilité de la communauté gaie, les années qui suivent seront favorables aux revendications homosexuelles. La communauté gaie montréalaise prend de l'ampleur et s'organise, le climat social propice aidant. Elle constitue ce que Becker appelle un « groupe déviant organisé ». Ces groupes, plus que les individus, sont portés à rationaliser leur position, souligne-t-il, en élaborant une série de justifications historiques, juridiques et psychologiques de leur activité déviante. Le sociologue américain cite d'ailleurs dans ses travaux la « communauté des homosexuels » en exemple. Il note qu'après l'étape cruciale du *coming out*, l'existence d'un tel groupe déviant organisé, s'étant documenté et approprié une série de justifications rationnelles, donne l'opportunité à l'individu homosexuel d'aller de l'avant en amorçant l'étape ultime de sa carrière déviante. Effectivement, si les conséquences de son *coming out* n'ont pas été trop brutales et s'il n'a pas abandonné l'idée d'aller au bout de son affirmation, l'homosexuel peut envisager d'intégrer une communauté qui lui est propre. Cette entrée dans ce groupe déviant organisé procure, toujours selon

Becker, le sentiment de partager un destin commun. Et toute la documentation disponible, revues et autres livres, aide à ce que Becker appelle la « cristallisation » de son identité déviante, l'étape où le déviant se perçoit sur le même pied que l'individu dit « normal ». Tout ce matériel souvent basé sur des modèles du passé sert donc de philosophie pratique permettant aux gais de mieux s'accepter. Goffman, quant à lui, souligne toutefois qu'il est aussi tout à fait probable qu'un individu homosexuel trouve ennuyeux ces récits de persécution... Avant 1975, le mouvement gai québécois est peu politisé. Plusieurs organisations d'action sociale travaillent activement pour le bien-être de la communauté gaie montréalaise. Elles souhaitent une libération homosexuelle sachant fort bien qu'elle ne pourra jamais se faire sans une transformation importante de la société québécoise. Deux approches militantes divisent les troupes, certains préférant la méthode douce qui prévaut au Québec depuis le début des luttes émancipatoires des gais d'autres, plus radicaux, souhaitant la mise en place d'interventions politiques. En mars 1971, le Front de libération homosexuel (FLH) passe à l'histoire du militantisme gai montréalais en tant que premier regroupement public d'homosexuels québécois. Mais le FLH cesse ses activités en raison d'une mésentente idéologique entre ses membres : faut-il travailler à l'émancipation des homosexuels sur le plan politique ou élaborer uniquement des activités sociales ? Ils quittent le FLH pour créer un nouveau groupe : le Groupe homosexuel d'action politique (GHAP). Ce groupe documente les mécanismes de l'oppression homosexuelle et élabore un manifeste de libération gaie. Il est fondé en 1975 avec l'objectif de mettre l'action politique au premier plan, optant pour des stratégies plus offensives. Il veut aussi obtenir une pleine protection juridique de l'homosexualité. Seul véritable groupe libérationniste dans l'histoire du mouvement gai au pays, la brève trajectoire du GHAP témoigne de la fin d'une période dans l'histoire du mouvement gai québécois où la légitimité de fonder une organisation politique vouée à la transformation de la condition homosexuelle n'était pas encore acquise. La tenue des Jeux olympiques de 1976 constitue le prétexte au grand nettoyage. Le maire Jean Drapeau veut que la ville soit propre : les prostitués, les marginaux et les homosexuels sont dans la mire des autorités municipales. Cela se traduit par une descente policière au sauna Neptune. Le 26 mai 1976, une coalition *ad hoc* nommée Comité homosexuel anti-répression/Gay Coalition Against Repression (CHAR/GCAR) rappelle que la prostitution n'est pas exactement la même chose que l'homosexualité... Le 19 juin 1976, la toute première



manifestation gaie montréalaise contre la répression envers les homosexuels regroupe 300 manifestants. Les descentes policières cessent durant l'été. Les 30 et 31 octobre 1976, le CHAR tient un congrès d'orientation durant lequel les participants s'entendent pour élargir leurs objectifs à la lutte publique pour les droits des gais. Dans « l'espoir de constituer une force d'action publique d'envergure », l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ) est fondée la même année. Elle se donne comme mandat de trouver un juste dosage entre l'action civile pour la défense des droits et l'action sociale axée sur les services aux individus et aux groupes. L'association désire inclure dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne une mention concernant l'orientation sexuelle en tant que motif interdit de discrimination. Ils rédigent un mémoire qui sera présenté à Québec plus tard. Entre-temps, le vendredi 21 octobre 1977, se déroule ce que l'on appellera le « Stonewall du Québec ». Une rafle sans égale prend d'assaut les bars Truux et Le Mystique. Le lendemain, devant les deux établissements, 2 000 personnes répondent à l'appel du comité anti-répression de l'ADGQ. Tout le monde en parle. Un mémoire est déposé à la Commission des droits de la personne : « La Minorité homosexuelle au Québec et la Charte des droits et libertés de la personne ». Le 15 décembre 1977, la loi 88 est votée et entre en vigueur une semaine plus tard. Le Québec devient ainsi la deuxième société dans le monde, après le Danemark, à interdire la discrimination contre les lesbiennes et les gais. Après cette victoire, l'ADGQ rencontre quelques difficultés structurelles. Elle en sort grandie. Le 29 novembre 1979, l'association gagne sa lutte contre la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) qui refusait de louer le bâtiment d'une école pour y tenir un congrès. La Cour supérieure du Québec reconnaît que le refus de louer aux gais un bâtiment est un acte discriminatoire. L'association sera active jusqu'en 1986. Ce bref rappel confirme les dires d'Erving Goffman : de telles avancées représentent l'aboutissement d'années d'efforts. Parallèlement, Goffman souligne que les individus stigmatisés qui se regroupent et militent ont tendance à nommer des porte-parole. Des « représentants » qui, au nom de la catégorie stigmatisée, expliquent aux médias et aux gouvernements leur cause et exigent en premier lieu d'éviter l'emploi d'étiquettes blessantes les catégorisant. Ayant observé l'existence de tensions internes au sein de tels regroupements, Goffman fait aussi remarquer que ces « professionnels par défaut » doivent avec le temps modérer ou accentuer leur position pour satisfaire les intérêts parfois divergents de ceux qu'ils représentent. Des tensions qui, nous



l'avons vues, entraînent parfois la mort d'une association, mais permettent aussi à d'autres de voir le jour. Toutes les luttes et tous les discours qui en découlent forment une documentation d'une grande utilité, selon lui. Cette vision intellectualisée de leur stigmat, toute cette littérature propre à la communauté gaie, est à l'origine de ce qu'il nomme une « émotion transformatrice » qui facilite l'acceptation de soi.

Un vent de liberté souffle sur l'Occident dans les années 1960. Des pressions sociales sans précédent menacent les autorités au pouvoir qui maintiennent, main dans la main avec le clergé, la population québécoise dans une grande noirceur. Les grands quotidiens ne peuvent visiblement pas mordre la main qui la nourrit et continue à servir les intérêts des autorités. Signe que les temps changent, la presse à sensation fait de son côté fi des prescriptions de l'Église et met à l'avant-scène des histoires de crimes, de vedettes et de potins où les homosexuels servent de boucs émissaires et d'arguments de vente. Étonnamment, cette presse jaune procure avec le temps une visibilité aux homosexuels par des mises en scène clichées qui ne feront ultérieurement que servir de témoins de l'homophobie ambiante. Pendant ce temps, pour répondre à la demande d'une majorité de Québécois désireux s'épanouir en tant que nation, mais aussi en tant qu'individus, femmes, autochtones et homosexuels, des leaders progressistes enclenchent une révolution qui transformera tranquillement, mais sûrement, la société et ce, de fond en comble. Émerge alors une presse parallèle qui viendra combler l'immobilisme des discours des grands quotidiens en abordant des sujets occultés. Parallèlement, on assiste à la naissance d'une presse gaie mise sur pied par des regroupements qui s'en serviront pour mettre de l'avant leurs revendications. Une lutte menée par des individus qui croient avoir trop longtemps été opprimés. Se basant sur une documentation exhaustive explicitant les tenants et les aboutissants de leur oppression, plusieurs gais qui en ont assez de vivre leur homosexualité dans la clandestinité se rallient. Encouragés par le *bill omnibus*, ils réclament leurs droits, non sans provoquer quelques fortes réactions. La presse à grand tirage ne pourra pas fermer les yeux plus longtemps sur la réalité homosexuelle et continuer d'occulter les transformations qui surviennent et s'opèrent chez les *baby boomers*, démographiquement majoritaires. Réponses au bouillonnement idéologique qui prévaut dans la société québécoise, d'autres types de publications (journaux étrangers, livres, articles, etc.) viennent alimenter cette

mouvance sociale. Ces publications sensibilisent d'abord les gais à leur condition et leur montrent des exemples de luttes qui ont réussi. La communauté gaie montréalaise, qui se voyait recluse à la clandestinité, se projette dans ces réussites et désire aussi cette libération. Une partie de la population semble être de plus en plus sensibilisée aux réalités homosexuelles. Des leaders politiques qui se portent à la défense des droits de la personne le prouvent par leurs initiatives. Cette conjoncture favorable permettra aux homosexuels québécois de remporter d'importantes victoires. Propre aux années 1970, la tolérance provient en partie de l'initiative d'individus, gais ou pas, préoccupés par le sort réservé à ceux qui sont en marge de la société. Leurs efforts permettent de modifier la structure même de la société québécoise qui leur fait désormais une place plus juste. Les publications parallèles susciteront l'évolution des mentalités au sein de la société québécoise. Et même si les Québécois mesurent à peine l'ampleur des changements qui s'opèrent, ils font le choix de la liberté individuelle et de l'égalité. Choix également fait par les gais montréalais qui possèdent désormais suffisamment de moyens pour lutter pour leur propre libération. La naissance de la presse gaie militante en fait foi. Cette presse gaie s'avère, pour le militantisme gai, un outil de diffusion des idées très important. Dans les années 1970, pour la première fois de leur histoire, les gais de la métropole québécoise posent un regard sur eux-mêmes. Un regard qui tranche avec les représentations passées des homosexuels. Plus qu'un simple témoin de leur lutte, cette presse militante les informe, voire structure et alimente leur démarche.

## CHAPITRE IV

### L'ACCEPTATION MALGRÉ L'ADVERSITÉ

#### 4.1 LE CONTEXTE

##### 4.1.1 La création du Village gai

Février 1982 est une date importante pour la communauté gaie montréalaise. À ce moment-là, les bars et les commerces situés entre les rues Peel et Stanley et qui s'adressent à une clientèle principalement gaie quittent l'ouest de la ville pour investir le Centre-Sud de Montréal, un quartier majoritairement francophone et défavorisé. Surnommé à l'origine « Le Nouveau Village de l'Est », le qualificatif « nouveau » sera délaissé dès 1984. On parlera de ce lieu successivement en ces termes : « Village de l'Est », « Village gai », puis finalement « Le Village » pour désigner le quadrilatère formé par le boulevard René-Lévesque au sud, l'avenue Papineau à l'est, la rue Sherbrooke au nord et la rue Saint-Hubert à l'ouest. Le Village joue un rôle clef dans l'essor de la communauté gaie de Montréal, sinon du Québec tout entier. Selon Frank W. Remiggi, professeur de géographie historique et culturelle à l'Université du Québec à Montréal, il est le premier secteur de la métropole où l'homosexualité masculine s'affiche ouvertement. Tant auprès des homosexuels que des hétérosexuels, son existence suscitera des réactions variées et diamétralement opposées :

Par exemple, si les uns l'associent au plaisir et à la liberté, pour d'autres le Village est synonyme de débauche et de perversion. Alors que certains le perçoivent comme un ghetto, pour plusieurs c'est un véritable espace d'appartenance qui aurait permis aux gais de faire valoir leurs droits et d'élire des porte-parole tel le défunt conseiller municipal Raymond Blain, le premier politicien québécois à s'être déclaré publiquement homosexuel avant son élection en 1986.<sup>82</sup>

---

<sup>82</sup> Frank W. Remiggi, « Le Village gai de Montréal : entre le ghetto et l'espace identitaire », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 267.

Notons que le Village est perçu comme le lieu de la violence homophobe, ses habitants et visiteurs gais étant plus facilement repérables. Aussi, certaines personnes remettent en doute ses fonctions sociales et politiques, accentuant leur argumentation par l'omniprésence des bars, cafés, restaurants et boutiques aux visées strictement économiques, omettant ses aspects positifs. Souvent comparé aux quartiers montréalais regroupant des gens de mêmes ethnies, il n'existe toutefois pas de statistiques démographiques permettant de quantifier la proportion des gais habitant le Village pour la simple raison que le recensement canadien ne comporte pas de question à cet effet, contrairement à l'origine ethnique. Il est difficile alors de tracer de manière exhaustive un portrait significatif de ce secteur. Néanmoins, sans qu'on puisse le prouver autrement que par un décompte de ses établissements commerciaux – près d'une soixantaine d'établissements dénombrés en 1996 dans le magazine américain *The Guide*, selon Remiggi, on sait qu'il s'agit du plus imposant quartier de ce genre au monde. Même les capitales gaies mondialement reconnues comme Amsterdam, comptant environ 40 établissements, et San Francisco, près de 30, ne font pas le poids. La création de ce quartier s'accélère durant les années 1984-1985. Cet empressement est d'autant plus marquant qu'il rompt avec les lieux fréquentés par les gais depuis la Seconde Guerre mondiale. Frank W. Remiggi décrit cette transition :

L'on soupçonne cependant que la popularité du Village se faisait déjà sentir [en 1984], car il n'a suffi d'une douzaine de mois avant que le noyau traditionnel du centre-ville ne s'effondre totalement. Entre-temps, le Village n'avait cessé d'accueillir des clubs, des tavernes, des restaurants et divers types de commerces, une tendance qui ne fera que s'amplifier par la suite, de sorte que le Centre-Sud deviendra vite le seul lieu de rassemblement des homosexuels montréalais.<sup>83</sup>

Plusieurs mythes tentent d'expliquer le déplacement des établissements gais vers l'Est. Ils ont probablement été alimentés par la croissance spectaculaire du Village et par les préjugés des Montréalais à son égard. L'un des mythes suggère que les autorités municipales auraient forcé son déploiement voulant « nettoyer » le centre-ville et l'autre, que ce changement aurait été un indicateur du renversement des rapports de force entre francophones et anglophones dû à l'affirmation récente du fait français au Québec à la fin des années 1970. D'une part, il s'avère difficile de prouver la première proposition car, même si de telles campagnes ont été

---

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 272.

menées plus tôt dans l'histoire de la communauté gaie, aucune trace valable ne démontre une telle volonté venant des autorités municipales. D'autre part, même si initialement les entrepreneurs gais ont été majoritairement francophones, rien n'indique que le deuxième mythe, sous-entendant une ferveur nationaliste déterminante, soit fondé (quoique non totalement rejeté). Toutefois, les avantages économiques du site, dont le coût moindre des loyers, expliquent mieux cette prompte transition géographique vers le Centre-Sud. De plus, le quartier ayant été autrefois un secteur culturel dynamique – avec ses bistrots, ses cinémas, ses cabarets et autres théâtres – il possède d'anciennes infrastructures plus qu'intéressantes pour un entrepreneur qui désire ouvrir un bar ou un restaurant. Mais surtout, on croit qu'un bon nombre de gais – une clientèle de choix – avait déjà investi le quartier, faisant du lieu un terreau de choix. Enfin, l'ouverture des deux grands bars gais populaires le Max et le K.O.X., en 1984, fait connaître davantage le quartier garantissant, par extension, une visibilité enviable aux entrepreneurs potentiels. Ils auraient, selon Remiggi, constitué un « point d'ancrage » permettant le développement du quartier. Parallèlement, la fermeture du Bud's, le « pôle gai du centre-ville » déjà affecté par ses compétiteurs de l'Est, aurait aussi favorisé la consolidation du Village « [...] puisqu'une descente policière, le 2 juin 1984, a apeuré sa clientèle emportant avec lui la quasi-totalité des autres établissements du centre-ville et garantissant du même coup l'avenir commercial du Village.<sup>84</sup> » L'émergence d'un tel lieu, encore central pour la communauté gaie montréalaise d'aujourd'hui par son caractère justement fédérateur, a lancé un débat sur sa fonction ségrégationniste, tel que mentionné plus tôt, certaines personnes trouvant paradoxal qu'une volonté revendicatrice d'égalité entre les homosexuels et la population en général se traduise par la création d'un ghetto gai. Plusieurs autres font remarquer qu'au contraire, il n'en n'est rien. Didier Eribon, sociologue français, résume simplement le rôle de cet espace gai :

Mais si l'on veut parler des quartiers gays, il convient de faire remarquer que, historiquement, ils se sont constitués comme des espaces de liberté et de résistance à l'homophobie. Ils n'existent qu'en réaction à l'hostilité sociale et au « monde d'injures » dont je parlais plus haut. C'était – et c'est encore – le lieu où des individus peuvent vivre leur homosexualité sans se cacher, alors qu'ils ne le peuvent pas ailleurs.<sup>85</sup>

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>85</sup> Didier Eribon, *Papiers d'identité : intervention sur la question gay*, Paris, Fayard, 2000, p. 70.

Exemple patent de revitalisation d'un quartier autrefois dégradé, le Village constitue malgré tout le symbole de l'affirmation de la collectivité gaie et l'indicateur de la reconnaissance accrue de leurs réalités sociales au Québec. Il serait donc restrictif de confiner uniquement à sa fonction commerciale un quartier qui a contribué à la visibilité de la communauté gaie dans la société québécoise.

#### 4.1.2 Un ennemi saugrenu

Les descentes dans les bars et les autres lieux de socialisation gais se poursuivent à l'occasion, mais la communauté gaie montréalaise se heurte au début des années 1980 à un nouvel « ennemi » dont on ne soupçonne pas encore l'existence et ses répercussions : le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) – le sida étant le stade avancé de la maladie causée par une plus grande virulence du VIH dans le sang de l'individu « séropositif », s'attaquant alors à son système immunitaire et menant à la mort. Pour les instigateurs de la révolution sexuelle et homosexuelle, cela a l'effet d'une douche plus que froide. On meurt par centaines, des amitiés et des amours sont à jamais brisés. Dans un récit biographique retraçant le parcours de Maurice Tourigny<sup>86</sup> et intitulé « Maurice ou la vie ouverte », la journaliste Hélène de Billy relate un des aspects de ce qu'elle surnomme « la pire épidémie de notre époque », la disparition massive d'artistes homosexuels :

Les princes de la frivolité avaient l'air si inconséquents et si légers qu'ils ne semblaient pas être taillés pour la tragédie. Pourtant il fallait se rendre à l'évidence : leur départ laisserait un vide impossible à combler. Aussi, quand Rudolf Nouriev a succombé à l'épidémie au tout début de l'année 1993, on s'aperçut qu'un pan entier de la civilisation occidentale disparaissait avec lui. Comme si un tremblement de terre engloutissait d'un seul coup la Scala de Milan, l'Ermitage de Saint-Petersbourg, le Louvre de Paris et la Fenice de Venise, on savait qu'on ne s'en remettrait pas de sitôt.<sup>87</sup>

Suit une liste exhaustive d'artistes et d'intellectuels morts du sida : de Liberace à Freddy Mercury, en passant par Michel Foucault. Un exemple fort, parmi d'autres, permettant de

<sup>86</sup> Correspondant du *Devoir* à New York de 1983 à 1999 et commentateur à la radio de Radio-Canada des représentations en direct du Metropolitan Opera.

<sup>87</sup> Hélène de Billy, *Maurice ou la vie ouverte*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2005, p. 100.



mesurer l'ampleur de la situation. Les gais se regroupent alors pour combattre à nouveau, mais l'attaque est pernicieuse et difficilement détectable lors de son apparition en 1981. Un effet de panique s'en suit. « Serons-nous encore la cible des préjugés d'une population tout aussi inquiète ? », pensent tout bas plusieurs homosexuels. Ainsi, le 3 juillet 1981, le *New York Time* relate pour la première fois, en page A 20, ce nouveau problème. Un article intitulé « Rare cancer seen in 41 homosexuals » est le premier reportage sur cette nouvelle maladie. Durant ce même été, le journal *The Gazette* titre « Two rare diseases strike US homosexual men » (29 août 1981, page 28). Le VIH/sida est présenté aux Montréalais. Cette nouvelle – et le virus – frappe de plein fouet les homosexuels. Bien sûr, les préjugés les plus farouches refont surface. On parle de « peste gaie », rien de moins ! Les autres grands journaux francophones tardent à évoquer le phénomène. Il faudra attendre un an pour que *La Presse* en parle. « Une maladie mortelle frappe les homosexuels », peut-on y lire dans son édition du 12 mars 1982. Le 23 juillet 1982, *Le Devoir* titre : « Les gais et la peste ». Des gens se mobilisent, mais les informations à propos de ce nouveau fléau manquent. D'autres sources plus pointues doivent être envisagées – revues scientifiques de langue anglaise avant tout – afin de fournir à cette communauté ébranlée informations et soutiens. Au Québec, un premier groupe voit le jour en 1983 à l'initiative de Jean-Gilles Godin, professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et poète à ses heures. Godin est le pionnier de l'organisation des gais montréalais face à l'épidémie du SIDA : « Dès 1983, il est devenu l'âme dirigeante du " Collectif d'intervention/santé auprès de la communauté gaie " et du " Groupe sida des organisations gaies montréalaises ". Le 1<sup>er</sup> octobre 1983, ce dernier groupe organise le premier « marcheton » québécois pour la lutte contre le sida<sup>88</sup> », selon Ross Higgins. Jean-Gilles Godin meurt en février 1989, emporté par « l'ange noir du sida ». Malheureusement, ses papiers, traces de ses actions, prendront le chemin du dépôt... Malgré le choc initial, de nombreux groupes sont créés pour s'occuper des malades et tenter de diffuser des informations sans préjugés. Mais l'épidémie a pour conséquence sociale le renforcement de l'hétérosexisme et de l'homophobie. Des médecins admettent alors ne pas se sentir à l'aise d'aborder les questions reliées à la sexualité de leurs patients gais... Les patients gais cachent à leur médecin leur orientation sexuelle. Cette nouvelle maladie aura

---

<sup>88</sup> Ross Higgins, « Notre passé fragile », *L'Archigai – Bulletin des archives gaies du Québec*, no 4, octobre 1995, p. 2.

également comme effet pervers de renforcer la propension des gais à l'auto-oppression. N'acceptant pas d'emblée leur homosexualité (« homophobie intériorisée »), ces hommes se retrouvent alors dans une impasse majeure lorsqu'ils reçoivent leur diagnostic et ce, d'autant plus que de 1981 à 1983, la maladie se déclare presque exclusivement chez les gais. On assiste alors à l'« homosexualisation » du sida, la première des trois phases qui subdivisent l'épidémie, selon René Lavoie. Par la suite, de 1983 à 1985, le virus se propage chez d'autres groupes à risque : les « Quatre H », soit les homosexuels, les hémophiles, les héroïnomanes et les Haïtiens. En 1985, on sait désormais que les hétérosexuels peuvent tout aussi bien contracter le virus. Cette dernière période correspond donc à ce que l'on a appelé la « déshomosexualisation » du sida « [...] ayant pour but de maximiser la sympathie du public afin d'amasser plus d'argent pour la recherche, la prévention et les services de soins<sup>89</sup> », note René Lavoie. L'homosexualité est alors stratégiquement évacuée des discours concernant le VIH/sida. À cet effet, Lavoie présente un autre schéma évolutif, élaboré par Daniel Defert, qui s'adresse plus particulièrement à la réalité homosexuelle et qui se divise aussi en trois temps. Bien avant l'épidémie donc, les gais dispersés amorcent leur mouvement de libération. Ils se forgent une identité collective et développent un sentiment d'appartenance. On les tolère, les accepte. Lorsque l'épidémie survient, ils sont ainsi plus facilement pointés du doigt parce que collectivement plus visibles. La deuxième phase est celle de la mise en place des premières structures de soutien pour venir en aide aux sidéens et pour diffuser de l'information préventive. Ceux qui s'impliquent à cette étape ne sont pas ceux qui ont milité auparavant dans le mouvement de libération gaie, pour des raisons générationnelles ou d'essoufflement et de lassitude. La dernière phase concerne la question complexe de l'identité gaie et se résume ainsi : entre deux maux, la maladie ou l'homosexualité, l'un s'avère plus avouable que l'autre... Et ce sera la maladie ! Car malgré les progrès et les avancées concernant leurs droits, nombreux sont les gais qui préférèrent taire leur orientation sexuelle par crainte d'incompréhension et de discrimination. Ils avouent leur maladie afin d'obtenir l'aide médicale nécessaire, mais ne parlent pas de leur orientation sexuelle. Ce silence fut entretenu par de nombreux gais infectés par ce virus et les confina dans la solitude et l'isolement. L'exemple de l'acteur américain Rock Hudson, mondialement connu, est

---

<sup>89</sup> René Lavoie, « Deux solitudes : les organismes sida et la communauté gaie », in Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (dir. publ.), *op. cit.*, p. 339-340.



avocat à cet égard. Atteint du VIH/sida dans les premiers temps de l'épidémie, il ne reconnut jamais son homosexualité. Malgré des signes visibles de la dégradation de son état de santé, il attendit d'être hospitalisé pour divulguer sa maladie en 1985. Une révélation qu'il fit faire par son attachée de presse quelques mois avant sa mort et qui eut l'effet d'une bombe. Comme le VIH/sida était directement lié à l'homosexualité dans l'esprit de plusieurs, nombreux furent surpris que l'un des plus grands sex-symbols du cinéma américain soit gai... Malgré tout, cette déclaration permit de sensibiliser le grand public à cette terrible maladie. Ce mutisme serait destructeur tant sur le plan social qu'individuel. Il est « [...] d'autant plus [destructeur] que la légitimité accordée au Sida, dans les milieux médical et scientifique notamment, ne [s'est pas étendu] à l'homosexualité<sup>90</sup> », explique l'américain Walt Odets, cité par Lavoie. Les institutions médicales auraient opté pour des stratégies d'interventions généralistes plutôt que de s'adapter aux besoins et à la réalité de la population fortement atteinte : les gais. De son côté, René Lavoie affirme même que le soutien financier, en lien avec la prévention et les services de santé offerts aux gais, n'a nettement pas été suffisant, contrairement à la croyance populaire. Il avance comme argument le peu d'argent octroyé aux gais montréalais atteints du VIH/sida pendant longtemps :

À preuve, entre 1992 et 1995, à peine 15 % des fonds affectés au travail de prévention dans l'île de Montréal ont été dépensés auprès de la communauté gaie; en 1996, les homosexuels représentaient pourtant 72 % des cas de sida déclarés dans la région métropolitaine.<sup>91</sup>

Cette situation n'a pas été uniquement observée au Québec. Malgré ce manque de fonds, de nombreuses associations gaies, des cabinets médicaux spécialisés et d'autres organismes voient le jour à Montréal et dans tout le Québec afin de contrer la propagation du virus dans la communauté gaie, usant d'imagination pour sensibiliser les populations à risque et pour collecter argent et ressources humaines. Au centre de tout cela, la notion de « safe sex » émerge des campagnes de sensibilisation et de prévention qui, encore aujourd'hui, s'avèrent plus qu'essentiels. Même si on apprend que tous peuvent être contaminés, hétéro ou homo, un travail de sensibilisation auprès de la population est nécessaire. Parallèlement, les efforts pour contrer les préjugés envers les gais doivent être redoublés. Malgré l'adversité, les gais

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 341.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 342.

montréalais s'organisent. Ils s'unissent dans une nouvelle lutte afin de contrer les préjugés. Le choc causé par le VIH/sida a donc comme effet de solidifier leurs liens et de leur faire prendre conscience de la fragilité de leur statut.

#### 4.1.3 L'économie

Dans les années 1980, l'individualisme prime. Cette conception politique, sociale et morale discutée dès les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles place les droits, les intérêts et la valeur de l'individu au-dessus de ceux du groupe, de la communauté. Ainsi affranchi, l'individu qui n'est plus sous l'emprise d'un groupe quelconque peut alors espérer sa pleine émancipation, viser son bonheur personnel. Cet individu est malgré tout conscient qu'il fait partie d'un tout, il a même le devoir de s'interroger sur sa place et sur son rôle dans la société. Toutefois, cette place et ce rôle ne lui sont plus dictés. L'individualisme ou l'affirmation de l'individu n'est donc pas incompatible avec la vie en société... c'est, au contraire, un moyen d'assurer sa viabilité. Dans les années 1980, parallèlement à l'individualisme, les idées économiques libérales sont à leur apogée. Les politiques économiques conservatrices de Ronald Reagan (1981-1989) aux États-Unis, tout comme celles de Mme Thatcher (1979-1990) en Angleterre, marquent la vague du libéralisme économique moderne mais provoquent le recul des idées « libérales » aux plans social et moral en Occident. Cette « révolution conservatrice » menée par ces deux pays succède à deux chocs pétroliers aux répercussions importantes. Elle se base, au plan économique, sur les théories de l'École de Chicago (Milton Friedman et Arthur Laffer), entre autres : coupes drastiques dans les dépenses publiques, diminutions massives d'impôts, démantèlement de l'État providence, hausses des taux d'intérêt et ouverture économique aux capitaux étrangers. Sur le plan social, l'application de ces mesures économiques cause plusieurs problèmes : précarité de l'emploi et protection sociale désuète. Au Québec, après la défaite du référendum de 1980, un climat de morosité sociale s'installe. Ce sentiment sera amplifié par trois événements historiques : 1) le rapatriement de la Constitution canadienne en 1982 par le gouvernement de Pierre Elliot Trudeau sans l'accord du Québec; 2) l'échec de l'Accord du lac Meech en 1990 alors que René-Lévesque soutient le Parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney dans son effort de réformer le fédéralisme canadien par la mise en avant du « beau risque » et 3) l'échec de l'accord de

Charlottetown en 1992. Bien sûr, cette morosité ambiante n'épargne pas la communauté gaie montréalaise déjà ébranlée par l'épidémie du VIH/sida, mais restée solidaire.

#### 4.1.4 Les droits des gais

Le Québec est la toute première province canadienne à inclure dans sa charte des droits une clause qui interdit la discrimination vis-à-vis l'orientation sexuelle (1977). Ce motif de discrimination ne sera toutefois pas inclus dans la Charte canadienne des droits adoptée en 1982 mais le sera seulement en 1996, soit près de vingt ans plus tard, à la suite d'une décision d'un tribunal. En 1977, la clause québécoise permettait à la communauté gaie montréalaise d'espérer la pleine acceptation de sa différence, mais force est de constater qu'elle devra essuyer les revers d'une épidémie pour dépasser l'étape d'une encore trop fragile tolérance. Cette acceptation, même si elle n'est pas répandue au sein de la société dans les années 1980, sera plus tangible dans les années 1990 grâce à la création de la Charte québécoise et aux modifications apportées à la Charte canadienne.

### 4.2 LA PRESSE ÉCRITE

#### 4.2.1 La presse généraliste

Au début des années 1980, la presse généraliste québécoise relate la découverte du VIH/sida avec plus ou moins de tact. La panique provoquée par l'apparition de cette nouvelle maladie explique peut-être cette réaction. De nombreux préjugés refont surface, éclipsant en quelque sorte le travail de sensibilisation aux réalités gaies amorcé dans la décennie précédente. Avant ce triste épisode, l'éditorial du vingtième numéro du *Berdache* (mai 1981) signé par le collectif de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ) se réjouit et se questionne sur l'évolution de la couverture de l'homosexualité dans les médias généralistes :

Bien sûr l'ADGQ a passé et passe par ses crises, qu'elles soient existentielles comme par le passé ou la croissance comme aujourd'hui (sic). Mais les choses ont grandement évolué depuis 1976, comme le mouvement a grandement évolué depuis 1971. Un indice : il y a dix ans on cherchait à peine dans les médias, une

référence sérieuse à l'homosexualité, plus souvent que besoin on la retrouvait dans la section des faits divers. Aujourd'hui notre présence dans les médias est significative. N'est-ce pas le fruit de l'existence vigoureuse d'un mouvement militant qui exige d'avoir sa place sur la scène publique ?<sup>92</sup>

Ce 20<sup>e</sup> numéro comprend un « Dossier anniversaire »; un anniversaire double : celui de la naissance dix ans auparavant du Front de libération homosexuel (FLH) et celui cinq ans auparavant du Comité homosexuel anti-répression (CHAR) débouchant sur la création de L'Association pour les droits des gai(e)s du Québec (ADGQ). Parallèlement et toujours dans ce même numéro anniversaire du *Berdache*, la section « Action/Information » fait part des opinions de divers acteurs médiatiques qui réfléchissent au « sort réservé à l'information gaie » dans les médias généralistes, plus particulièrement dans la presse écrite. Les propos de ces hommes apportent des indications sur la manière dont cette presse écrite traite de l'homosexualité dans les années qui précèdent l'épidémie du VIH/sida. Les réflexions du militant gai Jean-Michel Sivry vont ainsi :

D'après [Jean-Michel Sivry] « l'éducation et l'information non déformée des réalités gaies ne peuvent pas être promues par les mass-médias ». Les mass-médias axés sur des principes économiques semblent muselés par les tabous et les préjugés en matière de droits des minorités. « Il n'y a aucune raison, [explique Jean-Michel Sivry], pour que les préjugés véhiculés dans l'opinion ne soient pas reflétés dans les salles de rédaction.<sup>93</sup> »

Cette opinion renforce nos observations du chapitre précédent soulignant l'importance des publications dites parallèles. Et Jean-Michel Sivry poursuit en expliquant le silence des journalistes de la presse écrite généraliste, gais ou pas, par un phénomène d'auto-répression menant à l'acceptation de la sous-représentation des réalités gaies comme étant une chose normale. Il suggère également qu'il existe un climat de répression maintenu par ceux qui détiennent le pouvoir, citant en exemple Claude Ryan, l'éditorialiste et le directeur du quotidien *Le Devoir* qui défend des valeurs plutôt traditionnelles. Jean-Michel Sivry croit aussi que des contraintes économiques sont à l'origine de ce mutisme car les médias généralistes dépendent des revenus de la publicité fournis par des gens d'opinion

<sup>92</sup> Le collectif de l'ADGQ, « Éditorial », *Le Berdache*, no 20, mai 1981, p. 3.

<sup>93</sup> Le collectif de l'ADGQ, « Le traitement de l'information sur l'homosexualité dans les médias », *Le Berdache*, no 20, mai 1981, p. 17.

conservatrice. D'où l'importance, d'après lui, d'une alternative à l'expression gaie par les médias spécialisés, alternative qui a tout de même ses limites « [...] [prêchant] finalement à des convertis, sans réussir à informer un public plus large sur les réalités homosexuelles.<sup>94</sup> » Pour sortir de cette impasse, Yves Rochon du *Journal de Montréal* avance une autre solution dans ce 20<sup>e</sup> numéro de *Berdache*, celle de plutôt « travailler les mentalités de l'intérieur ». S'inspirant de son expérience comme journaliste gai travaillant au sein d'un média généraliste, il croit que l'individu peut faire changer les choses par ses interventions. Il cite en exemple une politique de son quotidien qui – à sa demande ? – exclut les mots « tapette » et « fifi » depuis 1979. Toutefois, il concède aux lecteurs le pouvoir d'influencer le contenu des médias. D'après Yves Rochon, cette influence peut expliquer la lenteur des médias généralistes à aborder de telles questions. Un autre intervenant, Marc Morin de l'Agence de presse canadienne (PC), place également l'individu au centre de cette discrimination. Selon lui, les décisions individuelles mènent à choisir telle ou telle nouvelle dans une salle de presse et la nouvelle doit être suffisamment « grosse » pour qu'elle soit publiée. Marc Morin déplore que son agence ne puisse pas choisir le titre de ses articles, ce choix étant réservé aux chefs de pupitre et aux rédacteurs en chef des journaux qui privilégient des titres qu'il qualifie de « sensationnalistes ». Un autre intervenant, Jean Baillargeon du Conseil de presse du Québec – conseil créé en 1973 afin d'assurer le droit et l'accès à l'information et la liberté d'opinion dans la presse québécoise – donne à son tour une indication concernant « le sort réservé à l'information gaie » dans la presse écrite généraliste en 1981. Selon Jean Baillargeon, qui se dit à l'écoute du public dans l'exercice de ses fonctions, seule la vigilance des citoyens peut faire une différence car seuls les lecteurs possèdent le moyen de dénoncer des situations discriminatoires. Cependant, le Conseil de presse n'ayant aucun pouvoir formel de sanction, il doit, avant d'agir, recevoir les plaintes du public lesquelles, avant de lui être acheminées, doivent préalablement être acheminées aux journaux...

Comme nous venons de le voir, la presse à grand tirage, confrontée à l'épidémie du VIH/sida et limitée par certaines de ses composantes, semble essuyer un retard, comparativement aux avancées des gais au Québec. Son influence est néfaste et ne fait qu'entretenir les préjugés habituels. De nouveau, la discrimination des gais se fait selon des critères médicaux :

---

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 17.

auparavant, c'était la maladie mentale et ce, jusqu'en 1972, date à laquelle l'Association des psychiatres américains retira l'homosexualité de sa liste des maladies mentales, aujourd'hui, c'est comme agent de transmission du sida. Force est de constater que si la couverture de l'homosexualité est plus importante, elle est aussi plus négative, présentant les gais comme un grave danger pour la société. Howard S. Becker et Erving Goffman ont vu juste en rendant compte de la fragilité de la perception de la population envers les groupes minoritaires. Ironiquement, c'est aussi à ce moment-là que des progrès juridiques permettent d'entrevoir la pleine acceptation du fait homosexuel et que la presse gaie est la plus florissante. Les gais ont désormais leur Village, un village qui possède maintenant ses journaux...

#### 4.2.2 La presse gaie

Peu avant la fin de l'aventure du *Berdache*, des magazines mensuels à vocation plutôt commerciale voient le jour, faisant écho aux diktats de l'économie de marché. Les revues *Attitude*<sup>95</sup>, *Sortie*<sup>96</sup> et *RG*<sup>97</sup> sont les principales. Une partie de l'équipe de rédaction du *Berdache* fonde *Sortie* et une autre *RG*. Quant au magazine *Fugues*<sup>98</sup>, son arrivée en 1984 semble changer la donne. Cette publication poursuit le travail journalistique gai effectué dans les années 1970. Suivant de peu l'avènement du VIH/sida, ce mensuel montréalais jouera, entre autres, un rôle essentiel pour la communauté gaie touchée de plein fouet par cette épidémie. Dans le numéro spécial soulignant le 20<sup>e</sup> anniversaire de *Fugues* en 2004<sup>99</sup>, le journaliste Denis-Daniel Boullé, membre de l'équipe éditoriale depuis 1996, dresse la liste des divers aspects de la publication : journal militant, journal communautaire, magazine mode de vie, magazine Sida, magazine intellectuel et magazine de nuit... Jean-Guy Côté, correspondant à Québec depuis 1995, rapporte les premiers balbutiements du magazine et son évolution :

<sup>95</sup> Selon les Archives gaies du Québec (AGQ), la revue *Attitude* est publiée d'octobre 1978 à mars 1987 par P.M.A. Inc.

<sup>96</sup> Selon les Archives gaies du Québec (AGQ), la revue *Sortie* est publiée d'octobre 1982 à juin 1989 pour un total de 63 numéros par cinq éditeurs différents au fil du temps.

<sup>97</sup> Selon les Archives gaies du Québec (AGQ), la revue *RG* (publiée depuis février 1984) fait suite à la revue *Rencontres gaies* (de 1982 à décembre 1983 pour un total de 17 numéros), toutes deux publiées par les Éditions Homeux. La revue *RG* est, avec le *Fugues*, la seule publication mensuelle gaie publiée depuis les années 1985 encore existante. On note par contre que le *RG* se démarque par son aspect beaucoup moins commercial et ce, encore aujourd'hui.

<sup>98</sup> Revue publiée par Les éditions Nitram depuis avril 1984.

<sup>99</sup> Certains articles de ce numéro spécial sont toujours disponibles en ligne sur le site Internet du *Fugues*.



À ce propos, il faut signaler l'esprit aventureux du fondateur de la revue, Martin Hamel (qui en fut l'éditeur jusqu'en 2002), qui avait pris un risque que plusieurs vouaient à l'échec et qui croyait fermement à la nécessité d'une telle revue. Il avait vu juste, car à l'époque tout était à faire. La communauté s'organisait, se structurait et affirmait de plus en plus sa visibilité. Il a pris le train au bon moment.<sup>100</sup>

Louis Godbout, militant gai, membre et ancien président des Archives Gaies du Québec, poursuit :

*Fugues* se voulait modeste et ne prétendait pas être autre chose qu'un véhicule publicitaire pour les établissements gais. Néanmoins, dès les premiers numéros, on sent déjà un souci de notre bien-être quand on y découvre, par exemple, des infos sur le Sida données par le Dr Réjean Thomas. Il manifeste aussi une ouverture aux organismes communautaires, ouverture qui se fera de plus en plus grande et qui demeure à ce jour essentielle. On sent cependant une grande réticence à faire de la politique, à revendiquer des droits ou même à analyser l'actualité. Mais cette première année de parution sera aussi l'année de la descente de police au bar Bud's, et *Fugues* comprend vite que publier une revue gaie dans un monde homophobe, c'est faire de la politique, qu'on le veuille ou non.<sup>101</sup>

Divers intervenants clefs de la communauté gaie montréalaise y soulignent également l'apport de la publication pour leur organisme (en terme de visibilité), mais aussi pour leur communauté... Robert J. Vézina, président de la Fondation BBCM et fondateur du Festival Black & Blue, note que « *Fugues* a fortement participé à l'essor de notre communauté et a eu un grand rôle à jouer à différents niveaux en dressant constamment un portrait réaliste de la communauté et en abordant les sujets susceptibles de l'intéresser.<sup>102</sup> » Robert Leclerc, agent de liaison avec la communauté gaie chez Miels-Québec, remercie la publication de n'avoir pas hésité à faire part à ses lecteurs du VIH/sida dès le début : « À tous les journalistes et chroniqueurs, nous aimerions vous dire merci pour vous être intéressés à d'autres choses qu'à des concours de bobettes mouillées ou de monsieur sauna de l'année.<sup>103</sup> » Robert Rousseau, directeur général d'Action Séro-Zéro, va plus loin en soulignant que « [...] la vaste distribution du magazine nous permet également de rejoindre de nombreux lecteurs qui y

<sup>100</sup> Jean-Guy Côté, « 20 ans, ça passe vite ! Mes souvenirs de *Fugues* », *Fugues*, 25 mars 2004.

<sup>101</sup> Louis Godbout, « Suivez le guide », *Fugues*, 25 mars 2004.

<sup>102</sup> Robert J. Vézina, « Fiers des succès de *Fugues* à plusieurs égards », *Fugues*, 25 mars 2004.

<sup>103</sup> Robert Leclerc, « *Fugues* a 20 ans... », *Fugues*, 25 mars 2004.

retrouvent de l'information sur la prévention du VIH, qui autrement serait sans doute moins accessible dans leur milieu, ou pour qui le magazine constitue souvent la première porte d'entrée dans le monde gai<sup>104</sup> ». Yvon Goulet, artiste en art visuel, en plus de remercier le magazine d'avoir soutenu les démarches artistiques des artistes gais, remarque qu'il « [...] nous démontrait qu'être gai allait de soi. On n'avait plus besoin de se justifier. Désormais, nous pouvions devenir enfin une communauté, ce qui a été grandement aidé par les articles que l'on retrouvait dans *Fugues*<sup>105</sup> ». Au début des années 1990, le contenu des périodiques gais connaît une « [...] une grande évolution et s'attarde dorénavant autant aux aspects politiques qu'à ceux relatifs à la vie quotidienne.<sup>106</sup> »

#### 4.3 SYNTHÈSE

En février 1982, les bars et les commerces gais majoritairement situés à l'ouest de la ville migrent vers le quartier Centre-Sud de Montréal. On assiste à la création du Village gai qui connaîtra une forte période de croissance en 1984-1985. De nombreux établissements gais – bars, cafés, restaurants et boutiques – viendront s'y greffer. Il s'agit du premier secteur de la métropole où l'homosexualité masculine s'affiche ouvertement. Plusieurs raisons expliquent cette migration : des loyers très abordables tant pour les entrepreneurs que pour les individus, un nombre considérable d'infrastructures disponibles et attrayantes et la présence de deux grands bars gais populaires en 1984, le Max et le K.O.X. Ce nouveau quartier gai constitue un espace de liberté et de résistance à l'homophobie. Il est désormais possible d'y vivre son homosexualité sans se cacher. Dorénavant, il sera le symbole de l'affirmation de la collectivité gaie et l'indicateur de la reconnaissance accrue de leurs réalités sociales au Québec. Pour reprendre le concept de « carrière déviante » de Howard S. Becker, la communauté gaie de Montréal, à l'instar de l'individu déviant, cristallise son identité par la création et l'appropriation de ce quartier. Le Village gai représente l'aboutissement d'un groupe qui, dans un premier temps, a transgressé une norme, puis affirmé sa déviance et qui désormais adopte de plus en plus une identité et un genre de vie radicalement déviant. Conformément à Becker, ceci est rendu possible par une transformation majeure de la société

<sup>104</sup> Robert Rousseau, « *Fugues* et Séro-Zéro : réunis pour la même cause », *Fugues*, 25 mars 2004.

<sup>105</sup> Yvon Goulet, « Merci et félicitation ! », *Fugues*, 25 mars 2004.

<sup>106</sup> Benoît Migneault, *loc. cit.*, p. 5.



et de ses institutions. Même si certains militants dénoncent le caractère trop commercial du Village gai, il contribue néanmoins à la visibilité de la communauté gaie dans la société québécoise.

Au début des années 1980, cette communauté se heurte à un nouvel « ennemi » : le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). On meurt par centaines. Un effet de panique s'en suit et la communauté gaie de Montréal craint les préjugés. Parce qu'ils semblent constituer maintenant une menace pour la santé, la perception que les gens ont des gais est profondément modifiée. Pour reprendre l'expression de Becker, les gais sont dorénavant « doublement déviants » : en raison de leur homosexualité et de « leur » nouvelle maladie. En plus d'avoir un comportement sexuel perçu comme étant douteux, les voilà punis aux yeux de la population pour qui l'homosexualité est contre nature : on ne peut avoir et tolérer un tel comportement sans en subir les conséquences. L'homosexuel, débarrassé un instant du préjugé voulant que l'homosexualité soit une maladie mentale, redevient discrédité, doublement stigmatisé pour reprendre le concept élaboré par Erving Goffman. De nouveau, comme l'a expliqué Goffman, les gais séropositifs entretiennent l'idée qu'ils ne pourront jamais être sur le même pied d'égalité que le reste de la société. Le risque de repli sur soi réapparaît d'autant plus que de 1981 à 1983, la maladie se déclare presque exclusivement chez les gais. Malgré les progrès et les avancées des luttes gaies, des gais malades préférèrent taire leur orientation sexuelle craignant la discrimination. Réapparaissent effectivement toutes les tactiques évoquées par Goffman pour contrôler les informations au sujet de leurs stigmates. Même s'ils avouent leur maladie afin d'obtenir l'aide médicale nécessaire, ceux qui ont contracté le VIH/sida ne parlent pas de leur orientation sexuelle. Ce silence est destructeur, tant sur le plan individuel que sur le plan social. La maladie renforce la propension des gais à l'auto-oppression. Un travail de sensibilisation auprès de la population se doit d'être fait et les efforts pour contrer les préjugés envers les gais, redoublés. Travail qui semble avoir porté ses fruits car dans les années 1990, l'information sur le VIH/sida semble être traitée différemment dans la presse écrite généraliste et perçue de même par la population mieux informée. On sait maintenant que le VIH/sida n'est pas exclusivement une « maladie d'homosexuels ».

La présence de l'homosexualité dans les médias du début des années 1980 est significative et elle résulte du mouvement de libération des gais de la décennie précédente. Ce qui ne signifie pas pour autant que les préjugés soient disparus. Il est difficile de trouver dans les médias de masse d'alors de l'information concernant des réalités gaies qui n'est pas « déformée », comme le démontrent les propos tenus dans le vingtième numéro du *Berdache*. Des pressions diverses – l'idéologie conservatrice de ceux qui détiennent les médias, des annonceurs qui fournissent une partie des capitaux, le peu d'ouverture d'esprit ou d'initiative des journalistes et les critiques provenant de lecteurs – entretiennent la présence de préjugés dans cette presse à grand tirage. Si certaines personnes dénoncent le caractère commercial des nouveaux magazines gais qui apparaissent dans les années 1980, le développement d'une alternative à l'expression gaie par le biais des médias spécialisés, surtout lors de l'apparition de la maladie, permet de diffuser une information juste et non discriminatoire sur les réalités vécues par la communauté gaie. Mais comment arriver à informer un public plus large sur les réalités homosexuelles ? Voici le défi de taille que remportent ces publications gaies à vocation plus commerciale en élargissant leur champ d'intérêt, tout en assurant une couverture crédible. En 1984, le magazine *Fugues*, dont la création suit de peu l'avènement du VIH/sida, joue un rôle rassembleur essentiel pour cette communauté touchée de plein fouet. Il revêt plusieurs fonctions, étant à la fois un journal militant, communautaire, mode de vie, sida, intellectuel et de nuit. En multipliant ces champs d'intérêt, il ouvre la porte aux annonceurs non gais. Avec un tirage important et une diffusion sortant des limites du Village gai, le *Fugues* se donne les moyens d'assurer sa pérennité et un travail journalistique de qualité.

## CHAPITRE V

### ENTRE L'OMBRE ET LA LUMIÈRE

#### 5.1 CONTEXTE

##### 5.1.1 Une pandémie endémique

Le VIH/sida fait encore des victimes dans les années 1990. Encore aujourd'hui, il est présent partout sur le globe (pandémie). La maladie se manifeste de manière constante malgré les ans qui passent (endémie). Le nombre de cas croît toujours, surtout dans les pays dits « en voie de développement ». La situation se stabilise dans les pays plus riches qui ont pu miser sur des campagnes de sensibilisation et de prévention (notion de « sécurisexe »). Dotés d'un traitement permettant d'augmenter considérablement l'espérance de vie, les séropositifs sont toutefois loin de pouvoir compter sur un vaccin préventif ou un remède curatif. La « trithérapie anti-VIH », moyen le plus efficace à ce jour pour stabiliser la maladie, n'a pas que des avantages. Cette médication est contraignante et ses effets incertains : « Jusqu'à 30 pilules par jour (parfois même plus); contraintes d'horaire et alimentaires; effets secondaires toxiques et complications; résistance aux médicaments pour plusieurs.<sup>107</sup> » Au Québec, de nombreux intervenants du milieu redoutent un effet de « banalisation du VIH-sida » causé par l'existence de ce traitement. D'autres redoutent les conséquences du retrait du cours de Formation personnelle et sociale (FPS) qui n'est plus dispensé à l'école secondaire, réitérant par le fait même leur inconditionnel appui à toutes démarches préventives. Rappelons qu'au Québec, « il y aurait 20 000 personnes séropositives; plus de 6 000 d'entre elles sont atteintes du sida; 30 % des personnes vivant avec le VIH sont hétérosexuelles; 1 adulte sur 160 à Montréal serait infecté; le Québec compte 50 % des cas de Sida chez les femmes et les enfants au Canada; il est estimé que

---

<sup>107</sup> Informations tirées du site Internet de la Fondation Farha. Fondée en 1992 par Ron Farha alors atteint du Sida qui en meurt l'année d'après, la fondation se considère « chef de file québécois en collecte de fonds pour venir en aide aux hommes, femmes et enfants » devant vivre avec le VIH/Sida.

1 500 personnes vont devenir séropositives cette année... 4 personnes par jour... 1 personne à toutes les 6 heures.<sup>108</sup> » Derrière ces chiffres se cache une réalité plutôt terne pour les personnes vivant avec le VIH/sida et souffrant « d'isolement, d'exclusion et de pauvreté<sup>109</sup> ». Tant dans la presse écrite généraliste que dans la presse gaie, le VIH/sida reste un sujet grandement couvert. Avec le temps, les grands quotidiens améliorent considérablement leur façon de traiter les faits. Les préjugés tombent. Quant aux médias gais, chaque parution relate un aspect de cette maladie qui touche les gais.

### 5.1.2 La politique et les droits des gais

Les politiciens québécois n'ont pas tendance à afficher publiquement leur orientation sexuelle avant les années 1980-1990. Il en va de leur avenir politique dans ce monde qui ne laisse pas de place aux gais. Claude Charron, élu député du Parti québécois dans Saint-Jacques en 1970, 1973, 1976 et 1981, n'a jamais parlé à l'époque de son homosexualité aux médias. Une telle confession aurait certainement nui à sa carrière politique. Les politiciens homosexuels restent silencieux. Toujours en politique provinciale, André Boulerice, député de Sainte-Marie–Saint-Jacques (circonscription englobant le Village gai) de 1985 à 2005, a lutté pour les droits des gais au Québec. Ouvertement homosexuel, il est un des premiers politiciens à s'être affiché comme tel. En 2002, il contribue à l'adoption de la loi 84 qui confère aux conjoints de même sexe des droits jusqu'alors réservés qu'aux couples hétérosexuels. Au cours des ans, il sera de plus en plus possible de faire son *coming out* sans craindre de perdre son poste et même de jouer un rôle positif pour les droits des gais. Svend Robinson est le politicien fédéral pour qui la communauté gaie a le plus de sympathie. Député du Nouveau parti démocratique (NPD) en Colombie-Britannique de 1979 à 2004, il est reconnu pour ses luttes progressistes remarquées (droits des homosexuels, suicide assisté, conservation des forêts, brutalité policière et l'autonomie palestinienne, entre autres). Il est le premier député fédéral à avoir affirmé son homosexualité. Toujours sur la scène politique fédérale, Réal Ménard, député du Bloc québécois dans Hochelaga-Maisonneuve depuis 1993,

<sup>108</sup> Informations tirées du site Internet de la Fondation Farha provenant du Programme de surveillance du VIH-Sida au Québec, Direction de la santé publique, *Portrait de l'infection par le VIH et du Sida au Québec*, décembre 2002.

<sup>109</sup> Informations tirées du site Internet de la Fondation Farha.

est une autre figure politique importante pour la cause homosexuelle. Il s'est d'abord fait remarquer par sa sortie publique, puis par son travail pour la reconnaissance des conjoints de même sexe et pour ses prises de positions sur la pauvreté, la prostitution, l'industrie pharmaceutique et la politique nationale sur le sida. Signe que les temps ont changé, le Parti libéral du Canada (PLC) mène à terme le projet de loi sur le mariage entre conjoints de même sexe. Le 28 juin 2005, le Canada devient le troisième pays après la Belgique et les Pays-Bas à légaliser les mariages entre conjoints de même sexe. Si les chefs des différents partis politiques fédéraux – Gilles Duceppe (Bloc québécois) et Jack Layton (NDP) qui ont toujours supporté le projet de loi – se réjouissent de ce dénouement, les conservateurs de Stephen Harper reçoivent la nouvelle péniblement. Au Québec, la course à la chefferie du Parti québécois à l'automne 2005 a aussi soulevé de nombreuses questions sur la possibilité de voir le favori André Boisclair, homosexuel déclaré, à la tête du gouvernement du Québec. Ce débat serait-il le signe que les mentalités n'auraient pas totalement suivi les avancées juridiques en matière d'homosexualité ? À moins que ce soit plutôt l'aveu de sa consommation de cocaïne alors qu'il était ministre qui éveille les soupçons face à sa capacité d'occuper une telle fonction ? Quoi qu'il en soit, des politiciens font désormais le choix de déclarer publiquement leur homosexualité. Une telle confession publique n'a plus le même impact qu'au début des années 1980...

### 5.1.3 La culture gaie

Dans les années 1990, le rayonnement de la culture gaie constitue également un autre signe que la communauté gaie montréalaise – et mondiale – s'est émancipée. La majorité hétérosexuelle s'ouvre également à cette différence. Dans de nombreuses sphères artistiques, les gais deviennent des modèles de créativité et de réussite. Ce constat indique combien les homosexuels sont de mieux en mieux perçus de nos jours. La presse écrite généraliste a certainement servi à mousser cette renommée et à rehausser l'image des gais auprès de la population en général. Mais cette presse écrite n'est plus seule à occuper le paysage médiatique québécois. Avec l'avènement d'Internet, la presse électronique émerge et son influence empiète sur celle de la presse écrite. En quelques secondes, il est désormais possible d'accéder à une mine d'informations. La presse électronique permet aussi

d'augmenter largement la visibilité de ces modèles gais auprès de la population. Rapidement, ce média se démocratise et de nombreuses personnes peuvent avoir accès à cette encyclopédie virtuelle, à cette culture. Artistes et autres personnalités gaies découvrent et utilisent ce moyen de communication puissant. Les homosexuels du monde entier forment maintenant une communauté gaie virtuelle qui partage des référents culturels communs. Cette culture gaie est aussi diffusée au moyen d'une presse électronique gaie qui accroît sa visibilité. Entre-temps, d'autres médias de masse s'ouvrent au fait homosexuel. Par exemple, la télévision montre de plus en plus de personnages homosexuels et aborde la culture gaie comme tout autre sujet. Elle offre des représentations de moins en moins stéréotypées et présente la culture gaie sans préjugés. Selon les décennies, les téléromans ont suscité toute la gamme des émotions. Avec le temps, ils ont montré des personnages gais de moins en moins stéréotypés et de plus en plus présents. Du téléroman *Le paradis terrestre* (septembre 1972), retiré des ondes dès le premier épisode après que des téléspectateurs se soient plaints d'une scène où deux hommes se tiennent par la main, à *La vie, la vie* (2000-2001), présentant les hauts et les bas d'un couple gai (Vincent Graton et Pierre Gendron), c'est plus d'une dizaine de personnages gais qui vivent quotidiennement sous nos yeux au petit écran. *Le cœur à découvert* de Michel Tremblay (2003), fait découvrir pour la première fois le quotidien d'un couple gai établi et de leurs ami(e)s (Gilles Renaud et Michel Poirier). De 1998 à 2003, *Sortie gaie*, animée par André Montmorency est une émission d'information portant uniquement sur la culture gaie québécoise dans toute sa diversité. Elle remporte un franc succès sur les ondes de Canal Vie. Le cinéma et le théâtre permettent également de présenter les gais de multiples façons, dressant un portrait beaucoup plus réaliste et complet. Aidés par les médias de masse, les gais se forgent la réputation d'être des précurseurs en matière de mode par exemple. Des personnalités reconnues mondialement font preuve d'avant-gardisme et servent de modèles aux nouvelles générations : Karl Lagerfeld et Jean Paul Gaultier pour ne nommer que ceux-là. Le Québec compte également son lot de créateurs de mode dont Philippe Dubuc. Des stars internationales affichent leur homosexualité (Elton John). D'autres jouent sur l'ambiguïté et la provocation pour se construire une image qui détonne et intrigue (Madonna). Et la liste des personnalités publiques – toutes disciplines et pays confondus – ainsi reconnus de leur vivant ou après leur décès est longue et traverse littéralement le siècle. Certains font preuve de plus d'audace que d'autres, mais grâce à l'évolution des mentalités,

les artistes gais qui le souhaitent peuvent maintenant s'afficher sans crainte. Le Québec compte son contingent de personnalités publiques affirmées : de Clémence Desrochers à Yves Jacques, en passant par Rufus Wainwright, Robert Lepage, Alex Perron, Michel Tremblay, Daniel Pinard et Dany Turcotte. Chacun à sa manière et dans des circonstances différentes a fait l'actualité à cause de son homosexualité. Autant de cas de figure qui, par le biais des médias de masse généraliste et gais, ont permis de faire reculer l'homophobie et de démystifier l'homosexualité. Maintenant, de nombreuses personnalités associent sans hésiter leur nom à des organismes gais afin de promouvoir leur cause (Mireille Deyglun et Gilles Renaud pour le GRIS-Montréal<sup>110</sup>). On assiste parfois à quelques dérapages médiatiques qui suscitent des débats sur la place publique et qui placent certains intervenants dans de fâcheuses positions (Normand Brathwaite/Daniel Pinard sur l'humour envers les gais, Denise Bombardier/Louis Godbout<sup>111</sup> sur la tolérance et plus récemment, Yvon Picotte/André Boisclair<sup>112</sup>).

Des dizaines d'autres événements comme les *raves* (le *Black&Blue* en tête et les autres partys gais, sans oublier les *after-hour* – le Area et le Stéréo), le Festival international

---

<sup>110</sup> « Le Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale gaies et lesbiennes de Montréal (GRIS-Montréal) est un organisme communautaire sans but lucratif dont la mission générale est de favoriser une meilleure connaissance des réalités homosexuelles et de faciliter l'intégration des gais et lesbiennes dans la société. Comme pour la lutte contre le racisme, l'intégration d'une minorité dans la société ne peut se faire qu'en cherchant à éliminer l'ignorance et les préjugés. Or, l'école est un milieu où les valeurs des jeunes prennent forme et où l'ignorance cède la place à la connaissance. Le GRIS-Montréal a donc choisi de s'adresser principalement aux jeunes afin d'offrir en priorité au milieu scolaire ses services de démystification de l'homosexualité », selon le site Internet de l'organisme qui existe depuis 1988.

<sup>111</sup> « Dans une toute récente décision, le Conseil de presse du Québec blâme Radio-Canada dans l'affaire de l'entrevue de madame Denise Bombardier sur le mariage gai, à la suite d'une plainte déposée par monsieur Martin Fréchette avec l'appui de la Fondation Émergence. On se souviendra qu'il s'agit d'une "entrevue confrontation" à l'émission *Le Point* du 16 septembre 2003. La plainte était principalement fondée sur deux motifs : 1) un manque d'impartialité et d'objectivité de la part de la personne qui mène l'entrevue; et 2) une entrevue basée sur des faits non vérifiables où l'animatrice a donné préséance à son point de vue personnel », peut-on lire dans un communiqué de la Fondation Émergence en ligne sur le site Internet de Gai Écoute en date du 20 février 2004. Rappelons que Denise Bombardier ne travaille plus à la Société Radio-Canada depuis cette entrevue avec Louis Godbout des Archives gaies du Québec (AGQ).

<sup>112</sup> « Au cours des derniers jours, l'actualité a fait grand état de l'orientation sexuelle de monsieur André Boisclair, chef du Parti québécois. On se rappellera que, lors du conseil général de l'ADQ, le président de cette formation, monsieur Yvon Picotte, avait « dans un élan d'émotivité », tenu des propos insidieux. Même s'il n'a pas parlé ouvertement de l'orientation sexuelle de monsieur Boisclair, tous ont compris l'allusion. Il a présenté des excuses, et André Boisclair les a acceptées », résume Laurent McCutcheon, président de Gai Écoute et de la Fondation Émergence, dans une mise au point diffusée le 16 mai 2006 sur le site Internet de Gai Écoute.

Montréal en arts (FIMA)<sup>113</sup> qui en est à sa 7<sup>e</sup> édition et le Festival international de cinéma gai, lesbien, bisexuel, transsexuel & travesti (LGBT<sup>2</sup>) de Montréal, Image + Nation<sup>114</sup> qui existe depuis 1987, sont autant d'événements culturels proprement gais qui démontrent l'effervescence de la communauté gaie montréalaise et l'ouverture d'esprit de la métropole québécoise. Ils sont désormais couverts par la presse généraliste – écrite et électronique – comme tout autre événement culturel, mais aussi par de nombreux médias de masse.

Le festival de la Fierté gaie est certainement l'événement qui illustre le mieux le dynamisme culturel de la communauté gaie montréalaise de nos jours. Parce qu'il a été largement couvert par la presse généraliste depuis ses tout débuts, nous choisissons de le décrire ici plus en détail. Cet événement permettra plus loin dans ce chapitre d'illustrer les différences entre la presse écrite généraliste et la presse gaie d'aujourd'hui. Divers/Cité est donc l'organisme (à but non-lucratif) qui chapeaute les festivités. Sa mission première est de promouvoir et de développer la culture et les droits des communautés lesbienne, gaie, bisexuelle, transsexuelle et travestie. De cette mission première découlent plusieurs autres objectifs : celui de lutter contre l'homophobie et la discrimination basée sur l'orientation sexuelle ou l'origine<sup>115</sup>, celui de montrer la multitude de facettes et de talents de ces communautés et celui de mettre en valeur l'esprit d'ouverture propre à la ville de Montréal. Depuis 1993, Divers/Cité a donc pris l'initiative de souligner, « sous le signe du plaisir, de la découverte, de l'inspiration et, surtout, de la fierté » cette culture. Comme dans plusieurs grandes villes à travers le monde, Divers/Cité présente un festival reflétant la richesse et la diversité des communautés déjà énumérées, dont le point culminant de ses activités est sans aucun doute le Défilé de la fierté lesbienne, gaie, bisexuelle, transsexuelle et travestie communément appelé le « défilé de la Fierté gaie et lesbienne » communément appelé). Ces célébrations ont depuis lors pris de l'expansion en terme d'activités offertes et en terme de popularité. Cet événement culturel, aujourd'hui d'envergure internationale, constitue pour la

---

<sup>113</sup> Surnommé « le plus grand vernissage à ciel ouvert », l'événement regroupe une expo vente qui se déroulera du 29 juin au 2 juillet 2006. L'événement a lieu sur un tronçon de 1 kilomètre, fermé à la circulation automobile, rue Sainte-Catherine entre Saint-Hubert et Papineau, ainsi que rue Amherst entre Maisonneuve et René Lévesque. Cette année, accueillera plus de 160 artistes en arts visuels et métiers d'arts (propos tirés sur le site du festival).

<sup>114</sup> Voir le site Internet du festival pour plus de renseignements.

<sup>115</sup> « Faire évoluer les mentalités », souligne Divers/Cité dans les divers communiqués de presse accessibles sur son site Internet.



ville de Montréal un atout majeur. « Une force communautaire, touristique et économique », selon ses organisateurs. La tenue du défilé de la Fierté provient des mouvements de libération gais et lesbiens qui, depuis quelques décennies, se sont déployés en Occident. D'ailleurs, l'organisme Divers/Cité n'est pas à l'origine des premières manifestations de ce genre. En 1979, au Parc Lafontaine, plusieurs gais et lesbiennes s'étaient donné rendez-vous pour souligner le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'émeute de Stonewall<sup>116</sup>. Ainsi, cette « tradition » semble comporter une fonction ou un rôle unificateur. Le défilé est un espace de liberté où tous et chacun peuvent exprimer sans entrave qui ils sont. Lors du défilé, de nombreux symboles gais sont brandis. L'arc-en-ciel, symbole international de la communauté, et aussi le fameux triangle rose qui ouvre le défilé sur le char allégorique officiel de Divers/Cité. Ce symbole est l'un des plus facilement reconnaissables pour la communauté gaie et lesbienne. Lors de la Deuxième Guerre Mondiale, sous le régime nazi d'Hitler, les hommes gais arrêtés étaient marqués, telle l'étoile jaune pour les Juifs, d'un triangle rose pour identifier leur orientation homosexuelle. Depuis, la communauté gaie et lesbienne a récupéré ce symbole et a renversé sa signification. Il représente désormais la fierté et la solidarité de ceux qui ont le courage de s'identifier comme tels, ainsi que le souhait que cette situation ne se représente plus jamais. De plus, le port du ruban rouge et la minute de silence observée chaque année durant le défilé viennent rappeler que la communauté gaie a été durement touchée par le VIH/sida. Ce sont autant de raisons et de combats qui, outre le caractère festif du rassemblement, viennent motiver plusieurs membres de ces communautés à marcher dans la rue le premier week-end du mois d'août de chaque année depuis 1993. Le caractère flamboyant du défilé choque certaines personnes, peu importe leur orientation sexuelle. Paradoxalement, c'est cet aspect provocateur qui attire curieux et voyeurs. Mais cette provocation est incomprise et semble inappropriée, selon plusieurs. N'y aurait-il pas d'autres façons d'attirer l'attention ? De sensibiliser les gens à leur cause ? Vont-ils trop loin ? Le concept de carnavalisation (ou de carnavalesque) avancé par le linguiste et poéticien Mikhaïl Bakhtine (1895-1975), qui se base sur la fête populaire d'antan et sur le folklore du carnaval, pourrait expliquer de tels

---

<sup>116</sup> Dix ans auparavant, à New York, suite à une violente descente policière dans un bar du quartier qui porte ce nom, des centaines de manifestants avaient dénoncé la brutalité policière et avaient amorcé du même coup plusieurs autres rassemblements dans plusieurs autres endroits sur la planète. C'était alors le début d'une longue marche vers la reconnaissance des droits des gais et des lesbiennes.

comportements<sup>117</sup>. Ces fêtes permettaient, traditionnellement l'espace d'une journée, l'échange d'idéologies et la critique sociale. Le peuple pouvait alors s'exprimer sans craindre la réprimande. Tous participaient au carnaval : toutes les classes sociales confondues confondant toutes les classes sociales. Les sentiments refoulés pouvaient enfin s'exprimer par des parodies du système et du pouvoir. Le temps de se déguiser, le temps d'une journée, on bousculait l'ordre public, histoire de laisser échapper la pression. Le sociologue français Didier Éribon semble s'inspirer de cette idée dans son livre intitulé *Papiers d'identité, Interventions sur la question gay* :

Une *Gay Pride* chaque année avec force chars et drag queens... Une telle manifestation n'est-elle pas, à la longue, contre-productrice pour les homosexuels ? Mais la *Lesbian and Gay Pride*, c'est un défilé festif qui a lieu une fois par an, et les gens qui y participent ont bien le droit de s'amuser et de se déguiser ! Moi, ce qui me frappe, c'est plutôt que les homosexuels sont toujours obligés de se justifier de l'image qu'ils donnent. Est-ce que quelqu'un dirait que le carnaval de Rio ou les spectacles du Lido donnent une mauvaise image de l'hétérosexualité ?<sup>118</sup>

Le sociologue décrit ensuite les images stéréotypées de gais présentées à maintes reprises au cinéma et à la télévision ces dernières décennies (*La Cage aux folles* par exemple). Il note que personne ne s'indigne de ces représentations. Il souligne que c'est tout autre chose lorsque les gais défilent dans la rue, se réappropriant par dérision cette « mauvaise image » : celle qui leur a toujours été donnée. Puis, il conclut :

[...] la seule " bonne image " que les gays et lesbiennes peuvent donner d'eux-mêmes, c'est l'image de l'homosexuel qui se cache, se tait, et dit merci quand il est injurié et ridiculisé. Mais cette époque-là est terminée. [...] Ils donnent d'eux-mêmes les images qu'ils ont envie de donner. Et puisque ces images sont évidemment multiples, plurielles, changeantes, il y en a beaucoup qui ne plairont pas à tout le monde, et, d'ailleurs, qui ne plairont pas non plus à tous les homosexuels, puisque chacun d'entre eux a trop souvent tendance à penser que la seule bonne manière de vivre l'homosexualité, c'est la sienne. Mais voilà, la pluralité existe. C'est comme ça. Il faut l'accepter. Personne n'a le droit de dire aux gays et aux lesbiennes ce qu'ils doivent être, comment ils doivent s'habiller, etc.

<sup>117</sup> Mikhaïl Bakhtine, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, trad. du russe par Andrée Robel, coll. « Tel », no 70, Paris, Éditions Gallimard, 1970, 471 pages.

<sup>118</sup> Didier Éribon, *op. cit.*, p. 32-33.

Personne n'a le droit de décréter ce qu'est ou devrait être la " bonne image " de l'homosexualité.<sup>119</sup>

La provocation semble être un moyen pour les gais et les lesbiennes d'attirer l'attention sur eux et sur leur cause. Du moins, cela semble être un chemin emprunté afin de s'affirmer et de s'émanciper. Et cette stratégie ne passe pas inaperçue dans la presse écrite généraliste.

#### 5.1.4 L'argent rose

Chaque défilé de la Fierté gaie, est l'occasion pour certains gais de dénoncer la récupération de l'homosexualité à des fins commerciales. Richard Desrosiers, qui a donné un cours sur l'histoire de l'homosexualité à l'UQAM jusqu'à tout récemment, est de cet avis : « Mais il y a quand même une commercialisation du phénomène qui m'agace.<sup>120</sup> » Chars allégoriques commandités, distribution de tracts en tous genres et publicité de tout acabit bariolée des couleurs de l'arc-en-ciel jettent de l'ombre sur les nobles objectifs de l'événement. Mais n'en est-il pas de même pour tout défilé (de la Saint-Jean Baptiste à la St Patrick) ? Peut-être. Parmi le lot de préjugés qui circulent dans la population envers les gais, l'un veut que ces gars soient plus riches que les autres... Pour exprimer cette supposée richesse des gais, le terme « argent rose » circule dans les médias depuis plusieurs années, sans que des statistiques puissent appuyer ces dires. Plus scolarisés et sans enfant, ces gars auraient un pouvoir économique plus grand. Il existerait même un « pouvoir gai ». Un super lobby gai qui expliquerait les récents développements juridiques favorisant, par exemple, les mariages gais mais qui ferait aussi en sorte que, par solidarité, les gais donneraient plus facilement du travail à d'autres gais.. Concernant l'argent rose, l'article promotionnel de l'émission *Enjeux* présenté sur le site Internet de la Société Radio-Canada, résume ainsi l'état des choses :

Les gais et lesbiennes sont en pleine révolution! Qui aurait cru, il y a 10 ans, que le mariage entre conjoints de même sexe serait permis au Canada? Les droits des gais et lesbiennes ont fait un pas de géant au cours des dernières années. Mais cette

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 33-34.

<sup>120</sup> Dany Bouchard et David Santerre, « Des gais connus se posent des questions – Le défilé de la fierté gaie a-t-il encore sa place ? », *Journal de Montréal*, 24 juillet 2003.

révolution ne tombe pas du ciel. Les pressions de la communauté gaie ont été nombreuses, si bien qu'aujourd'hui, on parle de l'existence d'un lobby gai.<sup>121</sup>

Journaliste politique français ayant, entre autres, écrit sur la communauté juive, Yves Deraï est loin de nier l'existence d'un tel réseau gai influent. Mais, sans pour autant le dénoncer, il nous livre ses craintes :

En manière de synthèse, je dirais : « Vive la communauté, à bas le communautarisme. » La première console et rassure les minorités brimées ou l'ayant été, la seconde exalte les égoïstes et, à la manière d'un termites sur une poutre, ronge les piliers érodés de la paix sociale. Quand un homme ou une femme ne fréquente plus que des « comme lui », ne lit que « ses » journaux, écoute continuellement que « sa » radio, bref, n'est plus préoccupé que par « ses » intérêts particuliers, il construit « sa » prison pour s'y réfugier comme s'il s'agissait d'une forteresse assiégée. C'est ghettoïsé, coupé du monde extérieur que le communautarisme gay peut enfanter des lobbies agressifs. Il n'est d'ailleurs pas le seul concerné par cet avertissement. À vrai dire, il n'arrive même pas en tête de liste.<sup>122</sup>

Former des groupes d'influence afin de servir des causes qui permettront de garantir les mêmes droits à tous et à chacun est une chose, s'en servir à des fins personnelles en est une autre. Les gais ne seraient donc pas les seuls à user de cette dynamique nécessaire dans le contexte actuel. Il en serait peut-être de même pour cette commercialisation du fait homosexuel. Naomi Klein, dans son célèbre *No Logo*, y va d'une hypothèse qui semble pouvoir expliquer, ou du moins apporter une piste de réponse à la frustration grandissante des gais envers cette récupération commerciale qui porte le nom de « marketing identitaire ». Ce concept, qui lui aurait été « révélé » au cours de ses recherches sur le « branding » ou

<sup>121</sup> L'émission du 23 mars 2004, intitulée « Le pouvoir gai : Les 10 gais et lesbiennes les plus influents », a fait un tour guidé des coulisses du pouvoir gai à la recherche « des acteurs de cette révolution, de leurs stratégies et de leurs réseaux ». Voici la liste de 10 gais et lesbiennes qui, par leurs actions, ont contribué le plus à changer les choses : Michael Hendricks (mariage, agent d'information du Comité des personnes atteintes du VIH), Roger LeClerc (homme d'affaires, lutte contre le Sida et contre la discrimination), Mark Tewksbury (milieu sportif, coprésident des 1<sup>ers</sup> Outgames Montréal 2006), Laurent McCutcheon (milieu politique, communautaire et médias, président de Gai Écoute et président du Conseil de la Justice administrative), Daniel Pinard (médias, animateur/journaliste), Laurier Lapierre (milieu politique, ex-sénateur), Svend Robertson (milieu politique, ex-député du NPD), Mona Greenbaum (adoption des enfants, présidente de l'Association des mères lesbiennes du Québec), Paul Trotter (milieu de l'éducation, Vice-président du Conseil des commissaires Commissaire Les Faubourgs), Louis Charron (milieu des affaires, ex-président de la Chambre de commerce gaie du Québec).

<sup>122</sup> Yves Deraï, *Le gay pouvoir : enquête sur la République bleu blanc rose*, Paris, Éditions Ramsay, 2003, p. 179-180.

« stratégie de marque<sup>123</sup> » au tournant des années 1990, a été en partie responsable, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, de l'augmentation du nombre de placements publicitaires dans les magazines gais :

La première était que pour survivre, les fabricants d'objets de consommation devaient bâtir des empires commerciaux sur des « identités de marque ». La seconde, c'était que le groupe démographique montant, celui des jeunes, détenait la clé du succès. Alors, bien sûr, si tous les spécialistes en recherche de marché et les chasseurs de cool déclaraient que la diversité était le trait de caractère essentiel de ce groupe démographique lucratif, il n'y avait qu'une chose à faire: toute entreprise prévoyante devait intégrer, dans son identité de marque, des variations sur le thème de la diversité.<sup>124</sup>

Naomi Klein apporte de nombreux exemples de l'application du marketing identitaire visant directement les gais, après avoir démontré celui dédié aux femmes et aux noirs : un spot télévisuel de Virgin Cola se targuant d'être « le tout premier mariage gay dans une pub » (communiqué de presse de la compagnie), la mise en marché d'une bière de la Fierté gaie, La Pride Beer, et une eau nommée Wave Water au slogan réfléchi : « Nous collons des étiquettes aux bouteilles, pas aux gens ». Sans nier les apports de ces représentations positives de l'homosexualité pour les jeunes en régions par exemple, elle souligne le désarroi d'anciens militants ayant fondé leurs espoirs dans la médiatisation du fait homosexuel afin de briser le silence et changer les mentalités : « [...] pour un grand nombre des activistes qui avaient cru un moment, autrefois, qu'une meilleure représentation médiatique engendrerait un monde plus juste, une chose était devenue tout à fait claire : la politique identitaire ne combattait pas le système, elle n'était même pas subversive. Elle alimentait la vaste et nouvelle industrie du branding des grandes entreprises.<sup>125</sup> » Ce sont des sentiments similaires que nous avons observés chez les détracteurs du défilé de la Fierté gaie cités plus haut. Des personnes qui déplorent que « [...] le couronnement de la diversité sexuelle et raciale en tant que nouvelle

<sup>123</sup> Selon le *Grand dictionnaire terminologique* de l'Office québécois de la langue française.

<sup>124</sup> Naomi Klein, *No logo : la tyrannie des marques*, trad. de l'anglais par Michel Saint-Germain, Montréal, Leméac/Actes Sud, coll. « Babel », no 545, 2002, p. 184.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 187.

superstar de la publicité et de la pop culture [ait] créé, on le comprend, une sorte de crise d'identité de l'identité<sup>126</sup> ».

## 5.2 LA PRESSE ÉCRITE

### 5.2.1 La presse généraliste

En prenant les exemples du Défilé de la fierté gaie et du débat autour du mariage gai, nous nous rendons compte des avancées de la représentation de la communauté gaie dans la presse écrite généraliste. À partir du milieu des années 1990, cette presse n'hésite plus à parler d'homosexualité. Un article publié en 2001 dans le Bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec, *À rayons ouverts*, avance que « [...] de nos jours, *La Presse*, à elle seule, publie annuellement plus de 400 articles à thématique gaie : un changement radical<sup>127</sup> » qui tranche avec la quinzaine d'articles publiés en moyenne chaque année lorsque les grands quotidiens commencent à s'intéresser au phénomène gai dans les années 1980. Un colloque, *Nos communautés en marche, réflexion sur l'avenir des communautés lesbienne et gaie*, organisé par la Table de concertation des lesbiennes et des gais du Québec en septembre 2000, se penche sur leur image médiatique dans un atelier portant sur l'« Action socioculturelle ». L'atelier dresse un portrait sévère de la représentation des lesbiennes et des gais dans les médias généralistes au Québec. Dans les actes du colloque, on apprend que, même si des stéréotypes persistent, les médias généralistes de la métropole, incluant la presse écrite, traitent des réalités gaies nettement mieux qu'auparavant. Mais on déplore toujours le décalage qu'il y a entre les expériences et les attentes des gais et la représentation que l'on fait d'eux. Néanmoins, force est de constater que la presse généraliste couvre sans hésiter les événements gais de taille comme le défilé de la Fierté gaie. On remarque un changement dans le ton de la couverture qui, même si elle tend à mettre en évidence les éléments les plus provocateurs de la culture gaie, elle devient de plus en plus objective et même amicale dans son traitement de l'information. Des magazines généralistes tracent le portrait d'hommes – et de femmes – influent(e)s qui sortent de la garde-robe, chose impensable il n'y a pas si

---

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 187.

<sup>127</sup> Benoît Migneault, *loc. cit.*, p. 5.

longtemps. Figure médiatique hautement estimée aujourd'hui, Claude Charron profite de la tribune que lui offre *l'Actualité* et aborde aujourd'hui sans détour et avec franchise la manière dont il vivait son homosexualité :

On avait cherché à me salir en associant pédophilie et homosexualité. Dans les années 80, un homme politique ne pouvait pas faire carrière en s'affichant comme homosexuel. À cette époque, on n'en parlait jamais. Moi, je ne me cachais pas. Je vivais avec un gars, mais il n'était pas question de donner une entrevue sur le sujet.<sup>128</sup>

Conformément aux observations de Becker et de Goffman, ces témoignages, diffusés à un vaste lectorat, constituent une documentation qui sert à rappeler aux jeunes gais le passé, à présenter une image saine de l'homosexualité et à contrer les idées reçues. Les journalistes, en rapportant le plus fidèlement possible les propos des porte-parole de la communauté gaie, mettent à leur disposition une tribune impensable quelques années plus tôt. Porte-étendard de la lutte contre le VIH/sida qui ne lui laisse aucun répit, le Docteur Réjean Thomas<sup>129</sup> fait partie de ceux qui dénoncent les efforts presque inexistantes de prévention des autorités publiques ces dernières années au Québec : « On a fait de la prévention jusqu'en 1996 [date de l'avènement de la trithérapie]. La trithérapie est arrivée : on ne parle plus du sida dans les écoles. Les jeunes qui ont 18 ans maintenant, ils avaient 10 ans à ce moment.<sup>130</sup> » Autre exemple, la journaliste de *La Presse*, Rima Elkouri, fait connaître ici les visées du festival Divers/Cité en laissant la parole à Suzanne Girard, directrice générale : « C'est une célébration pour une communauté qui travaille avec acharnement depuis 20 ans pour faire reconnaître ses droits. Une communauté aussi assiégée par un fléau que tout le monde connaît<sup>131</sup> », évoquant le sida. La presse généraliste prend soin de faire connaître sans complaisance les divers points de vue au sein de la communauté. Poursuivons avec l'exemple du défilé de la Fierté qui fait beaucoup jaser l'été venu. Comme nous l'avons vu, de nombreuses personnes, y compris des gais, mettent en doute la pertinence d'un tel

<sup>128</sup> Micheline Lachance, « La revanche de l'enfant terrible », *Sélection du Reader's Digest*, octobre 2001, p. 58.

<sup>129</sup> Réjean Thomas est le président fondateur de Médecins du Monde et le fondateur de la clinique l'Actuel, spécialisée dans le dépistage du VIH et des autres ITSS (infections transmissibles sexuellement et par le sang).

<sup>130</sup> Pierre Saint-Arnaud, « Sida : Réjean Thomas fustige les pouvoirs publics », *Le Devoir/PC*, 2 décembre 2005, p. A4.

<sup>131</sup> Rima Elkouri, « Plumes, boas et paillettes au huitième défilé de la fierté gaie », *La Presse*, 12 juillet 2000, p. C8.



événement. Certains gais ne veulent tout simplement pas être associés à ces manifestations, refusant de transformer leur identité sexuelle en identité sociale. Prenons l'exemple d'André Boisclair qui, le 5 août 2000, alors ministre de la Solidarité sociale, est cité par Rima Elkouri de *La Presse* : « Je suis fier de ma patrie, de mon appartenance au Québec; mais je ne retire aucune fierté de mon orientation sexuelle. » Puis de rajouter : « Je suis gay, d'accord. Mais je ne suis pas que ça !<sup>132</sup> » Et Daniel Pinard, porte-parole de Gai Écoute<sup>133</sup>, de qualifier le défilé de « vaste méprise ou les hétéros viennent rire des homosexuels qui n'y sont que caricatures<sup>134</sup> ». Toutes ces opinions ainsi évoquées dans la presse écrite généraliste semblent dresser un portrait plus complet et objectif de l'homosexualité. En relatant les différentes manières qu'elle peut être vécue et affirmée, elle témoigne de la multiplicité et de la différence des points de vue qui coexistent au sein même de la communauté gaie montréalaise. D'autres, encore, donnent la parole à ceux qui déplorent l'aspect trop commercial de l'affaire, comme ces propos d'une intervenante sociale publiés dans le *Journal Montréal* : « C'est très partagé dans la communauté, dit-elle. Il y en a qui pensent que c'est trop flamboyant, d'autres croient que leurs droits ont été obtenus, et certains trouvent que c'est trop commercial.<sup>135</sup> » Les grands quotidiens suivent également avec intérêt l'évolution du dossier du mariage gai et donne, par le fait même, une visibilité sans pareil à ses supporteurs aussi bien qu'à ses détracteurs. L'analyse du contenu à thématique homosexuelle du *Journal de Montréal* confirme cet équilibre dans le traitement de l'information. En 2003, le défilé de la Fierté se déroule en plein débat sur le mariage gai. Ainsi, le simple choix de l'image de la une de ce quotidien, par exemple, est significatif. Cette image, un couple qui s'embrasse, ne cadre pas avec les stéréotypes habituellement véhiculés dans la presse écrite généraliste. Ce ne sont plus les paillettes, ni les seins nus, ni les muscles qui sont montrés mais bien la tendresse et l'affection entre deux hommes qui désirent concrétiser leur amour par la symbolique du mariage, comme tout le monde. Ce

<sup>132</sup> Rima Elkouri, « Fous et fiers à la fois », *La Presse*, 5 août 2000, p. A1.

<sup>133</sup> Gai Écoute est un des plus anciens services des communautés gaie et lesbienne du Québec mis sur pied en 1980. Selon leur site Internet, « [l]a mission de Gai Écoute est d'offrir un soutien aux personnes homosexuelles en difficulté, ainsi qu'à leurs proches. En offrant une écoute attentive à ces personnes, en offrant aussi une information générale sur le milieu gai et lesbien et ses ressources, Gai Écoute facilite l'intégration des personnes homosexuelles dans leur communauté et dans la société. Complémentaire à la mission initiale de Gai Écoute, la lutte aux préjugés contribue à leur bien-être. »

<sup>134</sup> Rima Elkouri, *loc. cit.*, 5 août 2000, p. A1.

<sup>135</sup> Dany Bouchard et David Santerre, *loc. cit.*, 24 juillet 2003.



baiser peut bien sûr choquer, mais le geste en soi est profondément humain et la charge sexuelle habituellement présente laisse place aux « bons sentiments ». De plus, le choix du titre accrocheur, « L'Église condamnée », inverse l'ordre des choses. Dans les faits, c'est l'union entre les conjoints de même sexe qui est condamnée par l'Église. De leur côté et dans le même contexte, *La Presse* et *Le Devoir* optent pour un choix de photographies plus « traditionnelles ». En effet, la une de chacun de ces quotidiens montre le même travesti, perruque rose et poitrine dénudée. Toutefois, ces deux quotidiens alimentent le débat sur la question du mariage gai de textes beaucoup plus complets. Dans *La Presse*, des articles portent sur les diverses luttes effectuées dans quelques provinces canadiennes pour le droit au mariage des couples gais. Un autre reportage présente deux églises montréalaises qui ont chacune célébré deux messes dominicales bien différentes. Puis, dans ce même numéro, un article précise la position des Américains sur les bouleversements sociaux qui surviennent au Canada. Plus loin, un autre article dresse le portrait d'une église qui permet l'ordination d'un prêtre gai aux États-Unis. Ces suppléments d'information, absents du *Journal de Montréal*, permettent de mettre en contexte le débat sur le mariage gai. Quant au *Devoir*, il livre à ces lecteurs des informations sur les plus récentes avancées législatives au pays concernant le mariage gai, en relatant également les diverses positions des politiciens à ce sujet. Par ailleurs, une lettre d'un lecteur et les propos de Michel Venne permettent de nuancer le débat sur le mariage gai. Comme pour n'importe quel autre sujet d'actualité, on propose deux avis contraires qui se complètent. Couvrir l'information selon les règles de déontologie journalistique semble être devenue la norme lorsqu'il est question d'homosexualité. Lorsqu'une promesse électorale des conservateurs menace de faire ressurgir le débat autour du mariage gai au parlement canadien, les faits sont présentés dans *Le Devoir* tels qu'ils sont : « Si ce vote passe la rampe, un projet de loi sera élaboré pour rétablir la définition traditionnelle du mariage, tout en protégeant les droits des conjoints de même sexe et en honorant les mariages gais déjà célébrés. Cette loi devrait ensuite être approuvée au Sénat avant d'entrer en vigueur.<sup>136</sup> » Mais cette fois-ci, les conservateurs qui forment un gouvernement minoritaire devront composer avec un Sénat en faveur des mariages de conjoints de même sexe à 70 %... Force est de constater que, de nos jours, il ne se passe plus une semaine sans qu'un ou plusieurs articles touchant de près ou de loin à l'homosexualité

---

<sup>136</sup> Alec Castonguay, « Harper défie le Sénat », *Le Devoir*, 20 janvier 2006, p. A1.

soit publié par la presse écrite généraliste. Et si on remarque parfois la présence d'un préjugé, on constate habituellement que le journaliste prend soin d'inclure dans le même texte son contrepoids. Ainsi, l'analyse de la presse écrite indique que le traitement des sujets reliés à l'homosexualité a considérablement évolué. Près de 20 ans après s'être ouverte aux réalités homosexuelles, cette presse passe d'une vision étroite de l'homosexualité à une perception beaucoup plus large et juste du phénomène. Autrefois, la société québécoise faisait face à une réalité qu'elle ne comprenait pas et qui semblait la menacer. La couverture plus importante et objective que les journaux à grand tirage ont accordé à cette réalité gaie n'a pu que confronter les valeurs des Québécois et enclencher un processus de remise en question. Dans cette optique, ces journaux ont certainement contribué à démystifier l'homosexualité au sein de la population du Québec et, par le fait même, à changer leur perception.

### 5.2.2 La presse gaie

La presse gaie naissante des années 1970, telle que nous l'avons démontré précédemment, fut d'une importance capitale pour le développement de la communauté gaie montréalaise, ne serait-ce que par sa détermination à présenter un portrait palpable de la communauté, alors que la presse généraliste daignait à peine aborder le sujet et que la presse à sensation faisait ses choux gras avec des préjugés. *Fugues* en tête, les magazines gais continuent en quelque sorte leur rôle de « chien de garde », faisant part sans relâche à leurs lecteurs des menaces potentielles et des nouveaux débats de société les concernant directement, comme le VIH/sida ou, plus tard, le mariage gai et l'adoption par des conjoints de même sexe. On y dresse le portrait d'une communauté émancipée, en prenant soin de la présenter sous toutes ces facettes : de ses leaders politiques qui la défendent aux artistes qui l'émeuvent, en passant par les événements qui la rassemblent et les sujets qui la divisent. Ainsi, le parcours politique d'un André Boulerice devient un vibrant plaidoyer sur l'ouverture d'esprit de la population québécoise et démontre que l'homosexualité est sur le point d'être un fait comme les autres, égal aux autres : « Bien des sociétés manifestent de l'intolérance en cette matière. Notre société, elle, n'est plus à l'époque de la tolérance, mais de l'acceptance, c'est-à-dire de l'acceptation inconditionnelle de l'autre.<sup>137</sup> » Un autre journaliste de *Fugues*

---

<sup>137</sup> Caroline Lavigne, « André Boulerice quitte la vie politique », *Fugues*, 13 septembre 2005.

encense Philippe Dubuc. En glorifiant la créativité d'un designer gai de renom « bien de chez nous », il porte aux yeux de ses lecteurs québécois le rayonnement de la culture gaie montréalaise :

Si Montréal a un nombre croissant de créateurs de mode, Dubuc en est le chef de file actuel, dans la droite succession des Jean-Claude Poitras et Michel Robichaud. À trente-quatre ans, Philippe Dubuc a su donner l'image d'une entreprise sérieuse qui, collections après collections, impose ses formes et ses couleurs sans extravagance, avec un brin de classicisme et aussi beaucoup d'audace, à l'image du créateur.<sup>138</sup>

De temps à autre, quelques épiphénomènes ponctuent le contenu éditorial de cette presse spécialisée, surtout lorsqu'une personnalité gaie réussit tel exploit ou fait telle déclaration, mais aussi lorsque qu'une autre, hétérosexuelle, fait des déclarations malheureuses. Parallèlement, on constate que la presse gaie tend de plus en plus à satisfaire la curiosité du plus grand nombre afin d'augmenter sa marge de profit, répondant ainsi aux exigences de l'économie de marché. La rentabilité de ces publications offertes gratuitement dans divers lieux de diffusion de la métropole et du Québec passe par la publicité. Le Village gai a ses magazines, mais les éditeurs gais se rendent bien compte que l'argent rose et les relations ne suffisent pas pour garantir la survie de leurs publications. Au contenu « communautaire » proprement gai s'ajoutent des sections d'intérêt général comme l'immobilier, la décoration intérieure, l'automobile et les voyages, ce qui leur garantit l'arrivée d'autres annonceurs, donc d'argent neuf. En augmentant le tirage des magazines et en les distribuant en dehors du Village, ils s'assurent ainsi de leur fidélité. Le pourcentage de publicités monte en flèche, atteignant parfois près de 60 % de la publication. Les articles ressemblent de plus en plus à des publiereportages. La proportion du contenu gai diminue, conséquence directe de ces changements. Pour Yves Lafontaine, rédacteur en chef du magazine *Fugues*, son mensuel gratuit tiré à 50 000 exemplaires répond à un besoin particulier : celui d'une communauté qui rassemble des homosexuels et des lesbiennes provenant d'horizons divers et qui souhaite être représentée dans sa totalité, dans ses multiples façons de s'exprimer dans les différentes

---

<sup>138</sup> Denis-Daniel Boullé, « De mode et de vie », *Fugues*.

sphères de la société<sup>139</sup>. Pour certains gais montréalais, ce discours cache une récupération commerciale à peine voilée de l'homosexualité. Ils la dénoncent. « Les produits de consommation qu'on trouve annoncés et vantés de façon exponentielle dans *Fugues* ne font que mettre en évidence la platitude grandissante de notre gaitude<sup>140</sup> », note l'auteur Sir Robert Gray. La naissance du magazine *La Voix du Village*<sup>141</sup> en avril 2003 vient augmenter la pression. Ce mensuel gai se distingue de *Fugues*, son concurrent direct, par son format « magazine » et la qualité de sa facture (papier glacé et reliure allemande). Le contenu éditorial de *La Voix du Village* se rapproche nettement des magazines féminins, mais pour hommes gais. Son slogan est « L'instinct chic au masculin ». Il indique clairement la place particulièrement importante que cette publication accorde à la mode masculine. On y présente également des trucs et des astuces pour se mettre en forme. On y vente les mérites de produits cosmétiques. Chaque numéro est ponctué d'un ou de deux portfolios bien léchés présentant des mannequins masculins bien vêtus. Une part importante du contenu est aussi consacrée aux arts (entrevues avec des artistes gais et brèves culturelles), aux critiques de restaurants, à la décoration intérieure et à l'automobile. La presse gaie vivrait-elle une crise d'identité ? Qu'est-ce qui distingue cette presse spécialisée des magazines féminins ? Dominic Ratthé<sup>142</sup>, ex-rédacteur en chef de ce nouveau mensuel gratuit, répond en toute franchise : « Je pense que cette question renvoie à s'il existe une culture gaie ou non. L'homosexualité est un sujet de la culture en général. On pourrait dire pour rigoler qu'il y a des sujets gais, mais sérieusement l'information reste la même. » Yves Lafontaine de *Fugues* ajoute toutefois quelques précisions. Selon lui, il existe, comme pour n'importe quel autre magazine (féminin, économique ou sportif), une façon particulière d'aborder un même événement. Il suffit de trouver le bon angle pour pouvoir traiter tous les sujets et capter l'attention de ce lectorat particulier. Selon Yves Lafontaine, les gais possèderaient donc un bagage collectif de codes variés et un nombre d'expériences communes à l'origine d'une sensibilité particulière. Une façon singulière de voir les choses, qu'évoquaient d'ailleurs les sociologues Howard S. Becker et Erving Goffman. Bien sûr, il y a des sujets qui touchent de plus près les gais. Ils

<sup>139</sup> L'auteur de ce mémoire a rencontré les rédacteurs en chef du *Fugues* et de *La Voix du Village* dans le cadre du cours de maîtrise « Communication et journalisme » donné par Judith Dubois à l'hiver 2004.

<sup>140</sup> Sir Robert Gray, « Vingt années fugaces », *Fugues*, 25 mars 2004.

<sup>141</sup> L'auteur de ce mémoire a travaillé durant plus d'un an, d'octobre 2004 à décembre 2005, au sein de l'équipe de rédaction de ce mensuel gai montréalais en tant que pigiste, puis d'assistant à la rédaction.

<sup>142</sup> Dominic Ratthé a été rédacteur en chef du magazine *La Voix du Village* à partir de ses tout débuts, d'avril 2003 à octobre 2005.

sont majoritairement d'ordre identitaire et ils concernent la revendication de différents droits (mariage et adoption). Les deux rédacteurs en chef s'entendent néanmoins pour dire que ce sont des sujets de plus en plus abordés par les journalistes chevronnés des médias généralistes de plus en plus à l'aise de commenter ce type de nouvelles, ce qui n'existe pas dans la presse gaie. Yves Lafontaine nous fait aussi la confidence suivante : « Une partie de notre rôle était d'être militant, mais une revue militante s'adresse généralement à une élite intellectuelle, c'est important ! Mais nous voulons passer à autre chose. Nous cherchons une diffusion plus large et nous voulons toucher les gens à plusieurs niveaux. » On assiste donc à une banalisation des réalités gaies ! Par ailleurs, Dominic Ratthé souligne que *La Voix du Village* fait de plus en plus de place au *lifestyle*, une stratégie qui fait écho à l'influence de l'individualisme propre à notre époque : « Il y a un an, on a décidé de faire quelque chose de différent. On parle moins de ce qui est communautaire. On se concentre sur l'homme gai, montréalais et urbain. On a quelques opinions, mais on est plus un magazine de tendances. On analyse un peu ce qui devrait arriver bientôt et on annonce ce qui est à surveiller dans certains domaines. » *Fugues* semble épouser la même stratégie et cela semble renouveler le lectorat. Plusieurs hétérosexuels lisent désormais ses articles. Ce sont majoritairement des femmes, mais aussi des hommes qui paraissent de plus en plus intéressés par les chroniques portant sur l'alimentation, l'entraînement et les soins corporels, pour ne nommer que celles-là. Cette volonté d'agrandir le lectorat est donc une préoccupation de plus en plus importante des rédacteurs en chef des magazines gais d'aujourd'hui. Avant les années 80, il y avait de très faibles chances qu'un magazine gai puisse survivre aussi longtemps car peu de gens étaient prêts à annoncer. Désormais, le but est de trouver l'image de marque qui va rassembler le plus de lecteurs possible, gais ou non, autour d'une même publication. Dans le magazine *Le Trente* de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Éric Barbeau signe un article qui s'intitule « La presse gaie vit une crise d'identité » qui se termine comme suit :

Car les heures de gloire du «véritable» mouvement gai nord-américain sont peut-être derrière lui. Les militants ont livré leurs plus grandes luttes dans les années 70. Encore une fois, c'est un peu à l'image de la presse destinée aux femmes. *La Vie en rose* n'est plus, mais les *Clin d'œil*, *Elle-Québec* et *Châtelaine* sont plus prospères

que jamais. On a vaguement l'impression que les revendications propres à leurs publics cibles sont diluées dans le grand magma commercial de notre temps.<sup>143</sup>

Ce constat semble confirmer que l'homosexualité est désormais un fait de société comme les autres, banal, mais non moins fragile. La crise que vit la presse gaie se résume à l'éternelle opposition entre le désir de sécurité et celui de changement chez l'être humain. Maintenant que les luttes pour l'obtention d'une égalité des droits sont presque terminées, une partie de la communauté gaie souhaite se fondre dans la masse tandis que l'autre souhaite toujours marquer sa différence. Une différence passible de prison il n'y a pas si longtemps... L'oubli d'un passé récent menacerait-il une partie de la communauté gaie montréalaise plus jeune ? Et quelles seraient les conséquences d'une telle amnésie pour les droits et l'émancipation des générations gaies futures ? Toujours est-il que certains gais, parmi ceux qui ont été au premier rang de la lutte pour la libération des gais, craignent – à tort ou à raison ? – un retour à la case départ avec l'évanouissement du militantisme gai.

### 5.3 SYNTHÈSE

Dans les années 1990, le VIH/sida fait encore de nombreuses victimes et frappe avec la même injustice toute la population, sans discrimination à l'égard de l'orientation sexuelle. La venue de la trithérapie apporte son lot de conséquences heureuses et malheureuses. Dans les faits, l'espérance de vie des personnes séropositives augmente. Cette situation, laissant entrevoir que la maladie s'apparente au diabète et autres maladies dites chroniques, provoque du même coup un certain relâchement, une augmentation des comportements sexuels à risque. Néanmoins, le regard que la société québécoise pose sur l'homosexualité n'est plus celui du début de l'épidémie. De la tolérance observée dans les années 1970, l'homosexualité est désormais mieux comprise, donc acceptée, fruits des efforts déployés par la communauté gaie montréalaise. On assiste même à un revirement majeur de la perception de l'homosexualité dans la population, ce que Goffman appelle le « culte du stigmaté ». Ce culte consiste à placer l'individu et son groupe stigmatisé sur un piédestal. Après le choc causé par l'épidémie du VIH/sida, une image positive de l'homosexualité émerge à la fin des années 1980 de son dynamisme culturel. Conformément à Goffman, les

<sup>143</sup> Éric Barbeau, « La presse gaie vit une crise d'identité », *Le Trente*, vol. 24, no 6 (juin), p. 16.

initiés qui accèdent à la culture gaie y prennent visiblement goût, se reconnaissant dans le discours anti-conformiste de certains et la provocation et l'audace des autres. Leur stigmaphilie contrecarre, semble-t-il, la stigmaphobie traditionnelle du normal. S'inspirer des gais et de leur « mode de vie » est maintenant « in »... probablement en raison de la visibilité et du crédit dont jouissent ses représentants notoires. À Montréal, le défilé de la Fierté gaie est certainement l'événement qui illustre le mieux le dynamisme de la communauté gaie et l'acceptation de la population qui se joint à la fête. Depuis 1993, le festival souligne la richesse et la diversité de la communauté gaie et le défilé est devenu en dix ans une des plus grandes manifestations touristiques de Montréal. Le succès commercial de Divers/Cité permet probablement à cette manifestation culturelle de perdurer. Exigence que doit observer toute manifestation culturelle pour assurer sa pérennité. Les retombées économiques substantielles et les prix remportés garantissent aux organisateurs l'aide des divers paliers de gouvernement pour qui cet événement est une opportunité de développer l'industrie touristique de la métropole. Cela n'enlève rien à la fonction « libératrice » de l'événement qui permet à tous et à chacun, gaie ou pas, de s'exprimer sans contraintes apparentes à l'image des carnivals d'antan. Ce type d'événement rassembleur permet également la tenue de discours animés dans les médias et dans les foyers, suscitant la réflexion et facilitant l'évolution des mentalités. Le défilé, fort de ses racines historiques, est l'occasion de faire connaître aux plus jeunes les luttes passées. La communauté gaie brandit des symboles qui la représentent et l'unifient. Alors qu'auparavant, les gais faisaient tout pour cacher ces « symboles » chers à Goffman afin d'éviter la stigmatisation (symboles aussi subtils que la manière de tenir une tasse de café ou de croiser les jambes que flagrants, comme le drapeau arc-en-ciel), voilà maintenant qu'ils les mettent en évidence une fois récupérés et transcendés. Signes d'une affirmation marquée, ils traduisent l'émancipation de la communauté gaie montréalaise. À force d'avancées juridiques, les gais passent de plus en plus inaperçus dans la société. L'homosexualité est une réalité désormais banalisée, du moins dans les institutions de la société québécoise actuelle. Et les gais ne restent pas indifférents à cette indifférence... La communauté gaie montréalaise est tiraillée entre le désir de se fondre dans la masse et celui de se démarquer des autres. Malgré des préjugés qui perdurent et une homophobie toujours présente dans certains milieux, ils ne dérogent plus à la norme. Plusieurs dénoncent le risque de l'oubli du chemin parcouru. Pour nombre d'homosexuels, cette banalisation est

pernicieuse et inquiétante. Au même titre que le mouvement de libération des femmes ne trouve plus la même résonance chez les générations plus jeunes, les gais craignent que leur histoire soit remise aux oubliettes. Plus encore, que les générations plus jeunes croient à tort que la situation qui prévaut leur est acquise. Ils craignent donc le pire, le retour du balancier. Ils sont méfiants et croient que leurs acquis restent menacés par la venue du gouvernement conservateur de Stephen Harper, par exemple. Autant de raisons de se méfier d'une normalisation du fait homosexuel. D'autres, encore, évoquent une perte d'identité débouchant sur une crise majeure : comment rassembler cette communauté qui semble préférer l'ombre d'une vie « normale » ? Puis cette banalisation est aussi perçue comme une conséquence malheureuse au commerce qui s'est créé autour de ce supposé argent rose qu'aucune statistique n'a pu quantifier.

La presse généraliste se fait maintenant un devoir d'inclure à son contenu éditorial la thématique de l'homosexualité. Une visibilité inégalée qui permet à la population québécoise de mieux saisir la réalité homosexuelle, de l'accepter et de la considérer comme une parmi tant d'autres. La presse gaie et la presse généraliste semblent désormais suivre les mêmes règles du jeu, celles de la société de consommation. Comme toute entreprise, leur existence et leur survie dépendent de leur viabilité économique. Leur contenu correspond à ce que leurs lecteurs attendent, mais comme l'objectif est de faire des profits, la presse tend à vouloir l'augmentation continue de son lectorat à tout prix. Par conséquent, la presse spécialisée perd de sa spécificité et tente par tous les moyens de suivre le mouvement engendré par la presse généraliste : agrandir son lectorat et augmenter le tirage. En suivant les diktats du marché, sommes-nous en train d'assister à l'uniformisation d'une presse qui ne se définit plus par son originalité, mais par sa capacité de suivre à la lettre divers plans marketing ? Force est de constater que ni la presse écrite généraliste, malgré les progrès observés, ni la presse gaie, autrefois plus utile, ne comblent les attentes de la communauté gaie montréalaise qui ne semble pas se reconnaître totalement dans l'image véhiculée. Du moins, peut-on tirer cette conclusion lorsque la Table de concertation des lesbiennes et des gais du Québec déclare dans ses actes du colloque<sup>144</sup> portant, entre autres, sur le sujet, qu'il manque de modèles gais diversifiés, que l'on fait sensiblement toujours appel aux mêmes

<sup>144</sup> Voir à cet effet le site Internet de l'Association des lesbiennes et des gais sur Internet (ALGI).



intervenants, qu'il y a une différence fondamentale entre l'image médiatique des gais véhiculée à Montréal – plus fidèle à la réalité – qu'en région où elle s'avère stéréotypée, que les réalités des gais en région sont banalisées et que les richesses culturelle et historique des gais sont occultées parce que de multiples facettes de leur communauté sont inexploitées. Bref, on déplore une tendance à l'uniformisation de la représentation des gais dans les médias, uniformisation qui expliquerait la difficulté de pouvoir rendre compte de la diversité de la communauté gaie montréalaise. Ce dernier constat n'a toutefois pas fait consensus lors de ce colloque. Néanmoins, on peut conclure que la presse généraliste, en couvrant les plus récentes étapes de l'émancipation de la communauté gaie de manière objective a modifié la perception de la population envers l'homosexualité en la démystifiant. Et que la presse gaie, ayant permis durant les années 1970-1980 à son lectorat de se percevoir de manière positive et même de se prendre en main et de s'organiser, occupe aujourd'hui un rôle beaucoup moins important.

## CONCLUSION

### LE RETOUR DU BALANCIER ?

Dans le *Journal de Montréal* du 11 mai 2006, Franco Nuovo fait remarquer ceci dans son éditorial portant sur l'intégration sociale des « nouveaux arrivants » au Québec :

Parce qu'à vouloir faire plaisir à tout un chacun [évoquant les débats qui ont entouré tour à tour le kirpan, le voile et la baignade à la piscine en milieu scolaire], on finit inévitablement par encourager le mécontentement de la majorité. Combien de fois faudra-t-il répéter que cette dérive causée par une trop bonne volonté ou la peur de déplaire ou de mal paraître et une illusoire tolérance vont finir par créer un raz-de-marée qui ravagera tout sur son passage ?

C'est une porte ouverte à la marginalisation, à la xénophobie, au racisme. C'est une porte qu'on ouvre à la grogne populaire.<sup>145</sup>

Cette situation – pas jolie, jolie – n'est peut-être pas irrévocable, mais elle laisse songeur car elle témoigne d'un changement d'attitudes de la population envers certains groupes minoritaires. Elle semble toutefois être symptomatique des dérapages de la réorganisation sociale en cours au Québec et de l'éclatement des repères qui, jusqu'à aujourd'hui, assuraient notre cohésion sociale en général. À force de revendications pointues au nom de la Charte québécoise des droits et libertés, mais en contradiction avec certaines valeurs québécoises dont la séparation entre l'État et la religion, les frustrations et même la hargne de la population pourraient croître et se faire de plus en plus ressentir, menaçant par le fait même les acquis ou les luttes d'autres groupes minoritaires par la multiplication de cas particuliers et d'exceptions.

---

<sup>145</sup> Franco Nuovo, « Bon, v'là la piscine », *Journal de Montréal*, 11 mai 2006, p. 6.

D'un côté, l'obtention du droit au mariage entre conjoints de mêmes sexes semble être l'aboutissement de luttes gaies. Plusieurs signes évoqués plus tôt indiquent que cette ultime percée juridique serait un signe de la banalisation du fait homosexuel. Cette acceptation quasi totale des gais à laquelle nous assistons au Québec et au Canada n'est-elle qu'illusion ? Un retour du balancier est-il possible ? Qu'adviendrait-il si un gouvernement conservateur majoritaire au parlement et au sénat avait les moyens de modifier les lois ? Et si la population exaspérée devenait de plus en plus intolérante envers des revendications légitimes ? Rien n'indique que ces scénarios catastrophes puissent se concrétiser car toute cette documentation – presse écrite généraliste et gaie – forme un corpus plus qu'important qui témoigne de la légitimité des luttes émancipatoires qu'ont menées les femmes, les noirs ou les gais. Les efforts de recensement et de diffusion de ces faits historiques semblent être un outil privilégié pour contrer l'oubli et éviter le pire. C'est du moins de cette manière que les gais montréalais ont pu sortir de l'ombre au courant du XX<sup>e</sup> siècle...

D'un autre côté, le règne du capitalisme en Occident, en mettant au centre l'économie de marché au détriment d'autres aspects essentiels de l'épanouissement personnel, avale littéralement les différences perçues comme potentiellement subversives en les récupérant et en les transformant en niches marketing et en clients potentiels. Si les tabloïds d'antan relataient, avec moins d'objectivité et plus de sensationnalisme, les déboires des gais pour vendre de la copie, les magazines gais d'aujourd'hui, en optant pour une standardisation de leur contenu éditorial au profit du rendement, semblent répéter sensiblement la même logique marchande. La boucle est bouclée... L'homosexualité a été récupérée à des fins commerciales. Que se passera-t-il par la suite ?

Nous avons vu grâce à Becker et Goffman que l'individu ostracisé en raison de sa différence doit, afin de s'émanciper, suivre un parcours complexe et difficile car il dépend du regard des autres, des « normaux » (famille, amis et collègues de travail, société), mais aussi du sien. Ce parcours est facilité par sa participation ultérieure à un groupe organisé pouvant lui fournir le support moral et intellectuel afin de briser son isolement et d'entreprendre son cheminement vers l'acceptation de sa différence. Se questionner sur l'influence de la presse

écrite dans l'émancipation de la communauté gaie montréalaise au siècle dernier, c'est tenter de mesurer, dans un premier temps, l'importance de ce regard extérieur sur la naissance et l'organisation de la communauté et, dans un second temps, sur l'évolution des mentalités par rapport à l'homosexualité. Partant du principe que tout média possède une influence relative sur une population donnée, nous avons pu tracer quelques grandes lignes de cette interaction. Nécessairement, l'opinion publique, influencée ou non par la presse écrite, revêt une importance capitale dans l'émancipation d'un groupe minoritaire. Ce sont justement ces autres, les normaux, qui jugent ceux qui leur sont différents. Sans liberté octroyée par la majorité, un groupe minoritaire ne peut espérer s'émanciper pleinement. S'inspirant de luttes émancipatoires menées dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle par des groupes minoritaires divers – femmes, noirs, homosexuels et autres, d'ici et d'ailleurs – les gais ont pu compter sur des modèles précieux. Bien avant cela, en se côtoyant dans certains lieux publics, les gais ont d'abord pu se rencontrer pour évacuer leurs pulsions sexuelles... C'est toutefois en se retrouvant dans des établissements divers qu'ils ont pu sortir de la solitude. La presse écrite a alors rempli deux fonctions : celle d'encourager la stigmatisation des gais en faisant circuler dans la population des stéréotypes faisant écho aux préjugés entretenus par les institutions québécoises et, paradoxalement, celle de permettre à des individus de briser leur isolement et d'organiser des groupes, premiers jalons de la communauté gaie montréalaise actuelle. Toujours contraints à la clandestinité, les gais se doteront malgré tout d'une communauté organisée possédant ses propres référents parce qu'ayant partagé la même expérience d'oppression. Avec le temps, la communauté se stabilisera. Une presse parallèle spécialisée alimente la réflexion des gais d'idées nouvelles et les stimule en leur faisant part des mouvements de libération internationaux. Les gais se rassemblent et produisent une documentation qui leur permettra de construire un discours intellectualisé sur l'homosexualité et de revendiquer leurs droits. Inspirés par les luttes du passé et poussés par celles qui s'en viennent, ils profitent du vent de liberté qui souffle sur le Québec d'après la Révolution tranquille et se mettent en tête de changer les mentalités de la société québécoise et de ses institutions qui sont malgré tout beaucoup plus tolérantes qu'avant à leur égard. Durant les années 1970, cette tolérance n'empêche cependant pas la presse généraliste de continuer d'ostraciser et d'oppresser les homosexuels : la presse à grand tirage, en observant un silence envers l'homosexualité et la presse jaune, en faisant ses choux gras d'histoires

impliquant des homosexuels stéréotypés. Malgré tout, le contexte social plus tolérant des années 1970 permettra aux militants gais de la première heure de diffuser des connaissances et des informations reflétant mieux ce qu'ils sont dans des publications militantes, des journaux spécialisés et des magazines gais. Les gais peuvent désormais poser un regard plus positif sur eux-mêmes, sur leur communauté et surtout, poursuivre leur organisation. En ce sens, la presse gaie d'alors, sans influencer directement les mentalités de la société québécoise, influence son propre parcours. Dans les années 1980, la presse gaie poursuivra dans cette direction, jouant un rôle crucial d'information lors de l'apparition du VIH/sida alors que la presse généraliste n'abordera que ponctuellement la thématique de l'homosexualité. Toutefois, durant les premières années de l'épidémie du VIH/sida, elle contribuera à stigmatiser les gais séropositifs. Cependant, malgré le choc causé par le VIH/sida, la tolérance des années 1970 fait place à l'acceptation, résultat du long travail des différentes associations gaies, lequel se mesure en victoires juridiques et en gains de droits. Le chemin vers la pleine émancipation de la communauté gaie montréalaise se poursuit jusqu'à nos jours. Entre-temps, la presse généraliste change radicalement d'attitude envers l'homosexualité en lui accordant progressivement une plus grande place dans ses pages. Notre Charte des droits et liberté y a certainement joué un rôle prépondérant. Signe que les temps ont changé, les articles sur l'homosexualité sont traités de manière plus objective. La presse généraliste, journaux grand public en tête, a pour la première fois une influence positive sur l'évolution des mentalités des Québécois envers l'homosexualité. Notons en terminant que lors du débat sur le mariage entre conjoints de même sexe, les membres de la communauté ont critiqué la presse gaie. En délaissant les questions d'ordre politique pour s'attarder à celles de la vie quotidienne, la presse gaie rompt partiellement avec sa vocation première. Désormais au service de la consommation de masse, elle assure sa pérennité mais se met à dos une partie de son lectorat offusquée de cette récupération de l'homosexualité à des fins commerciales et préoccupée de l'absence d'une véritable tribune pour les préoccupations de leur communauté.

« Clé de voûte de toute évolution sociale, les médias peuvent donc stigmatiser, et même être synonymes de répression. Mais ils peuvent également jeter les bases de

l'organisation d'un groupe et amener ainsi à l'ouverture d'un dialogue<sup>146</sup> », rappelle à juste titre Benoît Migneault. Devons-nous nous inquiéter d'un éventuel retour du balancier ? L'Histoire a démontré à maintes reprises l'aspect éphémère de telle victoire. Dans le cas qui nous intéresse, le fait que l'homosexualité soit traitée dans la presse écrite généraliste avec les mêmes égards que n'importe quelle autre réalité semble bien garantir que le dialogue entamé avec le reste de la société québécoise soit assuré. Cette ouverture que la majorité hétérosexuelle démontre envers l'homosexualité constitue un point de départ enviable. Il suffit d'observer le moindrement la représentation des gais dans les autres médias pour ce rendre compte que la banalisation de l'homosexualité (une réalité sociale comme tant d'autres) permet une visibilité accrue du fait homosexuel. La sortie de Daniel Pinard en 2000 contre les préjugés homophobes véhiculés dans l'émission *Piment fort* animée par Normand Brathwaite n'aurait évidemment pas été possible vingt ans plus tôt. Daniel Pinard aurait probablement payé chèrement cette intervention-*coming out*. Il est d'autant plus intéressant de constater que le battage médiatique que provoqua cette sortie ne s'est aucunement retourné contre son instigateur. C'est plutôt Normand Brathwaite qui dut s'expliquer, admettant que l'humour va parfois trop loin et que la formule de son émission « de bitchage qui rit du monde » tombe parfois dans la facilité. Une carrière comme celle d'Alex Perron n'aurait certainement pas pu se déployer avec autant de succès dans les années 1980. Ce mec comique, archétype du gars qui se faisait écœuré au secondaire, s'est approprié cette image négative à mille lieues du gars viril, l'assumant pleinement pour en faire sa marque de commerce. Il lance ainsi le message clair qu'il est tout à fait possible de concilier exubérance et showbiz. Le *coming out* de Dany Turcotte, fou du roi de l'émission *Tout le monde en parle*, est un autre signe de cette banalisation de l'homosexualité. Devant près de deux millions de téléspectateurs, il a dû mettre cartes sur table et préciser son orientation sexuelle pour se sortir d'affaire. En choisissant de présenter cet extrait au lieu de le faire sauter au montage, il confirme l'évolution positive de la perception des Québécois envers l'homosexualité. Encore une fois, quelques années plus tôt, cette sortie lui aurait fait perdre son job. Que ce soit au petit écran dans les téléromans, au théâtre ou au cinéma, l'homosexualité est présente plus que jamais. Loin des stéréotypes, la représentation des gais dans les médias s'avère crédible et juste. Dans ce contexte favorable aux groupes

---

<sup>146</sup> Benoît Migneault, *loc. cit.*, p. 5.

minoritaires, la communauté gaie a-t-elle encore besoin d'une presse gaie ? La question est lancée. Toutefois, il faudrait peut-être faire avant toute chose un effort de sémantique et se poser la question suivante : la presse gaie porte-t-elle encore bien son nom ?

## BIBLIOGRAPHIE

### LIVRES

- Bakhtine, Mikhaïl. 1970. *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, trad. du russe par Andrée Robel, coll. « Tel », no 70. Paris : Éditions Gallimard, 471 p.
- Becker, Howard S. 1985. *Outsiders : Étude de sociologie de la déviance*. Paris : Éditions A.-M. Métailié, 247 p.
- de Billy, Hélène. 2005. *Maurice ou la vie ouverte*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 171 p.
- Demczuk, Irène, et Frank W. Remiggi (dir. de publ.). 1998. *Sortir de l'ombre : Histoires des communautés lesbienne et gaie de Montréal*. Montréal : VLB éditeur, 409 p.
- Deraï, Yves. 2003. *Le gay pouvoir : enquête sur la République bleu blanc rose*. Paris : Éditions Ramsay, 201 p.
- Éribon, Didier. 2000. *Papiers d'identité : intervention sur la question gay*. Paris : Fayard, 159 p.
- Goffman, Erving. 1975. *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Éditions de Minuit, 175 p.
- Guillebaud, Jean-Claude. 1998. *La tyrannie du plaisir*. Paris : Éditions du Seuil, 486 p.
- Higgins, Ross. 1999. *De la clandestinité à l'affirmation : Pour une histoire de la communauté gaie montréalaise*. Montréal : Comeau & Nadeau, 165 p.
- Klein, Naomi. 2002. *No logo : la tyrannie des marques*. Éd. aug., trad. de l'anglais par Michel Saint-Germain, coll. « Babel », no 545. Montréal : Leméac/Actes Sud, 743 p.
- Raboy, Marc. 2000. *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute*, 2<sup>e</sup> éd. Montréal : Gaëtan Morin Éditeur, 409 p.
- Tremblay, Michel. 2003. *Le cahier noir*. Montréal : Leméac/Actes Sud, 257 p.
- . 2004. *Le cahier rouge*. Montréal : Leméac/Actes Sud, 332 p.



## MÉMOIRE

Arsenault, Mathieu. 2000. « Histoire de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec : 1976-1986 ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 152 p.

## ARTICLES

Barbeau, Éric. 2000. « La presse gaie vit une crise d'identité ». *Le Trente*, vol. 24, no 6 (juin), p. 14-16.

Bouchard, Dany, et David Santerre. 2003. « Des gais connus se posent des questions – Le défilé de la fierté gaie a-t-il encore sa place ? ». *Journal de Montréal*, 24 juillet.

Boullé, Denis-Daniel. « De mode et de vie ». *Fugues*.

Castonguay, Alec. 2006. « Harper défie le Sénat ». *Le Devoir*, 20 janvier, p. A1.

Côté, Jean-Guy. 2004. « 20 ans, ça passe vite ! Mes souvenirs de Fugues ». *Fugues*, 25 mars.

Elkouri, Rima. 2000. « Fous et fiers à la fois ». *La Presse*, 5 août, p. A1.

———. 2000. « Plumes, boas et paillettes au huitième défilé de la fierté gaie ». *La Presse*, 12 juillet, p. C8.

Godbout, Louis. 2004. « Suivez le guide ». *Fugues*, 25 mars.

Goulet, Yvon. 2004. « Merci et félicitation ! ». *Fugues*, 25 mars.

Gray, Sir Robert. 2004. « Vingt années fugaces ». *Fugues*, 25 mars.

Higgins, Ross. 1995. « Notre passé fragile ». *L'Archigai : Bulletin des archives gaies du Québec*, no 4 (octobre), p. 2.

Lachance, Micheline. 2001. « La revanche de l'enfant terrible ». *Sélection du Reader's Digest*, octobre, p. 58.

Lavigne, Caroline. 2005. « André Boulerice quitte la vie politique ». *Fugues*, 13 septembre.

Le collectif de l'ADGQ. 1981. « Éditorial ». *Le Berdache*, no 20 (mai), p. 3.

———. 1981. « Le traitement de l'information sur l'homosexualité dans les médias ». *Le Berdache*, no 20 (mai), p. 17.

Leclerc, Robert. 2004. « Fugues a 20 ans... ». *Fugues*, 25 mars.

Migneault, Benoît. 2001. « L'amour qui n'ose dire son nom dans les périodiques québécois des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ». *À rayons ouverts : Bulletin de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, no 55 (juillet-septembre), p. 5.

Nuovo, Franco. 2006. « Bon, v'là la piscine ». *Journal de Montréal*, 11 mai, p. 6.

Rousseau, Robert. 2004. « Fugues et Séro-Zéro : réunis pour la même cause ». *Fugues*, 25 mars.

Saint-Arnaud, Pierre. 2005. « Sida : Réjean Thomas fustige les pouvoirs publics ». *Le Devoir/PC*, 2 décembre, p. A4.

Vézina, Robert J. 2004. « Fiers des succès de Fugues à plusieurs égards ». *Fugues*, 25 mars.

#### SITES INTERNET

Archives gaies du Québec. 2006. (Consulté le 22 janvier 2006) *Les archives gaies du Québec – Mémoire de notre communauté*, Adresse URL : <http://www.agq.qc.ca/>.

Association des lesbiennes et des gais sur Internet. 1998-2004. (Consulté le 10 mai 2005) *Table de concertation des lesbiennes et des gais du Québec*, Adresse URL : <http://www.algi.qc.ca/forum/table-doc/messages/3.html>.

DGQ Médias Inc. 2004-2006. (Consulté le 24 septembre 2006) *La Voix du Village*, Adresse URL : [http://www.lavoixduvillage.com/page\\_accueil.htm](http://www.lavoixduvillage.com/page_accueil.htm).

Divers/Cité. 2006. (Consulté le 25 juillet 2006) *Festival Divers/Cité*, Adresse URL : <http://www.diverscite.org/francais/index.htm>.

Fugues sur Internet. 2002-2006. (Consulté le 2 octobre 2006) *Fugues.com*, Adresse URL : <http://fugues.vortex.qc.ca/main.cfm?gay=1>.

Fondation Farha. 2006. (Consulté le 12 mai 2006) *Fondation Farha*, Adresse URL : <http://www.farha.qc.ca/fr/index.html>.

Gai Écoute/Fondation Émergence. 2006. (Consulté le 3 mars 2006) *Gai Écoute*, Adresse URL : <http://www.gai-ecoute.qc.ca/>.

Gouvernement du Québec. 2002. (Consulté le 15 novembre 2004) *Office québécois de la langue française – Grand dictionnaire terminologique*, Adresse URL : <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/gdt.html>.

- Gris-Montréal et C/L INFO. 2006. (Consulté le 15 avril 2006) *Groupe de recherche et d'intervention sociale gaies et lesbiennes – Région de Montréal*, Adresse URL : <http://www.gris.ca/index.htm>.
- Image + nation. 2006. (Consulté le 20 septembre 2006) *Image + Nation – Le festival international de cinéma lgbt de Montréal*, Adresse URL : <http://www.image-nation.org/2006/>.
- Société Radio-Canada. 2003. (Consulté le 20 octobre 2004) *Enjeux – Le pouvoir gai : les 10 gais et lesbiennes les plus influents*, Adresse URL : <http://www.radio-canada.ca/actualite/enjeux/reportages/2004/040323/pouvoir-gai.shtml>.
- . 2006. (Consulté le 2 février 2006) *Les archives de Radio-Canada – Gais et lesbiennes s'affirment*, Adresse URL : [http://archives.radio-canada.ca/IDD-0-10-623/vie\\_societe/gais\\_lesbiennes/](http://archives.radio-canada.ca/IDD-0-10-623/vie_societe/gais_lesbiennes/).
- Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture. 2000-2006. (Consulté le 12 juin 2006) *Festival international Montréal en arts – L'art en plein air*, Adresse URL : [http://www.festivaldesarts.org/accueil\\_fr.htm](http://www.festivaldesarts.org/accueil_fr.htm).